



PRÉFÈTE DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE
PRÉFÈTE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

n°3 du 12 janvier 2018

- Hebdo -

**Le contenu intégral des textes et/ou les documents et plans annexés peuvent être consultés
auprès du service sous le timbre duquel la publication est réalisée**

SECRETARIAT GÉNÉRAL POUR LES AFFAIRES RÉGIONALES

SOMMAIRE

n°3 du 12 janvier 2018

-Hebdo-

ARS

Arrêté ARS-PDL/DAS/DAMS-PA/0078- 2017/49 du 15 décembre 2017 portant transfert d'autorisation de l'EHPAD «Le Havre Ligérien» à MONTJEAN SUR LOIRE – MAUGES SUR LOIRE au profit de l'EHPAD «Résidences Ligériennes» à SAINT GEORGES SUR LOIRE dans le cadre de la fusion – absorption de l'EHPAD «Le Havre Ligérien» MONTJEAN SUR LOIRE – MAUGES SUR LOIRE par l'EHPAD «Résidences Les Ligériennes» à SAINT GEORGES SUR LOIRE.

Arrêté ARS-26-12-2017-ARS-PDL-DAS-ASP-A80-2017-85-Laboratoire du 26 décembre 2017 portant sur la modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale ACTIV'BIOCEAN sis 3 route de la Roche sur Yon à AIZENAY (85190)

Arrêté ARS-PDL/DAS/DAMS-PA/N°0082-2017/49 du 27 décembre 2017 portant réduction de 10 lits d'hébergement permanent et transformation de 6 lits d'hébergement permanent en 6 lits d'hébergement temporaire de l'EHPAD «Résidence F. d'Andigné» à LA POMMERAYE – MAUGES SUR LOIRE géré par l'Association F.D'ANDIGNE

Décision ARS-PDL/DAS/AMS/PA/2017/024/44 du 29 décembre 2017 fixant les tarifications des Etablissements ou Services Médico-Sociaux pour Personnes Agées sous financement de l'Assurance Maladie pour 2017

Décision ARS-PDL-DG/2017-51 du 29 décembre 2017 portant désignation de M. Nicolas DURAND en qualité de directeur de la prévention et de la protection de la santé à compter du mardi 2 janvier 2018 et de Mme Sophie METAIREAU en qualité d'adjointe au directeur de la prévention et de la protection de la santé à compter du même jour

Arrêté ARS-PDL-DG/2017-52 du 29 décembre 2017 portant délégation de signature à M. Nicolas DURAND en qualité de directeur de la prévention et de la protection de la santé

Arrêté ARS-PDL-DT44-APT-2018-01 du 02 janvier 2018 portant désignation d'un directeur par intérim

Arrêté ARS-PDL-DT53-APT-2018-01 du 02 janvier 2018 portant désignation d'un directeur par intérim

Décision ARS-PDL/DAS/ASR/01/2018/72 du 05 janvier 2018 accordant à la SA Clinique du Pré le renouvellement de l'activité de chirurgie esthétique de la clinique du Pré au Mans

DIRECCTE

Avenant n° 1 à la décision n° 2016/DIRECCTE/Pôle T/UD49/01 du 01 mars 2016 relative à la localisation et à la délimitation des sections d'inspection du travail de la région Pays de la Loire – Unité départementale DIRECCTE de Maine et Loire, en date du 22 décembre 2017

DIRMNAMO

Arrêté 01/2018 du 05 janvier 2018 arrêtant les listes de candidats aux élections professionnelles dans le cadre du renouvellement du conseil du comité régional de la conchyliculture des Pays de la Loire en 2018 et son annexe

DRAAF

Arrêté DRAAF-DREAL 670 du 22 décembre 2017 établissant le référentiel régional de mise en oeuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Pays de la Loire

Décision n° 2018/DRAAF/5 du 02 janvier 2018 portant délégation de signature du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire au titre de l'autorité académique

Arrêté n° 2018/DRAAF/ 6 du 03 janvier 2018 relatif à l'attribution d'une licence d'inséminateur d'équidés

DREAL

Arrêté 2017/DREAL/STRV/083 du 22 novembre 2017 portant agrément d'un établissement secondaire du centre de formation PROMOTRANS - Saint-Herblain (44800) pour dispenser les formations obligatoires des conducteurs du transport routier de marchandises

RECTORAT NANTES PAYS DE LA LOIRE

Arrêté 2018/MODIF-rectorat-services/.7.44.FI du 01 janvier 2018 relatif à la subdélégation de signature accordée à M. Gilles Blanchard, en matière financière.

ZDSO

Arrêté 17-211 du 20 décembre 2017 portant nomination des conseillers techniques, des référents et du commandant des systèmes d'information et de communication de la zone de défense

Agence Régionale de Santé
des Pays de la Loire

ARRETE N° ARS- PDL/DAS/ DAMS-PA / N°0078 - 2017/49

Portant transfert d'autorisation de l'EHPAD « Le Havre Ligérien » à MONTJEAN SUR LOIRE – MAUGES SUR LOIRE au profit de l'EHPAD « Résidences Les Ligériennes » à SAINT GEORGES SUR LOIRE dans le cadre de la fusion - absorption de l'EHPAD « Le Havre Ligérien » MONTJEAN SUR LOIRE – MAUGES SUR LOIRE par l'EHPAD « Résidences Les Ligériennes » à SAINT GEORGES SUR LOIRE

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
DES PAYS DE LA LOIRE**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE MAINE-ET-LOIRE

- VU** le code de l'action sociale et des familles ;
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** le code de la santé publique et notamment les articles L1431-1, L1431-2 et L1432-2 ;
- VU** le code général des collectivités territoriales ;
- VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- VU** l'arrêté conjoint ARS/PDL/MS-PA n°56/2011/49 en date du 04 janvier 2011 relatif à l'extension de capacité de l'EHPAD « Le Havre Ligérien » à MONTJEAN SUR LOIRE portant ainsi la capacité totale de l'établissement à 60 lits d'hébergement permanent ;
- VU** l'arrêté conjoint ARS-PDL/DAS/DAMS-PA/REN n°2-2016/49 du 31 décembre 2016 portant renouvellement d'autorisation de l'EHPAD « Résidences Les Ligériennes » à SAINT GEORGES SUR LOIRE ;
- VU** l'arrêté n°ARS-PDL-DG-2017/38 en date du 02 octobre 2017 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire portant délégation de signature à Monsieur le Directeur de l'Accompagnement et des Soins ;
- VU** la délibération n°2017-11 en date du 18 juillet 2017 du Conseil d'Administration de l'EHPAD « Le Havre Ligérien » à MONTJEAN SUR LOIRE - MAUGES SUR LOIRE relative au protocole d'accord de regroupement, dans le cadre d'une fusion administrative, de l'EHPAD « Le Havre Ligérien » à MONTJEAN SUR LOIRE - MAUGES SUR LOIRE et de l'EHPAD « Résidences Les Ligériennes » à SAINT GEORGES SUR LOIRE ;

- VU** la délibération n°2017-06 en date du 31 août 2017 du Conseil d'Administration de l'EHPAD « Résidences Les Ligériennes » à SAINT GEORGES SUR LOIRE relative au protocole d'accord de regroupement, dans le cadre d'une fusion administrative, de l'EHPAD « Le Havre Ligérien » à MONTJEAN SUR LOIRE - MAUGES SUR LOIRE et de l'EHPAD « Résidences Les Ligériennes » à SAINT GEORGES SUR LOIRE ;
- VU** l'avis du Comité technique d'établissement en sa séance du 18 juillet 2017 de l'EHPAD « Le Havre Ligérien » à MONTJEAN SUR LOIRE - MAUGES SUR LOIRE relatif au protocole d'accord de regroupement, dans le cadre d'une fusion administrative, de l'EHPAD « Le Havre Ligérien » à MONTJEAN SUR LOIRE - MAUGES SUR LOIRE et de l'EHPAD « Résidences Les Ligériennes » à SAINT GEORGES SUR LOIRE ;
- VU** l'avis du Comité technique d'établissement en sa séance du 31 août 2017 de l'EHPAD « Résidences Les Ligériennes » à SAINT GEORGES SUR LOIRE relatif au protocole d'accord de regroupement, dans le cadre d'une fusion administrative, de l'EHPAD « Le Havre Ligérien » à MONTJEAN SUR LOIRE - MAUGES SUR LOIRE et de l'EHPAD « Résidences Les Ligériennes » à SAINT GEORGES SUR LOIRE ;
- VU** la délibération n°2017-11 en date du 07 novembre 2017 du Conseil d'Administration de l'EHPAD « Résidences Les Ligériennes » à SAINT GEORGES SUR LOIRE relative à la fusion – absorption de l'EHPAD « Le Havre Ligérien » à MONTJEAN SUR LOIRE - MAUGES SUR LOIRE par l'EHPAD « Résidences Les Ligériennes » à SAINT GEORGES SUR LOIRE ;
- VU** la délibération n°2017-15 en date du 07 novembre 2017 du Conseil d'Administration de l'EHPAD « Le Havre Ligérien » à MONTJEAN SUR LOIRE - MAUGES SUR LOIRE relative à la fusion – absorption de l'EHPAD « Le Havre Ligérien » à MONTJEAN SUR LOIRE - MAUGES SUR LOIRE par l'EHPAD « Résidences Les Ligériennes » à SAINT GEORGES SUR LOIRE ;
- VU** l'avis n°2 du Comité technique d'établissement en sa séance du 07 novembre 2017 de l'EHPAD « Résidences Les Ligériennes » à SAINT GEORGES-SUR-LOIRE concernant la fusion – absorption de l'EHPAD « Le Havre Ligérien » à MONTJEAN SUR LOIRE - MAUGES SUR LOIRE par l'EHPAD « Résidences Les Ligériennes » à SAINT GEORGES SUR LOIRE ;
- VU** l'avis n°2 du Comité technique d'établissement en sa séance du 07 novembre 2017 de l'EHPAD « Le Havre Ligérien » à MONTJEAN SUR LOIRE - MAUGES SUR LOIRE concernant la fusion – absorption de l'EHPAD « Le Havre Ligérien » à MONTJEAN SUR LOIRE - MAUGES SUR LOIRE par l'EHPAD « Résidences Les Ligériennes » à SAINT GEORGES SUR LOIRE ;
- VU** le protocole d'accord de regroupement des EHPAD « Résidences Les Ligériennes » à SAINT GEORGES SUR LOIRE et « Le Havre Ligérien » à MONTJEAN SUR LOIRE - MAUGES SUR LOIRE ;
- VU** le traité de fusion conclu entre l'EHPAD « Résidences Les Ligériennes » à SAINT GEORGES SUR LOIRE et l'EHPAD « Le Havre Ligérien » à MONTJEAN SUR LOIRE - MAUGES SUR LOIRE fixant les modalités de cette fusion entre les deux établissements par transfert de l'universalité du patrimoine (actifs et passifs) et des compétences de l'EHPAD « Le Havre Ligérien » à MONTJEAN SUR LOIRE - MAUGES SUR LOIRE à l'EHPAD « Résidences Les Ligériennes » à SAINT GEORGES SUR LOIRE ;

CONSIDERANT que cette opération de fusion - absorption de l'EHPAD « Le Havre Ligérien » à MONTJEAN SUR LOIRE - MAUGES SUR LOIRE par l'EHPAD « Résidences Les Ligériennes » à SAINT GEORGES SUR LOIRE n'entraîne aucune modification dans la capacité globale de la structure ;

SUR proposition du Directeur de l'Accompagnement et des Soins de l'Agence Régionale de Santé ;

SUR proposition du Directeur Général des services départementaux ;

ARRETEMENT

Article 1 – A compter du 1^{er} janvier 2018, dans le cadre de l'opération de fusion-absorption, l'autorisation de fonctionner délivrée à l'EHPAD « Le Havre Ligérien » à MONTJEAN SUR LOIRE – MAUGES SUR LOIRE est transférée à l'EHPAD « Résidences Les Ligériennes » à SAINT GEORGES SUR LOIRE dont le siège social est situé 3 rue Adrien Meslier – 49170 – SAINT GEORGES SUR LOIRE.

Article 2 – La capacité autorisée de l'EHPAD « Résidences Les Ligériennes » à SAINT GEORGES SUR LOIRE est fixée à 248 lits d'hébergement permanent dont 10 lits pour personnes âgées désorientées, 6 lits d'hébergement temporaire, 6 places d'accueil de jour et un Pôle d'Activités et de Soins Adaptés (PASA) autorisé de 14 places. La capacité autorisée est répartie sur quatre sites (SAINT GEORGES SUR LOIRE, LA POSSONNIERE, SAVENNIERES et MONTJEAN SUR LOIRE – MAUGES SUR LOIRE) selon les modalités figurant à l'article 3 du présent arrêté.

Article 3 - Les caractéristiques de l'établissement sont répertoriées dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) comme suit :

Entité juridique :

- numéro FINESS juridique : 490002334
- dénomination : EHPAD « Résidences Les Ligériennes »
- adresse siège social : 3 rue Adrien Meslier- 49170 St Georges-sur-Loire
- code statut : 22

Entités géographiques :

Site de St Georges sur Loire

- numéro FINESS principal : 490536182
- adresse : 3 rue Adrien Meslier 49170 St Georges sur Loire
- code catégorie : 500
- code discipline d'équipement : 657 - 924
- code type d'activité : 11 - 21
- code clientèle : 711- 436
- capacité autorisée et financée : 99 lits d'hébergement permanent (codes 924-11-711)
6 lits d'hébergement temporaire (codes 657-11-711)
6 places d'accueil de jour (codes 657-21-436)

Site de La Possonnière

- numéro FINESS secondaire : 490002300
- adresse : 21 rue Maurice Marcot - 49170 La Possonnière
- code catégorie : 500
- code discipline d'équipement : 961 - 924
- code type d'activité : 11 - 21
- code clientèle : 711 - 436
- capacité autorisée et financée : 47 lits d'hébergement permanent (codes 924-11-711)
un PASA autorisé de 14 places (codes 961-21-436)

Site de Savennières

- numéro FINESS secondaire : 490002375
- adresse : 3 rue des Jardins - 49170 Savennières
- code catégorie : 200
- code discipline d'équipement : 924
- code type d'activité : 11
- code clientèle : 711
- capacité autorisée et financée : 42 lits d'hébergement permanent

Site de Montjean Sur Loire - Mauges sur Loire

- numéro FINESS secondaire : 490002243
- adresse : 1 rue de Mailly-Montjean Sur Loire- 49570 Mauges Sur Loire
- code catégorie : 500
- code discipline d'équipement : 924
- code type d'activité : 11
- code clientèle : 711 - 436
- capacité autorisée et financée : 50 lits d'hébergement permanent (codes 924-11-711)
10 lits d'hébergement permanent pour personnes désorientées
(codes 924-11-436)

Article 4 – La présente autorisation vaut transfert de l'habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide de sociale pour la capacité susmentionnée.

Article 5 - Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement, devra être porté à la connaissance des autorités administratives compétentes.

Article 6 - Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ou de sa publication, cette décision peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès des services de l'Agence Régionale de Santé et du Conseil Départemental de Maine-et-Loire ;
- d'un recours hiérarchique auprès des Ministres concernés, et de façon concomitante, auprès du Président du Conseil Départemental de Maine-et-Loire ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de NANTES – 6, allée de l'Île Gloriette – CS 24 111 - 44041 NANTES CEDEX.

Ces recours ne suspendent pas l'application de la présente décision.

Article 7 - Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire, le Directeur de l'Accompagnement et des Soins, le Directeur Général des Services du Département de Maine-et-Loire, le Président de l'organisme gestionnaire de la structure concernée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région des Pays de la Loire et de la Préfecture de Maine-et-Loire ainsi qu'au recueil des actes administratifs du Conseil Départemental de Maine-et-Loire.

Fait le

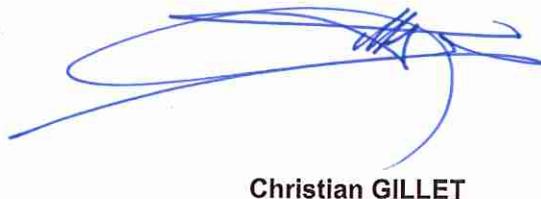
15 DEC. 2017

**Pour le Directeur de l'Agence Régionale
de Santé des Pays de la Loire
et par délégation,
Le Directeur de l'Accompagnement et des
Soins**



Pascal DUPERRAY

**Le Président du Conseil Départemental
de Maine-et-Loire**



Christian GILLET

Portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale
ACTIV'BIOCEAN sis 3 route de la Roche sur Yon à AIZENAY (85190)

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire**

Vu le code de la santé publique, notamment le livre II, sixième partie de la partie législative relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale ainsi que l'article D.6222-9 ;

Vu la loi n° 2013-442 du 30 mai 2013 portant réforme de la biologie médicale ;

Vu l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

Vu le décret n° 2016-46 du 26 janvier 2016 relatif à la biologie médicale ;

Vu le décret n° 2016-44 du 26 janvier 2016 relatif aux sociétés exploitant un laboratoire de biologie médicale privé et aux sociétés de participations financières de profession libérale de biologistes médicaux ;

Vu le décret du 22 septembre 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Jacques COIPLLET, en qualité de directeur général de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire, à compter du 1^{er} octobre 2017 ;

Considérant l'arrêté n° ARS-PDL/DAS/DASPIA-16/2017/85 en date du 31 mars 2017 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale ACTIV'BIOCEAN sis 3 route de la Roche sur Yon à AIZENAY (85190) ;

Considérant la demande formulée le 30 octobre 2017 par la société d'avocats APROJURIS, représentant la SELAS ACTIV'BIOCEAN, de prendre en compte les opérations suivantes :

- Changement de dénomination sociale de la SELAS ACTIV'BIOCEAN qui devient ACTIV'BIOLAB,
- Intégration de nouveaux associés à la SELAS ACTIV'BIOLAB,

Considérant l'ensemble des pièces justificatives notamment les statuts de la SELAS ACTIV'BIOCEAN en date du 14 avril 2017, les procès-verbaux d'assemblées générales SELAS ACTIV'BIOCEAN en date du 23 janvier 2011 et du 15 avril 2017, les cessions de droits sociaux entre associés ;

Considérant la demande en date du 03 avril 2017 adressées à la Section G de l'Ordre national des pharmaciens de prendre en compte le changement de dénomination sociale de la SELAS ACTIV'BIOCEAN qui devient ACTIV'BIOLAB et l'intégration de nouveaux associés à la SELAS ACTIV'BIOLAB ;

Considérant que les opérations envisagées sont conformes aux dispositions du code de la santé publique ;

ARRETE :

ARTICLE 1er : Il est procédé aux opérations suivantes :

- Changement de dénomination sociale de la SELAS ACTIV'BIOCEAN qui devient ACTIV'BIOLAB,
- Intégration de nouveaux associés à la SELAS ACTIV'BIOLAB,

ARTICLE 2 : Le laboratoire de biologie médicale ACTIV'BIOLAB sis 3 route de la Roche sur Yon à AIZENAY (85190), inscrit sous le numéro FINESS EJ 85 002 123 9, est autorisé à réaliser des examens de biologie médicale sur les sites énumérés ci-dessous recevant du public :

- 3 route de la Roche sur Yon à AIZENAY (85190) n° Finess ET : 85 002 128 8
- Pôle Activ'Océan, 12 rue Owen Chamberlain à CHALLANS (85300) n° Finess ET : 85 002 138 7
- 41/43 quai port Gorin à SAINT GILLES CROIX DE VIE (85800) n° Finess ET : 85 001 721 1

ARTICLE 3 : Ce laboratoire est exploité par la société d'exercice libéral par actions simplifiées (SELAS) « ACTIV'BIOLAB » dont le siège social est fixé 3 route de la Roche sur Yon à AIZENAY (85190).

ARTICLE 4 : En application de l'article L 6213-9 du code de la santé publique sont désignés en qualité de biologistes - coresponsables :

- Monsieur Sébastien GINGUENÉ, pharmacien biologiste ;
- Monsieur Vidal PLONG, pharmacien biologiste ;
- Madame Emilie SACCHETTO, pharmacien biologiste ;
- Madame Christine FREVILLE, pharmacien biologiste ;
- Monsieur Thierry COLAS, médecin biologiste ;

En tant que biologiste médical :

Madame Jenny PICARD, médecin biologiste.

ARTICLE 5 : Le capital social, fixé à la somme de 585 000€, divisé en 4 500 actions, se répartira comme suit :

| | Action A | Actions B | Droits de vote |
|-----------------------------|----------|-----------|----------------|
| Monsieur Sébastien GINGUENÉ | | 1 | 0 % |
| Monsieur Vidal PLONG | | 1 | 0 % |
| Madame Emilie SACCHETTO | | 1 | 0 % |
| Monsieur Thierry COLAS | | 1 | 0 % |
| Madame Christine FREVILLE | | 1 | 0 % |
| Madame Jenny PICARD | | 2 | 0 % |
| SPFPL COLAS-TERAL | | 898 | |
| SPFPL CHRISTEAM | | 898 | |
| SPFPL BIOMAN ROUGE | 899 | | 20 % |
| SPFPL BIO PLONG | 899 | | 20 % |
| SPFPL FORCE ROSE | 899 | | 20 % |
| TOTAL | 2697 | 1803 | 100 % |

ARTICLE 6 : L'arrêté ARS-PDL/DAS/DASP/A-16/2017/85 en date du 31 mars 2017 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire SELAS ACTIV'BIOCEAN est abrogé.

ARTICLE 7 : Toute modification relative à l'organisation générale du laboratoire de biologie médicale ainsi que toute modification apportée à sa structure juridique et financière doit faire l'objet d'une déclaration à l'Agence Régionale de Santé Pays de la Loire.

ARTICLE 8 : Le fichier national des établissements sanitaires et sociaux et la liste des laboratoires en exercice dans le département sont modifiés en conséquence.

ARTICLE 9 : Cet arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois :

- d'un recours gracieux auprès du Directeur général de l'Agence Régionale de Santé (ARS, Pays de la Loire, CS 56233, 44262 NANTES cedex 2) ;
-
- d'un recours hiérarchique auprès du Ministre des affaires sociales et de la santé (14 avenue Duquesne 75350 PARIS 07 SP) ;
-
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'île Gloriette – 44041 NANTES CEDEX 01).

Le délai de recours prend effet :

- pour l'intéressé, à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- pour les tiers, à compter de la date de publication du présent arrêté.

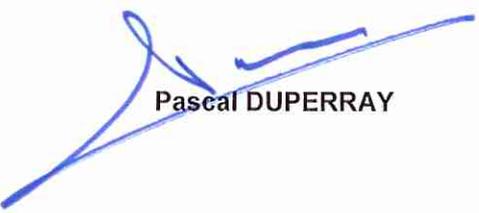
Ces recours ne suspendent pas l'application de la présente décision.

ARTICLE 10 : Le Directeur de l'Accompagnement et des Soins de l'Agence Régionale de Santé Pays de la Loire sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux Recueils des Actes Administratifs de la Préfecture de la région des Pays de la Loire.

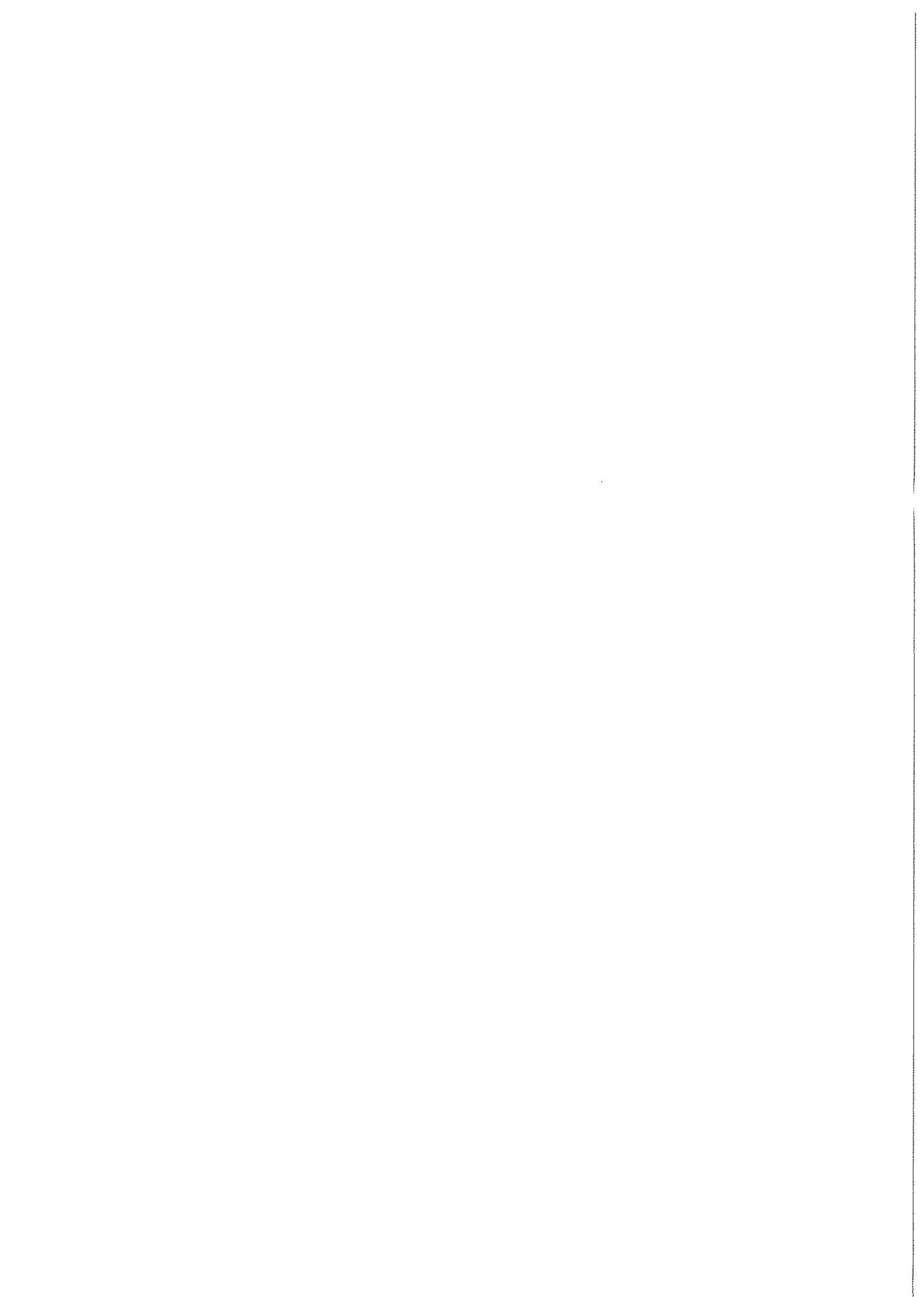
Cet arrêté sera notifié aux personnes physiques et morales intéressées.

Fait à Nantes, le **26 DEC. 2017**

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de
Santé des Pays de la Loire
Le Directeur de l'Accompagnement et des Soins



Pascal DUPERRAY



ARRETE N° ARS- PDL/DAS/ DAMS-PA / N°0082-2017/49

Portant réduction de 10 lits d'hébergement permanent et transformation de 6 lits d'hébergement permanent en 6 lits d'hébergement temporaire de l'EHPAD « Résidence Française d'Andigné » à LA POMMERAYE - MAUGES SUR LOIRE géré par l'Association Française d'Andigné

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
DES PAYS DE LA LOIRE**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE MAINE-ET-LOIRE

- VU** le code de l'action sociale et des familles ;
- VU** le code de la santé publique et notamment les articles L1431-1, L1431-2 et L1432-2 ;
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** le code général des collectivités territoriales ;
- VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- VU** l'arrêté n°ARS-PDL-DG-2017/38 en date du 02 octobre 2017 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire portant délégation de signature à Monsieur le Directeur de l'Accompagnement et des Soins ;
- VU** le courrier de l'ARS Pays de la Loire en date du 08 avril 2015 actant la réduction de 10 lits d'hébergement permanent et la transformation de 6 lits d'hébergement permanent en 6 lits d'hébergement temporaire de l'EHPAD « Résidence Française d'Andigné » à LA POMMERAYE - MAUGES SUR LOIRE dans le cadre de la reconstruction de l'établissement et le regroupement des capacités sur un seul et même site ;
- VU** la convention tripartite pluriannuelle de l'EHPAD « Résidence Française d'Andigné » à LA POMMERAYE - MAUGES SUR LOIRE conclue le 30 novembre 2016 pour une durée de cinq ans ;
- VU** la délibération du Conseil d'Administration de l'Association Française d'Andigné en date du 16 septembre 2016 relative à la diminution de la capacité de l'EHPAD « Résidence Française d'Andigné » à LA POMMERAYE - MAUGES SUR LOIRE en lien avec la reconstruction de l'établissement sur un seul et même site ;

VU le procès-verbal de la visite de conformité réalisée le 28 mars 2017 dans le cadre de l'achèvement des travaux de construction du nouveau bâtiment « Françoise d'Andigné » regroupant sur un seul et même site la totalité des capacités de l'EHPAD « Résidence Françoise d'Andigné » à LA POMMERAYE - MAUGES SUR LOIRE ;

SUR proposition du Directeur de l'Accompagnement et des Soins de l'Agence Régionale de Santé ;

SUR proposition du Directeur Général des services départementaux ;

ARRETEMENT

Article 1 – A compter du 1^{er} janvier 2018, l'autorisation de réduction de 10 lits d'hébergement permanent et de transformation de 6 lits d'hébergement permanent en 6 lits d'hébergement temporaire de l'EHPAD « Résidence Françoise d'Andigné » à LA POMMERAYE - MAUGES SUR LOIRE est accordée à l'Association Françoise d'Andigné.

Article 2 – La capacité autorisée de l'EHPAD « Résidence Françoise d'Andigné » à LA POMMERAYE - MAUGES SUR LOIRE est ainsi ramenée de 136 lits d'hébergement permanent (répartis sur deux sites) à 120 lits d'hébergement permanent et 6 lits d'hébergement temporaire regroupés sur un seul site.

Article 3 – Compte tenu de la reconstruction de l'établissement, le site « Jeanne Rivereau » - rue des Tisserands à LA POMMERAYE - MAUGES SUR LOIRE (N° FINESS géographique : 490002839) est supprimé.

Article 4 - Les caractéristiques de l'établissement sont répertoriées dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) comme suit :

Entité juridique :

| | |
|---------------------------|---|
| - numéro FINESS juridique | : 490017357 |
| - dénomination | : Association Françoise d'Andigné |
| - adresse siège social | : 4 rue Jeanne Rivereau-La Pommeraye-49260 Mauges/Loire |
| - code statut | : 60 |

Entité géographique :

| | |
|----------------------------------|---|
| - numéro FINESS | : 490541497 |
| - adresse | : 4 rue Jeanne Rivereau-La Pommeraye-49260 Mauges/Loire |
| - code catégorie | : 500 |
| - code discipline d'équipement | : 657 - 924 |
| - code type d'activité | : 11 |
| - code clientèle | : 711 |
| - capacité autorisée et financée | : 120 lits d'hébergement permanent (codes 924-11-711) 6 lits d'hébergement temporaire (codes 657-11-711) |

Article 5 - Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement, devra être porté à la connaissance des autorités administratives compétentes.

Article 6 - Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ou de sa publication, cette décision peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès des services de l'Agence Régionale de Santé et du Conseil Départemental de Maine-et-Loire ;
- d'un recours hiérarchique auprès des Ministres concernés, et de façon concomitante, auprès du Président du Conseil Départemental de Maine-et-Loire ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de NANTES – 6, allée de l'Ile Gloriette – CS 24 111 - 44041 NANTES CEDEX.

Ces recours ne suspendent pas l'application de la présente décision.

Article 7 - Le Directeur de l'Accompagnement et des Soins, le Directeur Général des Services du Département de Maine-et-Loire, la Présidente de l'organisme gestionnaire de la structure concernée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région des Pays de la Loire et de la Préfecture de Maine-et-Loire ainsi qu'au recueil des actes administratifs du Conseil Départemental de Maine-et-Loire.

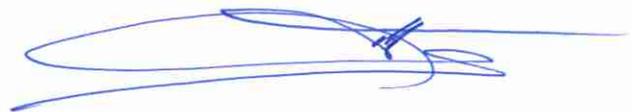
Fait le **27 DEC. 2017**

**Pour le Directeur de l'Agence Régionale
de Santé des Pays de la Loire
et par délégation,
Le Directeur de l'Accompagnement et des
Soins**



Pascal DUPERRAY

**Le Président du Conseil Départemental
de Maine-et-Loire**



Christian GILLET

DECISION

fixant les tarifications des Etablissements ou Services Médico-Sociaux pour Personnes Agées
sous financement de l'Assurance Maladie pour l'année 2017

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé des Pays-de-la-Loire

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L. 312-1, L313-11, L.314-8, L. 344-1 et suivants, et R. 314-1 et suivants, R 344-6 et suivants ;

VU le code de la sécurité sociale, et notamment ses articles LO 111-3, LO 111-4 et L.162-20 et suivants ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 1431-1 à L. 1431-4 et L. 1432-2, R. 4311-1 et suivants ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.3221-9 ;

VU la loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017, et notamment son article 74 ;

VU la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, et notamment ses articles 89, 91, 92 et 93 ;

VU le décret du 22 septembre 2017 portant nomination du directeur général de l'ARS des Pays-de-la-Loire, M. Jean Jacques COIPLLET à compter du 1^{er} octobre 2017 ;

VU l'arrêté n°ARS-PDL-DG-2017/38 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire en date du 2 octobre 2017 portant délégation de signature à M. Pascal Duperray, directeur de l'accompagnement et des soins ;

VU l'arrêté du 22 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 9 décembre 2005 pris en application de l'article R. 314-13 du code de l'action sociale et des familles, relatif à la transmission par courrier ou support électronique des propositions budgétaires et des comptes administratifs des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 15 mars 2017 fixant pour l'année 2017 la contribution des régimes d'assurance maladie, l'objectif de dépenses et le montant total annuel des dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie mentionnée à l'article L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles et fixant le montant mentionné à l'article L. 314-3-4 du même code;

VU l'arrêté du 4 mai 2017 fixant les tarifs plafonds mentionnés à l'article L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles applicables aux établissements et services mentionnés au a du 5o du I de l'article L. 312-1 du même code ;

VU la décision n° 2017-06 du 16 mai 2017 de la directrice de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) fixant pour 2017 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L. 314-3-4 du code de l'action sociale et des familles ;

VU la circulaire N° DGCS/SD5C/DSS/CNSA/2017/150 du 2 mai 2017 relative aux orientations de l'exercice 2017 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées;

VU le rapport d'orientations budgétaires élaboré par l'agence régionale de santé au titre de l'exercice 2017 ;

Sur proposition du directeur de l'accompagnement et des soins ;

DECIDE

Article 1 : Les tarifications des établissements et services médico-sociaux pour les Personnes Agées financés par l'Assurance Maladie pour l'année 2017 sont fixées conformément aux montants figurant en annexe.

Article 2 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Greffes du TITSS-Cour administrative d'appel de Nantes-2 Place de l'Edit de Nantes-BP 18 529-44 185 Nantes cedex 4) dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 3 : Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire, le directeur de l'accompagnement et des soins, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Nantes, le **29 DEC. 2017**
Pour le directeur général de l'Agence
Régionale de Santé des Pays de Loire
Le Directeur de l'accompagnement et des soins



Pascal DUPERRAY

CAMPAGNE BUDGETAIRE ESMS Personnes Agées 2017

| DAI | FINESS ET | NOM ESMS | COMMUNE | DOTATION GLOBALE SOINS 2017 |
|-----|-----------|--------------------------------|------------------------|-----------------------------------|
| 49 | 490015583 | SSIAD CENTRE MAUGES | BEAUPREAU EN MAUGES | 491 111,35 |
| 72 | 720018373 | EHPAD LA ROSE DES VENTS | RUAUDIN | 947 141,63 |
| 72 | 720013663 | EHPAD ARTEMIS | CHANGE | 1 003 619,46 |
| 72 | 720016419 | EHPAD PONTLIEUE | LE MANS | 1 314 603,52 |
| 53 | 530033133 | EHPAD LE CASTELLI | L HUISSERIE | 913 789,32 |
| 49 | 490003647 | EHPAD IASO | ANDARD | 760 500,29 |
| 53 | 530029172 | EHPAD DE RILLE | PONTMAIN | 942 068,92 |
| 44 | 440047637 | EHPAD CH | ST NAZAIRE | 2 985 551,22 |
| 44 | 440049112 | EHPAD CHS | BLAIN | 0,00 |
| 44 | 440047595 | EHPAD CHU | NANTES | 5 519 596,22 |
| 44 | 440021368 | EHPAD CH | CHATEAUBRIANT | 6 319 558,90 |
| 49 | 490012192 | SSIAD CH | POUANCE | 119 274,45 |
| 44 | 440047561 | EHPAD HOPITAL BEL AIR | CORCOUE SUR LOGNE | 776 603,21 |
| 44 | 440033843 | SSIAD HOPITAL BEL AIR | CORCOUE SUR LOGNE | 519 763,96 |
| 44 | 440021293 | EHPAD LA ROCHEFOUCAULD | PLESSE | 1 116 608,57 |
| 44 | 440000354 | EHPAD LA VALLEE DU DON | GUEMENE PENFAO | 1 910 763,03 |
| 44 | 440021111 | EHPAD ANNE DE BRETAGNE | SAVENAY | 1 867 080,27 |
| 44 | 440042133 | SSIAD HOPITAL LOIRE ET SILLON | SAVENAY | 329 511,03 |
| 44 | 440028595 | EHPAD SAINT MARTIN | CAMPBON | 710 312,15 |
| 44 | 440028868 | EHPAD SAINT CHARLES | MISSILLAC | 1 793 842,43 |
| 44 | 440002046 | EHPAD LES TROIS RIVIERES | FEGREAC | 792 002,23 |
| 44 | 440002053 | EHPAD LA GRANGE | COUERON | 932 995,55 |
| 44 | 440002061 | EHPAD LA JONCIERE | BOUSSAY | 1 052 267,29 |
| 44 | 440002095 | EHPAD ST JOSEPH | CHAUMES EN RETZ | 683 739,31 |
| 44 | 440002103 | EHPAD MON REPOS | AIGREFEUILLE SUR MAINE | 1 136 344,01 |
| 44 | 440002657 | EHPAD LOGIS DE LA PETITE FORET | BOUVRON | 780 751,41 |
| 44 | 440002681 | EHPAD DU SOLEIL | LA BERNERIE EN RETZ | 811 014,30 |
| 44 | 440027381 | SSIAD | ARTHON EN RETZ | 464 680,22 |
| 44 | 440002723 | EHPAD LA SUZAIÉ | TRANS SUR ERDRE | 832 764,81 |
| 44 | 440002731 | EHPAD LA SAINTE FAMILLE | TEILLE | 829 384,82 |
| 44 | 440002749 | EHPAD BON ACCUEIL | TOUVOIS | 840 799,85 |
| 44 | 440002756 | EHPAD VICTOR ECOMARD | STE PAZANNE | 743 351,48 |
| 44 | 440002772 | EHPAD DES FONTENELLES | ST VINCENT DES LANDES | 831 506,76 |
| 44 | 440002798 | EHPAD L'ILE VERTE | PHILBERT DE GRAND LIEU | 742 292,68 |
| 44 | 440002806 | EHPAD LES JARDINS DE L'ERDRE | ST MARS LA JAILLE | 1 228 216,78 |
| 44 | 440002814 | EHPAD SAINTE ANNE | ST MARS DE COUTAIS | 601 393,82 |
| 44 | 440002822 | EHPAD DE LA BRIERE | ST LYPHARD | 1 235 558,99 |
| 44 | 440002830 | EHPAD ST JULIEN | ST JULIEN DE VOUVANTES | 783 720,15 |
| 44 | 440002848 | EHPAD THEOPHILE BRETONNIERE | ST JULIEN DE CONCELLES | 1 035 170,50 |
| 44 | 440002855 | EHPAD LA BOURGONNIERE | ST HERBLAIN | 818 604,28 |
| 44 | 440002863 | EHPAD ST ANDRE | ST HILAIRE DE CHALEONS | 636 989,88 |
| 44 | 440002871 | EHPAD LES TROIS MOULINS | RIAILLE | 1 077 840,28 |
| 44 | 440002889 | EHPAD SAINT PAUL | REZE | 920 993,56 |
| 44 | 440002897 | EHPAD LA HOUSSAIS | REZE | 820 957,10 |
| 44 | 440002905 | EHPAD JARDINS DU VERT PRAUD | REZE | 1 088 168,90 |
| 44 | 440002921 | EHPAD LA CHATAIGNERAIE | PONTCHATEAU | 1 200 047,57 |
| 44 | 440046555 | AJ MADELEINE JULIEN | NANTES | 161 455,17 |
| 44 | 440027092 | EHPAD LE BOIS HERCE | NANTES | 773 828,37 |
| 44 | 440002947 | EHPAD ST JOSEPH | NANTES | 2 442 964,65 |
| 44 | 440002954 | EHPAD LA GUILBOURDERIE | NANTES | 688 288,82 |
| 44 | 440002988 | EHPAD ST PIERRE | LIGNE | 741 207,05 |
| 44 | 440002996 | EHPAD ST JOSEPH | LES TOUCHES | 888 998,93 |
| 44 | 440003002 | EHPAD SIMON RINGEARD | LE PELLERIN | 803 031,34 |
| 44 | 440002087 | EHPAD LES RIVES DE L'AUXENCE | LOIREAUXENCE | 527 094,14 |
| 44 | 440003028 | EHPAD LES MONCELLIERES | LE FRESNE SUR LOIRE | 1 282 233,41 |
| 44 | 440003044 | EHPAD MONTCLAIR | LE CELLIER | 822 314,71 |
| 44 | 440003051 | EHPAD FLEURS DES CHAMPS | LA PLANCHE | 744 702,41 |
| 44 | 440003069 | EHPAD BON REPOS | LA MONTAGNE | 451 072,52 |
| 44 | 440003093 | EHPAD LE CLOS DU MOULIN | DIVATTE-SUR-LOIRE | 930 269,18 |

| | | | | |
|----|-----------|-------------------------------------|------------------------|--------------|
| 44 | 440003101 | EHPAD LA PERRIERE | HERIC | 886 369,50 |
| 44 | 440003119 | EHPAD LE CHENE DE LA CORMIERE | GUENROUET | 931 301,43 |
| 44 | 440003184 | EHPAD ISAC DE ROHAN | BLAIN | 2 497 193,02 |
| 44 | 440003200 | EHPAD LE VAL D'EMILIE | DERVAL | 965 917,76 |
| 44 | 440003218 | EHPAD LE BOIS FLEURI | NORT SUR ERDRE | 1 165 460,67 |
| 44 | 440001030 | SSIAD | NORT SUR ERDRE | 311 123,97 |
| 44 | 440003416 | EHPAD NOTRE DAME DU DON | MOISDON LA RIVIERE | 599 032,86 |
| 44 | 440024727 | EHPAD LES EGLANTINES | FROSSAY | 1 041 730,32 |
| 44 | 440044584 | ACCUEIL TEMPORAIRE L'ESCALE | FROSSAY | 293 893,22 |
| 44 | 440003440 | EHPAD LA PROVIDENCE | ROUANS | 940 555,51 |
| 44 | 440003572 | EHPAD LE SILLON | ST ETIENNE DE MONTLUC | 687 681,98 |
| 44 | 440003598 | EHPAD L'IMMACULEE | VILLENEUVE-EN-RETZ | 716 783,84 |
| 44 | 440003606 | EHPAD DU BOCAGE | JOUE SUR ERDRE | 602 777,16 |
| 44 | 440003622 | EHPAD LE PLOREAU | LA CHAPELLE SUR ERDRE | 1 223 283,97 |
| 44 | 440003648 | EHPAD LA HAUTIERE | SUCE SUR ERDRE | 566 824,26 |
| 44 | 440007318 | EHPAD LES TROIS CLOCHERS | GETIGNE | 925 112,09 |
| 44 | 440007466 | EHPAD LE VERGER | MAUVES SUR LOIRE | 706 858,21 |
| 44 | 440024735 | EHPAD MR PROTESTANTE | NANTES | 931 171,91 |
| 44 | 440024594 | EHPAD CPOM L'AUTOMNE | MONTOIR DE BRETAGNE | 3 951 484,95 |
| 44 | 440003077 | EHPAD KER MARIA | LA LIMOUZINIERE | 1 239 940,10 |
| 44 | 440024602 | EHPAD ST JOSEPH | LEGE | 1 379 802,98 |
| 44 | 440024610 | EHPAD SAINT MARTIN | LA CHEVROLIERE | 865 060,86 |
| 44 | 440024628 | EHPAD LE BON VIEUX TEMPS | GORGES | 914 051,10 |
| 44 | 440024636 | EHPAD CHAMPFLEURI | VIEILLEVIGNE | 1 426 362,39 |
| 44 | 440028827 | EHPAD LE CLOS FLEURI | DONGES | 1 150 578,33 |
| 44 | 440047579 | EHPAD HL PIERRE DELAROCHE | CLISSON | 756 315,72 |
| 44 | 440009462 | EHPAD DU BON PASTEUR | NANTES | 508 939,00 |
| 44 | 440009488 | EHPAD MA MAISON | NANTES | 530 263,49 |
| 44 | 440009512 | EHPAD L'ESPERANCE | NANTES | 1 059 560,24 |
| 44 | 440024644 | EHPAD LA ROCHE MAILLARD | VIGNEUX DE BRETAGNE | 1 006 319,76 |
| 44 | 440025443 | EHPAD LA SAINTE FAMILLE | ST GILDAS DES BOIS | 914 096,52 |
| 44 | 440024651 | EHPAD LE PERE LAURENT | HERBIGNAC | 1 398 487,90 |
| 44 | 440012086 | EHPAD LE PRIEURE | CORDEMAIS | 1 119 959,84 |
| 44 | 440013142 | SSIAD NANTES SOINS A DOMICILE | NANTES | 4 032 999,85 |
| 44 | 440013167 | SSIAD ANSDPAH | ST NAZAIRE | 2 459 454,99 |
| 44 | 440013423 | SSIAD VIVRE A DOMICILE | NOZAY | 1 152 326,58 |
| 44 | 440026318 | EHPAD DE LA COTE DE JADE | LA PLAINE SUR MER | 792 047,73 |
| 44 | 440026839 | EHPAD LA ROSELIERE | PONT ST MARTIN | 746 716,61 |
| 44 | 440027167 | SSIAD ASSIEL | ANCENIS | 1 346 318,62 |
| 44 | 440028918 | SSIAD | STE LUCE SUR LOIRE | 787 271,53 |
| 44 | 440033496 | SSIAD ACCOMPAGNEMENT SOINS ET SANTE | NANTES | 1 369 179,69 |
| 44 | 440028934 | EHPAD VAL DE BRUTZ | ROUGE | 1 040 214,20 |
| 44 | 440029866 | EHPAD QUIETUS | LA BAULE | 481 507,81 |
| 44 | 440030484 | EHPAD LE MOULIN SOLINE | BASSE GOULAIN | 787 431,07 |
| 44 | 440032803 | SSIAD | ST NICOLAS DE REDON | 874 515,71 |
| 44 | 440033215 | EHPAD CAMILLE CLAUDEL | TRIGNAC | 1 060 396,79 |
| 44 | 440033413 | EHPAD DU DON | ISSE | 630 542,94 |
| 44 | 440025591 | SSIAD | AIGREFEUILLE SUR MAINE | 462 035,38 |
| 44 | 440032662 | SSIAD | MACHECOUL | 417 011,18 |
| 44 | 440046860 | ACCUEIL DE JOUR LES RECOLLETS | NANTES | 141 313,37 |
| 44 | 440047678 | ACCUEIL DE JOUR LA HAUTE MITRIE | NANTES | 229 870,22 |
| 44 | 440046134 | EHPAD DU CCAS | NANTES | 4 984 870,71 |
| 44 | 440013373 | EHPA CCAS | NANTES | 109 761,22 |
| 44 | 440046563 | ACCUEIL DE JOUR LES NOELLES | ST HERBLAIN | 123 251,99 |
| 44 | 440013399 | SSIAD - CCAS | ST HERBLAIN | 928 468,75 |
| 44 | 440013381 | SSIAD CCAS | ORVAULT | 668 088,24 |
| 44 | 440012540 | SSIAD | CHATEAUBRIANT | 582 005,94 |
| 44 | 440009371 | EHPAD ELSA TRIOLET | ST JOACHIM | 718 459,07 |
| 44 | 440013241 | SSIAD | REZE | 584 372,90 |
| 44 | 440017432 | SSIAD | BOUGUENAI | 390 747,08 |
| 44 | 440050201 | ACCUEIL DE JOUR PLAISANCE | BOUAYE | 135 050,97 |
| 44 | 440047470 | EHPAD LE PARC DE L'AMANDE | NANTES | 823 398,03 |
| 44 | 440044592 | EHPAD MUTUALITE 3 TG | NANTES | 2 811 543,00 |
| 44 | 440009447 | EHPAD MUTUALITE RETRAITE (13) | NANTES | 8 313 868,78 |
| 44 | 440047611 | EHPAD EMILE GIBIER | ORVAULT | 1 091 901,47 |
| 44 | 440052694 | EHPAD LOUISE MICHEL | ST NAZAIRE | 407 851,21 |

| | | | | |
|----|-----------|---------------------------------|------------------------|--------------|
| 44 | 440048817 | EHPAD L'AIR DU TEMPS | SAUTRON | 781 290,20 |
| 44 | 440049302 | EHPAD LEONTINE VIE | THOUARE SUR LOIRE | 812 091,65 |
| 44 | 440051589 | EHPAD SUZANNE FLON | ST NAZAIRE | 722 344,35 |
| 44 | 440009405 | EHPA BEL AIR | BOUAYE | 108 186,60 |
| 44 | 440009389 | EHPA BEL AIR | LA CHAPELLE SUR ERDRE | 53 289,54 |
| 44 | 440013449 | EHPA LA MARRIERE | NANTES | 102 434,63 |
| 44 | 440017721 | EHPA LES SABLEAUX | ST BREVIN LES PINS | 105 118,70 |
| 44 | 440018893 | EHPA LES NOELLES | ST HERBLAIN | 116 580,00 |
| 44 | 440013233 | SSIAD ERDRE ET SEVRE | BASSE GOULAIN | 2 547 258,09 |
| 44 | 440017846 | SSIAD SILLON ET LOIRE | COUERON | 918 258,80 |
| 44 | 440030450 | SSIAD ESTUAIRE SUD LOIRE | ST PÈRE EN RETZ | 1 060 999,85 |
| 44 | 440031912 | SSIAD L'ACHENEAU | STE PAZANNE | 1 023 805,96 |
| 44 | 440002327 | EHPAD AIMR | CARQUEFOU | 6 545 701,43 |
| 44 | 440025898 | SSIAD Sion les Mines | SION LES MINES | 487 414,12 |
| 44 | 440025948 | EHPAD JARDINS DE L ATLANTIQUE | LE POULIGUEN | 1 097 538,03 |
| 44 | 440021186 | EHPAD HIC DE LA PRESQU'ILE | GUERANDE | 4 093 819,33 |
| 44 | 440040913 | SSIAD HIC DE LA PRESQU'ILE | GUERANDE | 2 040 035,70 |
| 44 | 440030922 | EHPAD JACQUES BERTRAND | CLISSON | 600 244,71 |
| 44 | 440046969 | AJ MAILLON DES AGES | MAISDON SUR SEVRE | 148 670,56 |
| 44 | 440031961 | SSIAD | PONTCHATEAU | 838 657,39 |
| 44 | 440033231 | EHPAD ANDREE ROCHEFORT | LE POULIGUEN | 683 582,96 |
| 44 | 440003457 | EHPAD LES AJONCS | STE REINE DE BRETAGNE | 556 817,27 |
| 44 | 440034338 | EHPAD LE PARC DE DIANE | NANTES | 1 606 612,00 |
| 44 | 440024701 | EHPAD LOUIS CUBAYNES | PIRIAC SUR MER | 1 058 925,46 |
| 44 | 440041242 | SSIAD | MOISDON LA RIVIERE | 418 506,29 |
| 44 | 440033504 | SSIAD SEVRE ET LOIRE | LA CHAPELLE BASSE MER | 415 733,16 |
| 44 | 440032407 | EHPAD HOPITAL DU PAYS DE RETZ | PORNIC | 5 491 536,32 |
| 44 | 440041739 | EHPAD CREISKER | PORNICHET | 1 467 200,93 |
| 44 | 440041861 | EHPAD LA CERISAIE | NANTES | 858 489,82 |
| 44 | 440042190 | SSIAD | LIGNE | 389 091,59 |
| 44 | 440021228 | EHPAD HOPITAL SEVRE ET LOIRE | VERTOU | 3 610 456,95 |
| 44 | 440023810 | EHPAD MER ET PINS | ST BREVIN LES PINS | 4 660 284,64 |
| 44 | 440042570 | ACCUEIL DE JOUR AL'FA REPIT | DREFFEAC | 231 960,91 |
| 44 | 440025716 | SSIAD ASSADAPA | CLISSON | 668 096,21 |
| 44 | 440044485 | EHPAD SAINT GABRIEL | THOUARE SUR LOIRE | 762 902,05 |
| 44 | 440044543 | EHPAD MICHELLE GUILLAUME | ST GILDAS DES BOIS | 845 890,43 |
| 44 | 440044618 | ACCUEIL DE JOUR RETZ - ACCUEIL | MACHECOUL | 112 927,33 |
| 44 | 440045607 | EHPAD STE FAMILLE DE GRILLAUD | NANTES | 933 153,57 |
| 44 | 440027118 | EHPAD LA CHEZALIERE | NANTES | 1 229 297,75 |
| 44 | 440046936 | EHPAD LES ORMES | PORNIC | 845 582,99 |
| 44 | 440042851 | EHPAD LE CLOS ST SEBASTIEN | ST SEBASTIEN SUR LOIRE | 1 036 865,27 |
| 44 | 440049062 | EHPAD LES JARDINS DE LA CHÉNAIE | NANTES | 1 023 985,41 |
| 44 | 440003432 | EHPAD LA GRANDE PROVIDENCE | NANTES | 903 980,72 |
| 44 | 440047462 | EHPAD LES BORDS DE SEVRE | REZE | 1 016 228,86 |
| 44 | 440002699 | EHPAD SAINT GILDAS | PORNIC | 480 751,29 |
| 44 | 440017747 | EHPAD LES GLENANS | HAUTE GOULAIN | 340 407,08 |
| 44 | 440002913 | EHPAD MAUPERTHUIS-PLANCHER | REZE | 1 943 040,44 |
| 44 | 440030468 | SSIAD | PORNIC | 684 889,03 |
| 44 | 440021277 | EHPAD LES COROLLES | ANCENIS | 3 363 313,77 |
| 49 | 490000056 | EHPAD BEL AIR | LE MARILLAIS | 1 079 069,27 |
| 49 | 490536083 | EHPAD HOPITAL CORNICHE ANGEVINE | CHALONNES SUR LOIRE | 2 610 047,37 |
| 49 | 490536141 | EHPAD HOPITAL | DOUE LA FONTAINE | 3 268 304,58 |
| 49 | 490541695 | SSIAD HOPITAL | DOUE LA FONTAINE | 725 473,42 |
| 49 | 490536158 | EHPAD HOPITAL LUCIEN BOISSIN | LONGUE JUMELLES | 1 360 275,61 |
| 49 | 490536166 | EHPAD CH LAYON AUBANCE | MARTIGNE BRIAND | 2 425 123,69 |
| 49 | 490008844 | EHPAD CHANTERIVIERE | CHOLET | 645 384,02 |
| 49 | 490536018 | EHPAD LES CORDELIERS | CHOLET | 944 467,03 |
| 49 | 490536216 | EHPAD HOPITAL SAINT JOSEPH | CHAUDRON EN MAUGE | 703 466,39 |
| 49 | 490000841 | EHPAD HELIANTHEME | SEICHES SUR LE LOIR | 846 075,55 |
| 49 | 490000858 | EHPAD JARDIN DES MAGNOLIAS | MAULEVRIER | 950 599,36 |
| 49 | 490541687 | SSIAD | MAULEVRIER | 198 458,38 |
| 49 | 490000866 | EHPAD LES FONTAINES | HATEAUNEUF SUR SARTHE | 915 809,92 |
| 49 | 490000874 | EHPAD ANNE DE GIROUARDIERE | BAUGE | 1 000 429,71 |
| 49 | 490002110 | EHPAD LES HAUTS DU CHATEAU | CHAMPTOCE SUR LOIRE | 743 713,69 |
| 49 | 490002128 | EHPAD VALLEE GELUSSEAU | CORON | 1 150 158,86 |
| 49 | 490002136 | EHPAD LES CHENES DU BELLAY | DRAIN | 1 460 926,51 |

| | | | | |
|----|-----------|-------------------------------------|------------------------|--------------|
| 49 | 490002144 | EHPAD L'ARGANCE | DURTAL | 656 835,00 |
| 49 | 490002151 | EHPAD Les Hauts de Maine | ECOULANT | 1 284 688,73 |
| 49 | 490002185 | EHPAD RESIDENCE DE L'EVRE | JALLAIS | 1 643 947,11 |
| 49 | 490002243 | EHPAD LE HAVRE LIGERIEN | MONTJEAN SUR LOIRE | 684 715,14 |
| 49 | 490002250 | EHPAD MONTREUIL BELLAY | MONTREUIL BELLAY | 803 399,61 |
| 49 | 490002268 | EHPAD HOPITAL SAINT NICOLAS | ANGERS | 5 772 634,54 |
| 49 | 490002276 | EHPAD LES BORD DE SARTHE | MORANNES | 1 037 522,52 |
| 49 | 490002292 | EHPAD LES CORDELIERES | LES PONTS DE CE | 1 865 788,56 |
| 49 | 490002326 | EHPAD BONCHAMPS | ST FLORENT LE VIEIL | 566 977,82 |
| 49 | 490002342 | EHPAD LES SOURCES | SEVREMOINE | 1 138 761,19 |
| 49 | 490002367 | EHPAD LE BOURG JOLY | ST MATHURIN SUR LOIRE | 1 216 518,75 |
| 49 | 490536190 | EHPAD VAL D'ODON | STE GEMMES D ANDIGNE | 3 779 629,30 |
| 49 | 490002417 | EHPAD RESIDENCES BOCAGE D'ANJOU | VERN D ANJOU | 2 122 407,91 |
| 49 | 490002433 | EHPAD LES TROENES | ST PIERRE MONTLIMART | 928 884,91 |
| 49 | 490002458 | EHPAD LES PLAINES | TRELAZE | 934 399,39 |
| 49 | 490002532 | EHPAD LE COTEAU | LE FUILET | 716 308,50 |
| 49 | 490002730 | EHPAD NAZARETH | CHOLET | 1 038 852,80 |
| 49 | 490002748 | EHPAD LA ROSERAIE | GESTE | 719 781,49 |
| 49 | 490002755 | EHPAD SAINT VETERIN | GENNES | 759 708,99 |
| 49 | 490002789 | EHPAD BEAUSOLEIL | MIRE | 767 678,73 |
| 49 | 490002797 | EHPAD LA BUISSAIE | MURS ERIGNE | 1 289 095,70 |
| 49 | 490002805 | EHPAD CLAIRE FONTAINE | NOYANT | 637 770,99 |
| 49 | 490002813 | EHPAD SAINTE CLAIRE | NOYANT LA GRAVOYERE | 999 212,32 |
| 49 | 490002847 | EHPAD BON AIR | ST BARTHELEMY D ANJOU | 1 111 249,01 |
| 49 | 490002854 | EHPAD DE SEVRET | ST GEORGES DES GARDES | 785 483,46 |
| 49 | 490002896 | EHPAD DU LATTAY | ST LAMBERT DU LATTAY | 772 245,57 |
| 49 | 490002920 | EHPAD LA BLANCHINE | LA TESSOUALLE | 990 039,75 |
| 49 | 490542669 | SSIAD | LA TESSOUALLE | 226 159,84 |
| 49 | 490002938 | EHPAD | ST MACAIRE EN MAUGES | 804 103,58 |
| 49 | 490002946 | EHPAD SAINTE ANNE | TIERCE | 965 520,83 |
| 49 | 490002953 | EHPAD ST JOSEPH | BEAUPREAU EN MAUGES | 967 785,53 |
| 49 | 490003027 | EHPAD LES ACACIAS | CHAMPIGNE | 1 105 633,33 |
| 49 | 490003654 | EHPAD SAINT MARTIN LA FORET | ANGERS | 870 176,32 |
| 49 | 490003662 | EHPAD LES AUGUSTINES | ANGERS | 998 148,69 |
| 49 | 490003688 | EHPAD MA MAISON | ANGERS | 551 198,43 |
| 49 | 490003696 | EHPAD LES BLOUINES | BRION | 399 956,39 |
| 49 | 490003795 | EHPAD LE PRIEURE | MONTILLIERS | 530 681,41 |
| 49 | 490019643 | EHPAD LA MAISON D'ACCUEIL | LA SEGUINIERE | 884 574,77 |
| 49 | 490003993 | EHPA LA MAISON | LA SEGUINIERE | 13 207,13 |
| 49 | 490536208 | EHPAD SAINT MARTIN | BEAUPREAU | 2 697 537,71 |
| 49 | 490530987 | EHPAD LES FONTAINES | VALANJOU | 1 020 457,22 |
| 49 | 490531001 | EHPAD SAINT JOSEPH | CHENILLE CHANGE | 639 749,12 |
| 49 | 490531787 | EHPAD ST ANDRE | ST ANDRE DE LA MARCHE | 718 951,85 |
| 49 | 490536182 | EHPAD RESIDENCES LES LIGERIENNES | ST GEORGES SUR LOIRE | 2 843 032,68 |
| 44 | 440040616 | EHPAD OCEANE EMERA | NANTES | 986 824,16 |
| 49 | 490538832 | EHPAD RESIDENCE STE ANNE | BAGNEUX | 908 607,68 |
| 49 | 490539236 | EHPAD LE PARC DE LA PLESSE | AVRILLE | 1 511 822,78 |
| 49 | 490540218 | SSIAD ENTRE LOIR ET MAYENNE | TIERCE | 1 291 579,35 |
| 49 | 490019668 | EHPAD LA PERRIERE | JUIGNE SUR LOIRE | 560 954,86 |
| 49 | 490541075 | SSIAD LOIRE ET MAUGES | LA CHAPELLE ST FLORENT | 1 326 064,97 |
| 49 | 490542792 | EHPAD LA RETRAITE | ANGERS | 2 129 527,68 |
| 49 | 490007556 | EHPAD SAINTE MARIE | ANGERS | 1 386 008,39 |
| 49 | 490536133 | EHPAD HIC LYS HYROME | CHEMILLE | 3 671 675,96 |
| 49 | 490002888 | EHPAD L'ABBAYE | SAUMUR | 588 289,01 |
| 49 | 490538840 | EHPAD RESIDENCE LE CERCLE DES AINES | ANGERS | 595 684,30 |
| 49 | 490542644 | EHPAD ALIENOR D'AQUITAINE | FONTEVRAUD L ABBAYE | 670 135,74 |
| 49 | 490007440 | EHPAD MARIE BERNARD | TORFOU | 539 011,30 |
| 49 | 490532041 | SSIAD SANTE SERVICES CHOLETAIS | CHOLET | 1 256 799,34 |
| 49 | 490008786 | EHPAD LE BOIS CLAIRAY | ALLONNES | 542 944,53 |
| 49 | 490536059 | EHPAD HIC DU BAUGEOIS VALLEE | BAUGE | 6 178 262,13 |
| 49 | 490538865 | SSIAD HIC DU BAUGEOIS ET VALLEE | BAUGE | 1 017 960,77 |
| 49 | 490002052 | EHPAD SAINTE MARIE | TORFOU | 841 144,02 |
| 49 | 490016797 | SSIAD ENTRE LOIRE ET COTEAUX | MONTILLIERS | 2 444 551,97 |
| 49 | 490017050 | AJ RELAIS PRESENCE | CHOLET | 215 758,37 |
| 49 | 490017092 | ACCUEIL DE JOUR AU FIL DE L'AGE | OREE D'ANJOU | 97 747,37 |
| 49 | 490541497 | EHPAD FRANCOISE D'ANDIGNE | MAUGES SUR LOIRE | 1 706 618,66 |

| | | | | |
|----|-----------|------------------------------------|-----------------------|--------------|
| 49 | 490002862 | EHPAD VIVRE ENSEMBLE | LA SALLE DE VIHIER | 2 177 087,05 |
| 49 | 490016565 | ACCUEIL DE JOUR LES MAGNOLIAS | CHOLET | 114 462,03 |
| 49 | 490536547 | EHPAD LA CORMETIERE | CHOLET | 855 720,01 |
| 49 | 490004249 | EHPAD LE VAL D'EVRE | TREMENTINES | 685 154,26 |
| 49 | 490003902 | EHPA CCAS | CHOLET | 129 381,01 |
| 49 | 490007481 | EHPAD SAINT CHARLES | ANGERS | 1 882 736,53 |
| 49 | 490002763 | EHPAD MONTFORT | LANDEMONT | 526 244,00 |
| 49 | 490540390 | EHPAD VIVES ALOUETTES | ST LAURENT DES AUTELS | 447 609,32 |
| 49 | 490536026 | EHPAD CH | SAUMUR | 3 454 572,19 |
| 49 | 490017480 | EHPAD VAL DE MOINE | CHOLET | 762 845,46 |
| 49 | 490541117 | EHPAD CESAR GEOFFRAY | ANGERS | 1 181 878,23 |
| 49 | 490003837 | EHPAD GASTON BIRGE | ANGERS | 899 886,40 |
| 49 | 490003852 | EHPA CCAS | ANGERS | 685 812,98 |
| 49 | 490002904 | EHPAD LA SAGESSE | ST LAMBERT DES LEVEES | 550 545,49 |
| 49 | 490004009 | EHPA CCAS - CLAIR SOLEIL | SAUMUR | 47 745,33 |
| 49 | 490539368 | EHPA CCAS | AVRILLE | 77 521,92 |
| 49 | 490007473 | EHPAD EUPHRASIE PELLETIER | ANGERS | 495 157,46 |
| 49 | 490532058 | SSIAD NORD SEGREEN | COMBREE | 770 563,46 |
| 49 | 490536562 | EHPAD LES CAPUCINS | ANGERS | 1 774 546,92 |
| 49 | 490003811 | EHPAD L'OREE DU PARC | ANGERS | 1 113 763,47 |
| 49 | 490003225 | EHPAD BEL ACCUEIL | ANGERS | 1 100 138,17 |
| 49 | 490538626 | EHPAD LE LOGIS DES JARDINS | ANGERS | 740 444,05 |
| 49 | 490003829 | EHPAD LES NOISETIERS | ANGERS | 797 266,07 |
| 49 | 490535648 | EHPAD PICASSO | ANGERS | 774 626,61 |
| 49 | 490002961 | EHPAD LES COULEURS DU TEMPS | VILLEVEQUE | 903 498,54 |
| 49 | 490532082 | SSIAD MUTUALITE ANJOU PICASSO | ANGERS | 1 063 578,29 |
| 49 | 490538618 | SSIAD MUTUALITE ANJOU | ST HILAIRE ST FLORENT | 989 037,08 |
| 49 | 490541679 | SSIAD ANJOU SOINS SERVICES | ANGERS | 2 941 930,03 |
| 49 | 490016862 | ACCUEIL DE JOUR SOINS SANTE | TIERCE | 125 541,16 |
| 49 | 490532108 | SSIAD SOINS SANTE | ANGERS | 1 299 823,55 |
| 49 | 490002821 | EHPAD ND DE BON SECOURS | LE PIN EN MAUGES | 1 034 055,66 |
| 49 | 490536471 | EHPAD RESIDENCE JEANSON | ANGERS | 619 367,36 |
| 49 | 490007432 | EHPAD SOEURS JEANNE DELANOUE | SAUMUR | 484 493,22 |
| 49 | 490004025 | EHPA CCAS - LES FONTAINES | LES ROSIERS SUR LOIRE | 63 963,45 |
| 49 | 490003944 | EHPA CCAS - LES CEDRES | PARCAY LES PINS | 101 236,70 |
| 49 | 490532165 | SSIAD VIE A DOMICILE | ANGERS | 1 310 920,35 |
| 49 | 490019676 | EHPAD MARCEL LEBRETON | ANGERS | 385 696,22 |
| 49 | 490003928 | EHPAD THARREAU | CHOLET | 937 492,94 |
| 49 | 490530896 | EHPAD LE CLAIR LOGIS | SEVREMOINE | 736 832,08 |
| 49 | 490003985 | EHPA LES BLES D'OR | ST SYLVAIN D'ANJOU | 104 585,52 |
| 49 | 490019635 | EHPAD LES TROIS MOULINS | STE GEMMES SUR LOIRE | 513 997,48 |
| 49 | 490531266 | EHPA LES TROIS MOULINS | STE GEMMES SUR LOIRE | 64 103,20 |
| 49 | 490532074 | SSIAD SOINS ET MAINTIEN A DOMICILE | CHOLET | 856 930,53 |
| 49 | 490537156 | EHPA HENRI DOUET | BEL AIR DE COMBREE | 122 891,74 |
| 49 | 490002441 | EHPAD SAINT LOUIS | CHAMPTOCEAUX | 454 016,05 |
| 49 | 490003761 | EHPAD SAINT JOSEPH | JARZE | 1 130 189,36 |
| 49 | 490541208 | EHPAD L'EPINETTE | SOMLOIRE | 390 448,65 |
| 49 | 490540481 | EHPAD DES DEUX CLOCHERS | VERNANTES | 683 556,69 |
| 49 | 490543014 | SSIAD VAL DE MOINE | MONTFAUCON MONTIGNE | 547 295,23 |
| 49 | 490004215 | EHPAD ANNE DE MELUN | BAUGE | 885 231,82 |
| 49 | 490544244 | SSIAD LE BOCAGE | LE LOUROUX BECONNAIS | 743 279,86 |
| 53 | 530002013 | EHPAD CHIC HAUT ANJOU | CHATEAU GONTIER | 3 317 372,46 |
| 53 | 530032754 | EHPAD HOPITAL LOCAL | ERNEE | 3 271 806,43 |
| 53 | 530031608 | SSIAD HOPITAL LOCAL | ERNEE | 729 294,31 |
| 53 | 530031368 | EHPAD HOPITAL LOCAL | EVRON | 2 944 567,91 |
| 53 | 530031970 | SSIAD HOPITAL LOCAL | EVRON | 958 219,29 |
| 53 | 530031376 | EHPAD CHNM | MAYENNE | 2 132 130,48 |
| 53 | 530003540 | SSIAD CHNM | MAYENNE | 888 783,66 |
| 53 | 530000397 | EHPAD LA PROVIDENCE | MESLAY DU MAINE | 1 152 578,13 |
| 53 | 530002229 | EHPAD PIERRE GUICHENEY | LE BOURGNEUF LA FORET | 785 520,12 |
| 53 | 530002260 | EHPAD MARIN BOUILLE | ALEXAIN | 771 778,86 |
| 53 | 530002278 | EHPAD LA VARENNE | AMBRIERES LES VALLEES | 1 260 356,11 |
| 53 | 530028968 | EHPAD JEANNE JUGAN CH | LAVAL | 6 593 420,44 |
| 53 | 530002286 | EHPAD LES ORMEAUX | LA BACONNIERE | 590 113,28 |
| 53 | 530002302 | EHPAD LA CLOSERAI | BALLOTS | 582 674,29 |
| 53 | 530002310 | EHPAD LA CHARMILLE | CHANTRIGNE | 391 765,35 |

| | | | | |
|----|-----------|--|---------------------------|--------------|
| 53 | 530002328 | EHPAD LE VOLLIER | BOUERE | 764 892,48 |
| 53 | 530002336 | EHPAD AMBROISE PARE | COSSE LE VIVIE | 841 690,52 |
| 53 | 530002344 | EHPAD LE BEL ACCUEIL | FOUGEROLLES DU PLESSIS | 749 942,65 |
| 53 | 530002351 | EHPAD SAINT LAURENT | GORRON | 1 514 799,30 |
| 53 | 530002369 | EHPAD LE VILLAGE FLEURI | JUVIGNE | 428 442,23 |
| 53 | 530002377 | EHPAD LA PERELLE | LANDIVY | 484 154,44 |
| 53 | 530002385 | EHPAD LES TILLEULS | LASSAY LES CHATEAUX | 1 040 227,89 |
| 53 | 530002393 | EHPAD LA DOUCEUR DE VIVRE | MARTIGNE SUR MAYENNE | 997 602,79 |
| 53 | 530002401 | EHPAD VICTOIRE BRIELLE | MERAL | 913 650,40 |
| 53 | 530002419 | EHPAD LES GLYCINES | MONTENAY | 424 548,43 |
| 53 | 530002427 | EHPAD LA DOUCEUR DE VIVRE | MONTSURS | 1 318 545,89 |
| 53 | 530002435 | EHPAD LA COLMONT | OISSEAU | 500 577,45 |
| 53 | 530002443 | EHPAD L'AVERSALE | LE PAS | 436 112,36 |
| 53 | 530002450 | EHPAD LETORT LA CHEVRONNAIS | ST SATURNIN DU LIMET | 777 767,88 |
| 53 | 530002468 | EHPAD GEHERE LAMOTTE | ST DENIS D ANJOU | 1 020 824,35 |
| 53 | 530002476 | EHPAD BELLEVUE | ST DENIS DE GASTINES | 910 821,49 |
| 53 | 530002609 | EHPAD ST GEORGES DE L'ISLE | T FRAIMBAULT DE PRIERES | 422 834,47 |
| 53 | 530029164 | EHPAD ND DE LA MISERICORDE | LAVAL | 951 472,59 |
| 53 | 530029347 | EHPAD EUROLAT | ST BERTHEVIN | 1 072 604,60 |
| 53 | 530031624 | SSIAD ACAFPA | LE BOURGNEUF LA FORET | 984 183,03 |
| 53 | 530031988 | SSIAD | COSSE LE VIVIE | 1 065 939,39 |
| 53 | 530032168 | SSIAD | JAVRON LES CHAPELLES | 685 975,81 |
| 53 | 530032465 | SSIAD BOCAGE ET MAYENNE | AMBRIERES LES VALLEES | 868 795,24 |
| 53 | 530031350 | EHPAD HL LES COULEURS DE LA VIE | VILLAINES LA JUHEL | 1 673 635,41 |
| 53 | 530003557 | SSIAD HL JULES DOITTEAU | VILLAINES LA JUHEL | 367 564,70 |
| 53 | 530002211 | EHPAD DES AVALOIRS | RE EN PAIL - SAINT SAMSON | 619 289,40 |
| 53 | 530033521 | SSIAD | MESLAY DU MAINE | 449 134,78 |
| 53 | 530006758 | EHPAD PERRINE THULARD | EVRON | 641 222,86 |
| 53 | 530006709 | EHPAD MULTI ACCUEIL CIGMA | LAVAL | 737 160,06 |
| 53 | 530029180 | EHPAD SAINT FRAIMBAULT | LASSAY LES CHATEAUX | 1 287 587,21 |
| 53 | 530033075 | EHPAD SAINT GABRIEL | ST AIGNAN SUR ROE | 637 581,77 |
| 53 | 530032762 | EHPAD HL SOM | CRAON | 2 863 630,46 |
| 53 | 530002484 | EHPAD | STE SUZANNE | 0,00 |
| 53 | 530002534 | EHPAD L'ORIOLET | VAIGES | 1 186 791,93 |
| 53 | 530002294 | EHPAD LE ROCHARD | BAIS | 1 446 218,00 |
| 53 | 530029305 | EHPAD CCAS | LAVAL | 1 877 409,85 |
| 53 | 530031590 | SSIAD | LAVAL | 1 362 579,25 |
| 53 | 530002500 | EHPAD CASTERAN | ST PIERRE DES NIDS | 406 014,82 |
| 53 | 530002518 | EHPAD MARIE FANNEAU DE LA HORIE | JAVRON LES CHAPELLES | 829 964,91 |
| 53 | 530029313 | EHPAD BON ACCUEIL | CHEMAZE | 393 108,97 |
| 53 | 530031616 | SSIAD | CHATEAU GONTIER | 1 012 446,27 |
| 53 | 530029297 | EHPAD LA RESIDENCE | PORT BRILLET | 672 612,20 |
| 72 | 720004175 | EHPAD LA PROVIDENCE | ECOMMOY | 1 146 804,47 |
| 53 | 530029321 | EHPAD EUGENE MARIE | MONTAUDIN | 487 089,49 |
| 53 | 530005883 | EHPAD LA PROVIDENCE | MAYENNE | 1 300 849,71 |
| 44 | 440047447 | EHPAD AOLYS | ST ANDRE DES EAUX | 917 801,04 |
| 44 | 440001196 | EHPAD LE PRIEURE | PONTCHATEAU | 744 902,20 |
| 72 | 720005982 | EHPAD LA PROVIDENCE | LA FLECHE | 1 508 364,90 |
| 72 | 720008135 | EHPAD ST VINCENT DE PAUL | YVRE L EVEQUE | 849 359,70 |
| 72 | 720000017 | EHPAD LE TUSSON | LA CHAPELLE GAUGUIN | 912 841,77 |
| 72 | 720006550 | EHPAD CHIC ALENCON-MAMERS | MAMERS | 1 844 225,59 |
| 53 | 530007368 | EHPAD LA VILLA DU CHENE D'OR | BONCHAMP LES LAVAL | 914 874,20 |
| 72 | 720018415 | EHPAD DU CH | LE MANS | 6 681 160,92 |
| 72 | 720012178 | EHPAD CENTRE HOSPITALIER | MONVAL SUR LOIRE | 2 626 480,51 |
| 72 | 720003466 | SSIAD CENTRE HOSPITALIER | CHATEAU DU LOIR | 742 222,58 |
| 72 | 720013580 | EHPAD HOPITAL FRANCOIS DE DAILLON | LE LUDE | 799 711,97 |
| 72 | 720006006 | EHPAD CENTRE HOSPITALIER | ST CALAIS | 2 239 489,50 |
| 72 | 720011782 | EHPAD HOSPICE CH | ST CALAIS | 612 279,12 |
| 72 | 720016450 | SSIAD CENTRE HOSPITALIER | ST CALAIS | 728 144,89 |
| 72 | 720013598 | EHPAD LE PRIEURE | PONTVALLAIN | 1 621 839,12 |
| 72 | 720000116 | EHPAD LES GLYCINES | MANSIGNE | 1 481 018,36 |
| 72 | 720005958 | EHPAD FRERE ANDRE - CENTRE BASILE MOREAU | PRECIGNE | 1 535 527,99 |
| 72 | 720000496 | EHPAD CATHERINE DE COURTOUX | LA CHARTRE SUR LE LOIR | 1 330 004,10 |
| 72 | 720000546 | EHPAD LOUIS PASTEUR | BESSE SUR BRAYE | 857 646,78 |
| 72 | 720002047 | EHPAD BEL AIR | BALLON | 845 022,62 |
| 72 | 720002088 | EHPAD LES FRESNES | FRESNAY SUR SARTHE | 1 510 355,91 |

| | | | | |
|----|-----------|---------------------------------|------------------------|--------------|
| 72 | 720002096 | EHPAD MARIE-LOUISE BODIN | LE GRAND LUCE | 782 964,35 |
| 72 | 720002104 | EHPAD DE LOUE | LOUE | 801 091,28 |
| 72 | 720002120 | EHPAD LES CHANTERELLES | MAROLLES LES BRAULTS | 1 374 885,53 |
| 72 | 720002138 | EHPAD LES CHEVRIERS | MAYET | 1 630 015,02 |
| 72 | 720002146 | EHPAD MONTMIRAIL | MONTMIRAIL | 664 969,13 |
| 72 | 720002153 | EHPAD DELANTE | NOGENT LE BERNARD | 904 512,19 |
| 72 | 720002161 | EHPAD RESIDENCE AMICIE | MONTFORT LE GESNOIS | 1 110 138,13 |
| 72 | 720002187 | EHPAD FONTENAY | RUILLE SUR LOIR | 700 932,93 |
| 72 | 720002195 | EHPAD LA HOUSSAYE | ST JEAN DU BOIS | 853 440,73 |
| 72 | 720002211 | EHPAD LE PARADIS | TENNIE | 781 199,19 |
| 72 | 720002252 | EHPAD BERTRAND DE PUISARD | STE JAMME SUR SARTHE | 503 970,34 |
| 72 | 720002260 | EHPAD CRAPEZ | PARIGNE L EVEQUE | 861 270,87 |
| 72 | 720004142 | EHPAD ST RAPHAEL | SOLESMES | 313 501,43 |
| 72 | 720007087 | EHPAD LA PETITE BRUYERE | VIBRAYE | 743 062,19 |
| 72 | 720007228 | EHPAD FONDATION ALBERT TROTTE | THORIGNE SUR DUE | 1 103 207,18 |
| 72 | 720008630 | SSIAD | MAMERS | 645 034,53 |
| 72 | 720008739 | SSIAD | FRESNAY SUR SARTHE | 718 598,56 |
| 72 | 720015759 | EHPAD HOPITAL LOCAL | BEAUMONT SUR SARTHE | 1 282 668,82 |
| 72 | 720012293 | EHPAD HOPITAL LOCAL | BONNETABLE | 1 947 407,65 |
| 72 | 720016492 | SSIAD HOPITAL LOCAL | BONNETABLE | 506 334,07 |
| 72 | 720017250 | SSIAD PH ADMR | SAINTE SATURNIN | 0,00 |
| 72 | 720012186 | EHPAD CH PAUL CHAPRON | LA FERTE BERNARD | 2 492 567,50 |
| 72 | 720006790 | EHPAD LA REPOSANCE | LE MANS | 1 904 603,70 |
| 72 | 720011758 | EHPAD HL LES TILLEULS | SILLE LE GUILLAUME | 2 361 639,18 |
| 72 | 720016807 | SSIAD HL LES TILLEULS | SILLE LE GUILLAUME | 371 420,96 |
| 72 | 720018522 | ACCUEIL DE JOUR LA PARENTHESE | SABLE SUR SARTHE | 107 226,30 |
| 72 | 720013218 | SSIAD -SCAD3 | LE MANS | 4 627 075,69 |
| 72 | 720014075 | EHPAD LES 3 VALLEES | COULAINES | 1 312 928,40 |
| 72 | 720008648 | SSIAD | LA FERTE BERNARD | 827 628,82 |
| 72 | 720009844 | EHPAD PUBLIC CCAS VILLE DU MANS | LE MANS | 2 399 797,20 |
| 72 | 720004472 | EHPA CCAS -VAUGUYON | LE MANS | 136 955,58 |
| 72 | 720008655 | SSIAD VILLE DU MANS | LE MANS | 3 480 976,31 |
| 72 | 720008101 | EHPAD LE SEQUOIA | PARCE SUR SARTHE | 733 913,61 |
| 72 | 720011980 | EHPAD LES TEREBINTHES | PARIGNE L EVEQUE | 316 546,16 |
| 72 | 720011899 | EHPAD LA CHANTERIE | COULANS SUR GEE | 596 498,99 |
| 72 | 720016542 | EHPAD AUTOMNE BOLLEE CHANZY | LE MANS | 837 720,62 |
| 72 | 720014067 | EHPAD EUGENE AUJALEU | LE GRAND LUCE | 1 581 228,86 |
| 72 | 720016567 | SSIAD GEORGES COULON | LE GRAND LUCE | 3 699 384,25 |
| 72 | 720013119 | EHPAD L'ABBAYE | TUFFE | 824 433,92 |
| 72 | 720013309 | EHPAD L'OREE DES PINS | MULSANNE | 743 921,11 |
| 72 | 720013390 | EHPAD DU PARC | CHAHAINES | 312 359,23 |
| 72 | 720013416 | EHPAD LES FOYERS DE LA FUIE | LAIGNE EN BELIN | 815 575,88 |
| 72 | 720008093 | EHPAD BEAULIEU | LE MANS | 1 338 039,07 |
| 72 | 720013572 | EHPAD LES LYS | CHAMPFLEUR | 647 155,65 |
| 72 | 720013648 | EHPAD LE FOULON | LA FERTE BERNARD | 1 180 167,62 |
| 72 | 720014109 | EHPAD LE CHAMP DE L'ORMEAU | ROUILLON | 1 062 262,78 |
| 72 | 720014489 | EHPAD LES ROCHES | ST DENIS D ORQUES | 487 011,97 |
| 72 | 720002070 | EHPAD CEGVS | BRULON | 2 468 813,02 |
| 72 | 720016682 | EHPAD DUJARIE | RUILLE SUR LOIR | 574 524,28 |
| 72 | 720011766 | EHPAD CHIC PSSL | SABLE SUR SARTHE | 6 829 512,80 |
| 72 | 720017862 | EHPAD SAINT ALDRIC | LE MANS | 290 322,43 |
| 72 | 720011915 | EHPAD LES HESPERIDES | NEUFCHATEL EN SAOSNOIS | 453 081,30 |
| 72 | 720014471 | EHPAD LE MONTHEARD | LE MANS | 1 735 025,22 |
| 72 | 720017581 | EHPAD LA SOUVENANCE | LE MANS | 1 378 189,39 |
| 72 | 720017565 | EHPAD BERENGERE EMERA | LE MANS | 1 049 444,24 |
| 44 | 440021145 | EHPAD HEOL | ST NAZAIRE | 1 093 523,95 |
| 44 | 440021160 | EHPAD GALATHEA | ST NAZAIRE | 1 063 672,83 |
| 49 | 490007515 | EHPAD SAINT FRANCOIS | ANGERS | 789 540,54 |
| 85 | 850021973 | EHPAD LA CHIMOTAIE | CUGAND | 1 174 773,83 |
| 44 | 440028850 | EHPAD LA CROIX DU GUE | BOUGUENAI | 1 637 817,15 |
| 44 | 440022960 | EHPAD LA LANDE ST MARTIN | HAUTE GOULAIN | 985 994,96 |
| 44 | 440044659 | EHPAD LE CLOS DES MURIERS | BATZ SUR MER | 481 773,27 |
| 44 | 440047546 | EHPAD LE CLOS DE L'ILE MACE | REZE | 983 907,08 |
| 44 | 440041200 | EHPAD KORIAN LES CORALLINES | LA BAULE | 860 860,34 |
| 44 | 440042612 | EHPAD BOIS ROBILLARD | NANTES | 764 247,60 |
| 44 | 440009439 | EHPAD LE RANZAY | NANTES | 1 062 651,00 |

| | | | | |
|----|-----------|------------------------------------|------------------------|--------------|
| 85 | 850024712 | EHPAD LE HOME DU VERGER | APREMONT | 442 862,14 |
| 85 | 850022807 | EHPAD LES FILS D ARGENT | FONTENAY LE COMTE | 523 020,41 |
| 85 | 850011909 | EHPAD RICHELIEU | LA ROCHE SUR YON | 835 192,17 |
| 44 | 440009421 | EHPAD LE VAL DE L'EVE | ST NAZAIRE | 930 597,37 |
| 44 | 440047744 | EHPAD LES ECRIVAINS | GUERANDE | 809 214,71 |
| 44 | 440047694 | EHPAD ILE DE NANTES | NANTES | 1 171 794,03 |
| 72 | 720014679 | EHPAD LES MARAICHERS | LE MANS | 1 193 582,99 |
| 72 | 720017573 | EHPAD LES SABLONS | LE MANS | 1 018 603,51 |
| 44 | 440040467 | EHPAD LES SOURCES DU VERDET | TREILLIERES | 805 924,49 |
| 85 | 850021353 | EHPAD CHD VENDEE | LA ROCHE SUR YON | 5 943 988,53 |
| 85 | 850018680 | SSIAD CHD | LUCON | 776 024,41 |
| 85 | 850020389 | EHPAD CH | FONTENAY LE COMTE | 3 686 506,14 |
| 85 | 850017690 | EHPAD HOPITAL DUMONTE (LVO) | L ILE D YEU | 301 195,53 |
| 85 | 850020454 | EHPAD CH LES MAISONNEES DE LUMIERE | LES SABLES D OLLONNE | 3 070 805,62 |
| 85 | 850017658 | EHPAD CHS GEORGES MAZURELLE | LA ROCHE SUR YON | 524 765,83 |
| 85 | 850020439 | EHPAD HOPITAL LOCAL | NOIRMOUTIER EN L'ILE | 1 336 242,29 |
| 85 | 850002155 | EHPAD LES MATHURINS | BEAUVOIR SUR MER | 1 169 106,53 |
| 85 | 850006644 | EHPAD LA PIBOLE | LA BARRE DE MONTS | 199 408,98 |
| 85 | 850002163 | EHPAD LA REYNERIE | BOUIN | 1 426 426,55 |
| 85 | 850009267 | SSIAD | BOUIN | 405 878,05 |
| 85 | 850002171 | EHPAD PAYRAUDEAU | LA CHAIZE LE VICOMTE | 898 893,49 |
| 85 | 850002189 | EHPAD LES ROCHES | CHATEAU GUIBERT | 915 207,79 |
| 85 | 850002213 | EHPAD AU FIL DES MAINES | ST FULGENT | 1 859 170,36 |
| 85 | 850002221 | EHPAD MONTFORT | ST LAURENT SUR SEVRE | 771 101,38 |
| 85 | 850003906 | EHPAD CHARLES MARGUERITE | AIZENAY | 1 101 156,81 |
| 85 | 850020470 | EHPAD CENTRE GERIATRIQUE | ST JEAN DE MONTS | 1 931 820,91 |
| 85 | 850004912 | EHPAD KORIAN LE BOURGENAY | LES SABLES D OLLONNE | 787 514,74 |
| 85 | 850025677 | HEBERGEMENT TEMPORAIRE SADAPA | LA ROCHE SUR YON | 475 664,54 |
| 85 | 850003955 | EHPAD SAINTE MARIE | TALMONT ST HILAIRE | 830 539,19 |
| 85 | 850005257 | EHPAD LES OYATS | NOTRE DAME DE MONTS | 978 507,58 |
| 85 | 850022831 | EHPAD LA PIERRE ROSE | ST PIERRE DU CHEMIN | 629 968,43 |
| 85 | 850003963 | EHPAD ST JOSEPH-STE SOPHIE | LA VERRIE | 1 421 507,68 |
| 85 | 850006651 | EHPAD LA CAPLINE | LE PERRIER | 605 379,25 |
| 85 | 850007709 | EHPAD CONGREGATION DES SCEURS | LES BROUZILS | 564 474,76 |
| 85 | 850007758 | EHPAD MAISON DES SOEURS AINEES | MORMAISON-MONTREVERD | 637 982,47 |
| 85 | 850025685 | SSIAD TERRES DE MONTAIGU | MONTAIGU | 326 718,95 |
| 85 | 850008947 | EHPAD LE COLOMBIER | ST ETIENNE DU BOIS | 387 263,98 |
| 44 | 440021210 | EHPAD CH LOIRE VENDEE OCEAN | MACHECOUL | 1 528 091,95 |
| 85 | 850020124 | EHPAD CH LOIRE VENDEE OCEAN | CHALLANS | 1 552 528,00 |
| 85 | 850020488 | EHPAD CH LOIRE VENDEE OCEAN | ST GILLES CROIX DE VIE | 1 920 084,09 |
| 85 | 850009606 | SSIAD CH LVO | CHALLANS | 856 285,65 |
| 85 | 850009044 | EHPAD LES BOUTONS D'OR | L'AIGUILLON SUR VIE | 306 112,45 |
| 85 | 850003120 | EHPAD L'ASSEMBLEE | CHANTONNAY | 1 984 792,79 |
| 85 | 850003930 | EHPAD SAINTE ANNE | JARD SUR MER | 658 581,63 |
| 85 | 850009317 | EHPAD LES GLYCINES | FALLERON | 264 206,74 |
| 85 | 850009432 | EHPAD RESIDENCE LES IRIS | GIVRAND | 836 104,99 |
| 85 | 850009952 | EHPAD LA SAGESSE | ST LAURENT SUR SEVRE | 1 897 354,40 |
| 85 | 850011503 | EHPAD LES JARDINS D OLLONNE | OLLONNE SUR MER | 1 859 929,56 |
| 85 | 850011842 | EHPAD LA CLE DE SOL | MOUILLERON ST GERMAIN | 620 462,67 |
| 85 | 850009390 | EHPAD LA BIENVENUE | DOMPIERRE SUR YON | 266 502,60 |
| 85 | 850011891 | SSIAD UDAMAD 85 | DOMPIERRE SUR YON | 8 610 027,20 |
| 85 | 850012113 | SSIAD ADMR | LA ROCHE SUR YON | 7 016 274,32 |
| 85 | 850009796 | SSIAD PH ADMR | LA ROCHE SUR YON | 0,00 |
| 85 | 850003278 | EHPAD'YON CCAS | LA ROCHE SUR YON | 3 604 209,49 |
| 85 | 850003088 | EHPAD PAUL BOUHIER | L'AIGUILLON SUR MER | 813 435,94 |
| 85 | 850003559 | EHPAD LOUIS CROSNIER | ANGLES | 742 558,54 |
| 85 | 850003567 | EHPAD PIERRE GENAIS | AVRILLE | 497 252,10 |
| 85 | 850003096 | EHPAD LES HAUTS DE PLAISANCE | BENET | 927 250,48 |
| 85 | 850002429 | EHPAD ETOILE DU SOIR | LA BRUFFIERE | 942 429,73 |
| 85 | 850003492 | EHPAD LES COLLINES | POUZAUGES | 1 009 038,90 |
| 85 | 850003112 | EHPAD BEAUSEJOUR | CHAMP ST PÈRE | 693 776,92 |
| 85 | 850003138 | EHPAD BON ACCUEIL | LA CHATAIGNERAIE | 638 515,98 |
| 85 | 850016601 | EHPAD LES VALLEES | LE CHATEAU D OLLONNE | 618 965,35 |
| 85 | 850003146 | EHPAD LES MIMOSAS | COMMEQUIERS | 730 732,38 |
| 85 | 850003583 | EHPAD DURAND ROBIN | LA FERRIERE | 683 014,62 |
| 85 | 850003245 | EHPAD LES CHAUMES | PISSOTTE | 589 773,11 |

| | | | | |
|----|-----------|---------------------------------|-------------------------|--------------|
| 85 | 850023136 | EHPAD LES ORETTES | VOUVANT | 591 614,69 |
| 85 | 850000423 | EHPAD L'EQUAIZIERE | LA GARNACHE | 921 558,80 |
| 85 | 850003153 | EHPAD LA FONTAINE DU JEU | LES HERBIERS | 2 936 420,07 |
| 85 | 850003161 | EHPAD RESIDENCE BELLEVUE | L'HERMENAULT | 923 397,19 |
| 85 | 850003187 | EHPAD LES BRUYERES | LES LANDES GENUSSON | 752 328,17 |
| 85 | 850022385 | EHPAD LA BERTHOMIERE | LONGEVILLE SUR MER | 512 567,18 |
| 85 | 850003195 | EHPAD SAINTE ANNE | LES LUCS SUR BOULOGNE | 936 243,77 |
| 85 | 850003203 | EHPAD LES ARDILLERS | MAREUIL SUR LAY DISSAIS | 736 594,34 |
| 85 | 850003229 | EHPAD L'ERMITAGE | MOUTIERS LES MAUXFAITS | 756 560,18 |
| 85 | 850003237 | EHPAD HENRI PANETIER | NIEUL LE DOLENT | 700 133,97 |
| 85 | 850002296 | EHPAD SAINT PIERRE | PALLUAU | 596 445,65 |
| 85 | 850003252 | EHPAD YVES COUGNAUD | LE POIRE SUR VIE | 952 935,44 |
| 85 | 850003484 | EHPAD MULTISITE LE MARAIS | MAILLEZAIS | 610 297,54 |
| 85 | 850023045 | EHPAD ALIENOR D'AQUITAINE | NIEUL SUR L AUTISE | 557 985,30 |
| 85 | 850002254 | EHPAD LA MOULINOTTE | ST HILAIRE DES LOGES | 789 706,47 |
| 85 | 850003302 | EHPAD LA FORET | ST JEAN DE MONTS | 797 046,74 |
| 85 | 850003310 | EHPAD LE HAVRE DU PAYRE | TALMONT ST HILAIRE | 785 020,85 |
| 85 | 850022864 | EHPAD LES BORDS D'AMBOISE | MOUILLERON LE CAPTIF | 434 154,97 |
| 85 | 850005034 | EHPAD CALYPSO | L'ILE D YEU | 309 319,47 |
| 85 | 850003179 | EHPAD LES CHENES VERTS | L'ILE D YEU | 586 973,92 |
| 85 | 850011784 | ACCUEIL DE JOUR LES HUTTIERS | MAILLEZAIS | 114 202,40 |
| 85 | 850013509 | ACCUEIL DE JOUR LES MOTS BLEUS | LA GUYONNIERE | 142 259,59 |
| 85 | 850003781 | EHPAD ST GABRIEL | CUGAND | 952 973,26 |
| 85 | 850003799 | EHPAD SAINT LUC | DOIX LES FONTAINES | 704 633,76 |
| 85 | 850003898 | EHPAD SAINT DENIS | VOUILLE LES MARAIS | 766 079,85 |
| 85 | 850003872 | EHPAD SAINT JOSEPH | VIX | 677 081,39 |
| 85 | 850003849 | EHPAD LA SAINTE FAMILLE | STE GEMME LA PLAINE | 686 621,90 |
| 85 | 850003773 | EHPAD STE BERNADETTE | CHAMPAGNE LES MARAIS | 577 457,60 |
| 85 | 850016569 | EHPAD L'AGARET | BREM SUR MER | 699 502,73 |
| 85 | 850016585 | EHPAD LA CLERGERIE | COEX | 834 639,60 |
| 85 | 850016627 | EHPAD LES CHATAIGNIERS | SOULLANS | 713 527,60 |
| 85 | 850016676 | EHPAD LE SEPTIER D'OR | TREIZE SEPTIERS | 864 099,23 |
| 85 | 850003948 | EHPAD DU CLERGE | MARTINET | 0,00 |
| 85 | 850023060 | EHPAD SAINT CHRISTOPHE | CHRISTOPHE DU LIGNERON | 879 774,52 |
| 85 | 850021544 | EHPAD LOUIS CAIVEAU | ST HILAIRE DE RIEZ | 801 128,39 |
| 85 | 850003575 | EHPAD DU PAYS DES ESSARTS | LES ESSARTS EN BOCAGE | 1 419 167,58 |
| 85 | 850003856 | EHPAD LES GLYCINES | ST PHILBERT DE BOUAINE | 433 259,80 |
| 85 | 850011057 | EHPAD LES JARDINS MEDICIS | CHALLANS | 929 808,06 |
| 85 | 850011958 | EHPAD SIMONNE MOREAU | AUBIGNY | 428 836,63 |
| 85 | 850012493 | EHPAD LA ROCTERIE | BARBATRE | 343 489,82 |
| 85 | 850017302 | EHPAD LES MAISONS DE L'HARMONIE | LA CHAIZE GIRAUD | 443 481,77 |
| 85 | 850022781 | EHPAD DE L'AUBRAIE | BRETIGNOLLES SUR MER | 689 804,56 |
| 85 | 850017294 | EHPAD LE LOGIS DES OLNONES | LE CHATEAU D OLNONE | 1 036 522,75 |
| 85 | 850020298 | EHPAD SAINT ALEXANDRE | MORTAGNE SUR SEVRE | 1 629 515,96 |
| 85 | 850026089 | ACCUEIL DE JOUR AMAD | ST GILLES CROIX DE VIE | 66 103,44 |
| 85 | 850024720 | AMAD HEBERGEMENT TEMPORAIRE | ST GILLES CROIX DE VIE | 311 058,23 |
| 85 | 850022419 | EHPAD LES TULIPES | LA TRANCHE SUR MER | 683 950,67 |
| 85 | 850022872 | EHPAD LE VAL FLEURI | VENANSAULT | 662 590,71 |
| 85 | 850023086 | EHPAD LA SOURCE | BEAULIEU SOUS LA ROCHE | 471 807,29 |
| 85 | 850023656 | EHPAD LE BOCAGE | ANTIGNY | 942 064,48 |
| 85 | 850023961 | EHPAD LA CHARMILLE | LE BOUPERE | 647 558,04 |
| 85 | 850024233 | EHPAD DU CLERGE | LES HERBIERS | 556 956,90 |
| 85 | 850024456 | EHPAD UNION CHRETIENNE | FONTENAY LE COMTE | 708 236,08 |
| 85 | 850025172 | EHPAD LES HIRONDELLES | BEAUREPAIRE | 501 747,74 |
| 85 | 850007899 | EHPAD DU SACRE COEUR | CHAVAGNES EN PAILLERS | 989 776,43 |
| 85 | 850025214 | EHPAD LES GLYCINES | ST DENIS LA CHEVASSE | 614 459,32 |
| 85 | 850025230 | EHPAD LE PARC DE L'AUZANCE | VAIRE | 352 362,20 |
| 85 | 850025602 | EHPAD LES CORDELIERS | OLONNE SUR MER | 923 164,69 |
| 85 | 850025628 | EHPAD LES COTEAUX DE L'YON | ST FLORENT DES BOIS | 618 233,56 |
| 85 | 850024746 | EHPAD DU PAYS DE SAINT FULGENT | CHAUCHE | 710 416,88 |
| 85 | 850013343 | EHPAD DES COLLINES VENDEENNES | LA CHATAIGNERAIE | 754 041,89 |
| 85 | 850003914 | EHPAD NOTRE DAME DE LORETTE | SEVREMONT | 994 300,50 |
| 85 | 850022500 | EHPAD L'OREE DU BOCAGE | BELLEVIGNY | 610 784,05 |
| 85 | 850002015 | EHPAD TERRE DE MONTAIGU | MONTAIGU | 1 510 141,29 |
| 85 | 850003260 | EHPAD MULTISITE DU CIAS | ROCHESERVIERE | 1 614 041,29 |
| 85 | 850003211 | EHPAD BETHANIE | LA MOTHE ACHARD | 990 538,00 |

| | | | | |
|----|-----------|-------------------------|------------------------|------------|
| 85 | 850003104 | EHPAD LES PICTONS | CHAILLE LES MARAIS | 796 738,21 |
| 85 | 850019829 | EHPAD LES MARRONNIERS | LA CAILLERE ST HILAIRE | 713 194,23 |
| 85 | 850003831 | EHPAD RESIDENCE FLEURIE | NALLIERS | 664 330,40 |
| 85 | 850023102 | EHPAD LE CHENE VERT | PUYRAVAULT | 495 361,28 |
| 72 | 720008580 | EHPAD DE BONNIERE | LE MANS | 762 422,82 |
| 85 | 850003294 | EHPAD LA SMAGNE | STE HERMINE | 636 483,83 |
| 85 | 850017070 | EHPAD VILLA BEAUSOLEIL | NOTRE DAME DE RIEZ | 738 514,45 |

- DECISION N° ARS-PDL/DG/2017-51 -

Portant désignation de M. Nicolas DURAND

En qualité de Directeur de la prévention et de la protection de la Santé à compter du mardi 2 janvier 2018,

**Et de Madame Sophie METAIREAU
en qualité d'adjointe au Directeur de la prévention et de la protection de la Santé
(D.P.P.S) à compter du même jour.**

**Le Directeur Général
De l'Agence Régionale de Santé
des Pays de la Loire**

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la défense

Vu le code de la fonction publique

Vu La loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu les articles L 1431-1 et L1431-2 du code de la santé publique définissant les missions et compétences de l'agence régionale de santé ;

VU l'article L 1432-2 du code de la santé publique définissant les pouvoirs du Directeur Général de l'Agence régionale de santé ;

VU le décret du 22 septembre 2017 nommant Monsieur Jean-Jacques COIPILET directeur général de l'ARS des Pays de la Loire à compter du 1^{er} octobre 2017 ;

VU la décision du 1^{er} avril 2010 de la directrice générale de l'ARS des Pays de la Loire nommant M. Christophe DUVAUX directeur de la prévention et de la protection de la santé, et Mme. Françoise JUBAULT adjointe au directeur de la prévention et de la protection de la santé, à compter du 1^{er} avril 2010 ;

VU le projet d'agence présenté aux instances de l'établissement les 18 et 19 décembre 2017 octobre 2017, prévoyant notamment la mise en œuvre effective d'un nouvel organigramme au second semestre 2018 ;

VU la lettre de mission en date du 22 décembre 2017 désignant M. Nicolas DURAND préfigurateur de la direction de la santé publique et environnementale, telle que figurant dans ledit projet d'agence ;

Considérant la demande de départ à la retraite déposée par Mme. Françoise JUBAULT;

Décide

ARTICLE 1 : Monsieur Nicolas DURAND est nommé directeur de la prévention et de la protection de la santé à compter du mardi 2 janvier 2018 ;

ARTICLE 2 : Madame Sophie METAIREAU est nommée adjointe au directeur de la prévention et de la protection de la santé à compter du mardi 2 janvier 2018 ;

ARTICLE 3 : la délégation de signature concernant la direction de la prévention et de la protection de la santé (D.P.P.S) sera modifiée en conséquence par arrêté de ce jour.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région des Pays de la Loire.

Fait à Nantes, le 29 décembre 2017

le directeur Général
de l'Agence régionale de santé

Jean-Jacques COIPLÉ

- ARRETE N°ARS-PDL/DG/2017-52-

**Portant délégation de signature
à M. Nicolas DURAND, directeur
de la prévention et de la protection de la santé**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
des Pays de la Loire**

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu La loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu les articles L 1431-1 et L1431-2 du code de la santé publique définissant les missions et compétences de l'agence régionale de santé ;

Vu l'article L 1432-2 du code de la santé publique définissant les pouvoirs du Directeur Général de l'Agence régionale de santé ;

VU le décret N°2010-336 du 31 Mars 2010 portant création des Agences régionales de santé;

Vu le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU la décision du 29 décembre 2017 du directeur général de l'ARS des Pays de la Loire nommant M. Nicolas DURAND directeur de la prévention et de la protection de la santé, et Mme. Sophie METAIREAU adjointe au directeur de la prévention et de la protection de la santé, à compter du 2 janvier 2018 ;

VU le décret du 22 septembre 2017 nommant Monsieur Jean-Jacques COIPILET directeur général de l'ARS des Pays de la Loire à compter du 1^{er} octobre 2017.

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Nicolas DURAND, directeur de la prévention et de la protection de la santé, à l'effet de signer :

- tous actes, décisions, conventions, contrats, circulaires, rapports, correspondances et documents relevant de la compétence de l'Agence Régionale de Santé en matière de prévention et de la protection de la santé ;
- signature des ordres de missions et des autorisations d'utiliser le véhicule personnel des personnels placés sous son autorité, ordonnancement des frais de mission de ces mêmes personnels financés par les crédits qui lui sont notifiés.
- attestation du service fait valant ordonnancement pour l'ensemble des dépenses d'intervention, et notamment les crédits du FIR, relevant de la DPPS dont le comptable assignataire est l'agent comptable de l'ARS ;
- certification du service fait pour les dépenses de fonctionnement (colloques, manifestations...), y compris marchés publics, engagées par la DPPS et dont le comptable assignataire est l'agent-comptable de l'ARS des pays de la Loire.

ARTICLE 2 : En cas d'empêchement de M. Nicolas DURAND, Mme. Sophie MERAIREAU, adjointe au directeur de la prévention et de la protection de la santé, peut se substituer à lui pour l'ensemble des actes relevant de sa délégation de signature, y compris l'ordonnancement des dépenses du fond d'intervention régional (F.I.R) relevant de la D.P.P.S.

ARTICLE 3 : relèvent notamment de la direction de la prévention et de la protection de la santé les actes suivants :

- Signature et notification des conventions de financement des structures de dépistage ;
- signature et notification des arrêtés et conventions de financement des actions en matière de prévention et de promotion de la santé ;
- signature et notification des arrêtés et conventions de financement et des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens concernant le fonctionnement des structures de prévention et de promotion de la santé ;
- signature et notification des arrêtés et conventions en matière de veille sanitaire et de santé environnementale ;
- signature et notification des conventions de coopération signées dans le cadre de la régulation et de la gestion des alertes sanitaires ;
- commandes de fournitures et de matériel dans le cadre de la gestion des crises sanitaires ;

ARTICLE 4 : En cas d'empêchement simultané de M. Nicolas DURAND et de Mme. Sophie METAIREAU, la signature peut être subdéléguée à :

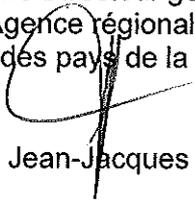
- M. Daniel RIVIERE, responsable du département prévention et promotion de la santé, concernant :
 - signature et notification des conventions de financement des structures de dépistage ;
 - signature et notification des arrêtés et conventions de financement des actions en matière de prévention et de promotion de la santé ;
 - signature et notification des conventions de financement et des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens concernant le fonctionnement des structures de prévention et de promotion de la santé ;

- Mme. Chantal GLOAGUEN, responsable du département veille sanitaire, concernant :
 - signature et notification des conventions de coopération signées dans le cadre de la régulation et de la gestion des alertes sanitaires ;
 - les commandes de fournitures et de matériel dans le cadre de la gestion des crises sanitaires ;
 - signature et notification des arrêtés et conventions en matière de veille sanitaire et de santé environnementale

ARTICLE 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région des Pays de la Loire.

Fait à NANTES, le 29 décembre 2017

Le Directeur général
de l'Agence régionale de santé
des pays de la Loire



Jean-Jacques COIPLÉ

Arrêté n° ARS-PDL-DT44- APT/2018/01
Portant désignation d'un directeur par intérim

Le directeur général de l'Agence régionale de santé

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2005-920 modifié du 2 août 2005 portant dispositions relatives à la direction des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière et notamment son article 6 ;

VU le décret n° 2007-1930 du 26 décembre 2007 portant statut particulier du corps des directeurs d'établissements sanitaires et sociaux de la fonction publique hospitalière ;

VU le décret n° 2007-1938 du 26 décembre 2007 modifié, relatif au régime indemnitaire du corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière ;

VU l'arrêté du 26 décembre 2007 modifié, portant application du décret n° 2007-1938 du 26 décembre 2007 précité ;

VU le décret n° 2012-749 du 9 mai 2012 relatif à la prime de fonctions et de résultats des corps ou emplois fonctionnels des personnels de direction et des directeurs des soins de la fonction publique hospitalière ;

VU l'arrêté ministériel du 9 mai 2012 fixant les montants de référence de la prime de fonctions et de résultats applicables aux corps ou emplois fonctionnels des personnels de direction et des directeurs des soins de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret du 22 septembre 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Jacques COIPLLET, en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Pays de la Loire à compter du 1^{er} octobre 2017 ;

VU l'instruction DGOS/RH4/DGCS/4B/2014/281 du 13 octobre 2014 relative à la mise en œuvre de la procédure d'intérim des fonctions de directeur d'un établissement mentionné à l'article 2 de la loi 86-33 susvisée ;

Considérant la nécessité d'assurer la direction intérimaire des centres hospitaliers de St-Nazaire et de Savenay ;

VU l'arrêté CNG du 04 novembre 2017 relatif à l'affectation de Madame Pascale TICOS au CHD de la Roche sur Yon à compter du 1^{er} janvier 2018 ;

ARRETE

Article 1^{er} : Madame Pascale TICOS, désormais directrice adjointe du CHD de la Roche sur Yon continue d'assurer l'intérim de direction des centres hospitaliers de St Nazaire et de Savenay, jusqu'à l'installation d'un nouveau directeur.

Article 2 : Au titre de ses fonctions, Pascale TICOS continue de percevoir l'indemnité forfaitaire mensuelle de 580€ versée par l'établissement dont la vacance de directeur est constatée conformément au décret n° 2012-749 du 9 mai 2012 susvisé.

Article 3 : Le directeur de l'accompagnement et des soins de l'agence régionale de santé des Pays de la Loire, l'agence régionale de santé des Pays de la Loire, les présidents des conseils de surveillance du CH de St Nazaire et du CH de Savenay sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et de la préfecture du département du Loire Atlantique.

Il peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux auprès de Monsieur le directeur général de l'ARS des Pays de la Loire ;
- d'un recours hiérarchique auprès de Madame la ministre des affaires sociales et de la santé ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'île Gloriette à Nantes.

Fait à Nantes, le 12 JAN. 2018

Pour le Directeur de
Pour le directeur général et des Soins
Le directeur de l'Accompagnement et des Soins,
L'Accompagnement et des Soins

Pascal DUPERRAY Jean-Yves CACHER

Arrêté n° ARS-PDL-DT53-APT/2018/1
Portant désignation d'un directeur par intérim

Le directeur général de l'Agence régionale de santé

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2005-920 modifié du 2 août 2005 portant dispositions relatives à la direction des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière et notamment son article 6 ;

VU le décret n° 2007-1930 du 26 décembre 2007 portant statut particulier du corps des directeurs d'établissements sanitaires et sociaux de la fonction publique hospitalière ;

VU le décret n° 2007-1938 du 26 décembre 2007 modifié, relatif au régime indemnitaire du corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière ;

VU l'arrêté du 26 décembre 2007 modifié, portant application du décret n° 2007-1938 du 26 décembre 2007 précité ;

VU le décret n° 2012-749 du 9 mai 2012 relatif à la prime de fonctions et de résultats des corps ou emplois fonctionnels des personnels de direction et des directeurs des soins de la fonction publique hospitalière ;

VU l'arrêté ministériel du 9 mai 2012 fixant les montants de référence de la prime de fonctions et de résultats applicables aux corps ou emplois fonctionnels des personnels de direction et des directeurs des soins de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret du 22 septembre 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Jacques COIPLÉ, en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Pays de la Loire à compter du 1^{er} octobre 2017 ;

VU l'instruction DGOS/RH4/DGCS/4B/2014/281 du 13 octobre 2014 relative à la mise en œuvre de la procédure d'intérim des fonctions de directeur d'un établissement mentionné à l'article 2 de la loi 86-33 susvisée ;

Considérant la nécessité d'assurer la direction intérimaire de l'EHPAD de PRE EN PAIL ;

ARRETE

Article 1^{er} : A compter du 2 janvier 2018, Mr JACQUES Alexandre, directeur du Pôle médico-social de Bais/Hambers - BAIS, est chargé d'assurer l'intérim de direction de l'EHPAD de PRE EN PAIL jusqu'à la nomination d'un nouveau directeur.

Article 2 : Au titre de ses fonctions, Mr JACQUES Alexandre percevra une rémunération complémentaire conformément au décret n° 2012-749 du 9 mai 2012 susvisé, soit :

- pour les trois premiers mois : un versement exceptionnel mensualisé de 400 € pour chacun des trois mois versé par l'établissement d'affectation et remboursé, par le biais d'une convention, par l'établissement bénéficiaire de l'intérim;

- à partir du quatrième mois : une indemnité forfaitaire mensuelle de 390 € versée par l'établissement dont la vacance de directeur est constatée.

Article 3 : Le directeur de l'accompagnement et des soins de l'agence régionale de santé des Pays de la Loire, le président du conseil d'administration de l'EHPAD de PRE EN PAIL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et de la préfecture du département de la Mayenne.

Il peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux auprès de Monsieur le directeur général de l'ARS des Pays de la Loire ;
- d'un recours hiérarchique auprès de Madame la ministre des affaires sociales et de la santé ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'île Gloriette à Nantes.

Fait à Nantes, le

/ 2 JAN. 2018

Pour le directeur général,

Le directeur de l'accompagnement et des soins,

Pour le Directeur de

l'Accompagnement et des Soins

Pascal DUPERRAY

Docteur Jean-Yves GAGNER

Docteur Jean-Yves GAGNER

N° ARS-PDL/DAS/ASR/01/2018/12

DECISION

Accordant à la SA Clinique du Pré, le renouvellement des installations de chirurgie esthétique de la Clinique du Pré au Mans

Le directeur général de l'agence régionale de santé des Pays de la Loire

VU le code de la santé publique, et notamment les articles L 6322-1 à L 6322-3, R 6322-1 à R 6322-29, D 6322-30 à D 6322-48,

VU l'arrêté du préfet de la Sarthe en date du 27 mai 2008 autorisant le centre médico-chirurgical du Mans à poursuivre l'exploitation d'une activité de chirurgie esthétique sur le site du Pôle santé sud, 28, rue de Gutteloup au Mans ,

VU la décision ARS-PDL/DAS/ASR/02/2014/72 en date du 16 janvier 2014 accordant à la SA Clinique du Pré le renouvellement de l'autorisation des installations de chirurgie esthétique de la Clinique du Pré, 13, avenue Laënnec au Mans,

VU la demande, reconnue complète, formée par la SA Clinique du Pré en vue d'obtenir le renouvellement de l'autorisation susvisée du 16 janvier 2014,

CONSIDERANT que les installations de chirurgie esthétique de la clinique respectent les conditions fixées aux articles R 6322-15 à R 6300-29 du code de la santé publique, les obligations prévues à l'article L 6322-2 ainsi que les conditions techniques de fonctionnement prévues aux articles D 6322-31 à D 6322-30 et que les résultats de l'évaluation de l'activité pour la période passée sont satisfaisants,

Décide

Article 1er : Le renouvellement de l'autorisation des installations de chirurgie esthétique Clinique du Pré, 13, avenue Laënnec au Mans au Mans, est accordé à la SA Clinique du Pré.

Article 2 : La durée de validité de la présente décision est de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2019.

Article 3 : Cet arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois :

- d'un recours gracieux auprès de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS, Pays de la Loire, CS 56233, 44262 NANTES Cedex 2) ;
- d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes (14, avenue Duquesne 75350 PARIS 07 SP) ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'île Gloriette – 44041 NANTES cedex 01).

Le délai de recours prend effet :

- pour l'intéressé, à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- pour les tiers, à compter de la date de publication du présent arrêté.

Ces recours ne suspendent pas l'application de la présente décision.

.../...



Article 4 : Le directeur général de l'agence régionale de santé des Pays de la Loire, est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Région.

Fait à Nantes le 05 JAN. 2010

Pour le Directeur de l'Accompagnement et des Soins,
Le Responsable du Département Accès aux soins de recours



Florent POUGET



Direction Régionale des Entreprises,
de la Concurrence, de la Consommation,
du Travail et l'Emploi

MINISTÈRE DU TRAVAIL

DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES,
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

AVENANT N° 1

**à la décision n° 2016/DIRECCTE/Pôle T//UD49/01 du 1^{er} mars 2016
relative à la localisation et à la délimitation des sections d'inspection
du travail de la région Pays de la Loire
Unité départementale DIRECCTE de Maine-et-Loire**

**Le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation,
du travail et de l'emploi de la région Pays de la Loire**

- VU le code du travail notamment ses articles R.8122-5 et R.8122-6 ;
- VU le décret du 20 mars 2014 relatif à l'organisation du système d'inspection du travail ;
- VU l'arrêté interministériel du 26 mai 2014 portant création et répartition des unités de contrôle de l'inspection du travail ;
- VU l'avis du Comité technique régional en date du 17 décembre 2015 ;
- VU la décision n° 2016/DIRECCTE/Pôle T/UD49/01 du 1^{er} mars 2016 ;

DÉCIDE

ARTICLE 1 :

L'article 2 de la décision susvisée est modifié comme suit :

« La décision relative à la localisation et à la délimitation des sections d'inspection du travail de la région Pays de la Loire du 1^{er} mars 2016 est abrogée à compter du 1^{er} janvier 2018. »

ARTICLE 2 :

L'article 3 de la décision susvisée est modifié comme suit :

« Madame Marie-Pierre DURAND, responsable de l'Unité départementale DIRECCTE de MAINE-ET-LOIRE, est chargée de l'application du présent avenant qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Maine-et-Loire et de la Préfecture de la région Pays de la Loire. »

.../...

ARTICLE 3 :

L'article 4 de la décision susvisée est modifié comme suit :

« La présente décision s'applique à compter du 1^{er} janvier 2018. »

Fait à NANTES, le 22 décembre 2017

Le Directeur régional,

Jean-François DUTERTRE

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'J' and 'F' followed by a horizontal line.

ANNEXE
pour le département de Maine-et-Loire

Article 1 :

Les compétences des sections d'inspection du travail du Maine-et-Loire s'exercent sur les territoires et les secteurs d'activités délimités conformément à la liste ci-dessous, avec effet au 1^{ER} mars 2016.

UNITE DE CONTROLE 1

SECTION 1

Section d'inspection ayant en charge le contrôle de toutes les entreprises, à l'exception des entreprises relevant de l'article L.717-1 du code rural et de la pêche maritime, sur les territoires suivants :

Les communes de :

Chalonnès-sur-Loire, Champocé-sur-Loire, Chaufonds-sur-Layon, Denée, Ingrandes le Fresne sur Loire (communes associées d'Ingrandes et le Fresne sur Loire), la Possonnière, Rochefort-sur-Loire, Saint-Georges-sur-Loire, Saint-Germain-des-Prés, Béhuard, Saint-Jean-de-Linières, Saint-Martin-du-Fouilloux, Savennières, Saint-Lambert-la-Potherie, Saint-Léger-des-Bois.

La ville d'Angers selon les limites suivantes :

Limite Angers/Beaucouzé, limite Angers/Avrillé, Bld Elisabeth Boselli (inclus), Route d'Epinaud (exclue), Bld Jacqueline Auriol (inclus), Rue Jean Lecuit (incluse), Route d'Epinaud (exclue), Rue Barra (incluse), Place Sainte-Thérèse (incluse), Rue Bichat (incluse), Place du Docteur Bichon (incluse), Bld Georges Clémenceau (inclus), Place Monprofit (exclue), Rue Saint-Jacques (incluse), Avenue du Général Patton (incluse), Bld Victor Beaussier (exclu), Rue du Nid de Pie (incluse), Limite Angers/Beaucouzé.

SECTION 2

Section d'inspection ayant en charge le contrôle de toutes les entreprises, à l'exception des entreprises relevant de l'article L.717-1 du code rural et de la pêche maritime, sur les territoires suivants :

Les communes de :

Bécon-les-Granits, Val d'Erdre (communes associées de la Cornuaille, le Louroux-Béconnais et Villemoisan), Saint-Augustin-des-Bois, Saint-Sigismond, Angrie, Candé, Challain-la-Potherie, Chazé-sur-Argos, Loiré, Écouflant.

La ville d'Angers selon les limites suivantes :

Limite Angers/Avrillé, Limite Angers/Cantenay-Epinaud, Limite Angers/Ecouflant, Limite Angers/Saint-Barthélémy d'Anjou, Rue de la Croix Blanche (exclue), Bld Gaston Birgé (exclu), Avenue Victor Châtenay (incluse), Bld de Monplaisir (exclu), Route de Briollay (incluse), Bld Gaston Ramon (exclu), Quai Félix Faure (inclus), Bld Ayrault (exclu), Bld Carnot (exclu), Bld Pierre Bessonneau (exclu), Bld de la Résistance et de la déportation (exclu), Bld du Maréchal Foch (exclu), Rue Saint Julien (exclue), Rue Louis de Romain (exclue), Rue de l'Aiguillerie (exclue), Rue de l'Oisellerie (exclue), Rue Baudrière (exclue), Quai de Ligny (exclu), Bld du Général de Gaulle (exclu), Place de l'Académie (incluse), Rue Marceau (incluse), Rue René Brémont (incluse), Place Pierre Semard (incluse), Rue Auguste Gautier (exclue), Rue Jacques Bordier (exclue), Promenade la Baumette (exclue), Bld Charles Barangé (inclus), Avenue de l'Atlantique (incluse), Rue des

Basses Fouassières (exclue), Rue Montesquieu (exclue), Avenue du Général Patton (exclue), Rue Saint Jacques (exclue), Place Monprofit (incluse), Bld Georges Clémenceau (exclu), Place du Docteur Bichon (exclue), Rue Bichat (exclue), Place Sainte Thérèse (exclue), Rue Barra (exclue), Route d'Épinard (incluse), Rue Jean Lecuit (exclue), Bld Jacqueline Auriol (exclue), Route d'Épinard (incluse), Bld Elisabeth Boselli (exclu), Limite Angers/Avrillé.

SECTION 3

Section d'inspection ayant en charge le contrôle de toutes les entreprises, à l'exception des entreprises relevant de l'article L.717-1 du code rural et de la pêche maritime, sur les territoires suivants :

Les communes de :

Armaillé, Bourg-l'Évêque, Bouillé-Ménard, Carbay, Ombrée d'Anjou (communes associées de Chazé-Henry, la Chapelle Hullin, Combrée, Grugé-l'Hôpital, Noëllet, Pouancé, la Prévière, Saint-Michel-et-Chanveaux, le Tremblay, Vergonnes), Longuenée en Anjou (communes associées de la Meignanne, le Plessis-Macé, la Membrolle-sur-Longuenée et Pruillé), Saint-Clément-de-la-Place, Avrillé, Montreuil-Juigné.

La ville d'Angers selon les limites suivantes :

Rue de Létanduère (incluse), Rue de Bel-Air (incluse), Port de Contades (inclus), Avenue Turpin de Crissé (exclue), Rue du Haras (incluse), Bld du Maréchal Foch (inclus), Bld de la Résistance et de la Déportation (inclus), Bld Pierre Bessonneau (inclus), Bld Saint-Michel (inclus), Rue Pierre Lise (exclue), Avenue Pasteur (exclue), Rue Waldeck Rousseau (incluse), Place du Général Leclerc (incluse), Rue Louis Gain (exclue), Avenue Jeanne d'Arc (exclue), Rue Jean Guignard (incluse), Rue du Quinconce (incluse), Rue Joachim du Bellay (incluse), Place du Lycée (incluse), Rue Hanneloup (incluse), Rue Desjardins (incluse), Place André Leroy (incluse), Rue Rabelais (exclue), Avenue Maréchal de Lattre de Tassigny (exclue), Bld Joseph Bédier (exclu), Rue de Létanduère (incluse).

SECTION 4

Section d'inspection ayant en charge le contrôle de toutes les entreprises, à l'exception des entreprises relevant de l'article L.717-1 du code rural et de la pêche maritime, sur les territoires suivants :

Les communes de :

Segré-en-Anjou Bleu (communes associées d'Aviré, le Bourg-d'Iré, la Chapelle-sur-Oudon, Châtellais, la Ferrière-de-Flée, l'Hôtellerie-de-Flée, Louvaines, Marans, Montguillon, Noyant-la-Gravoyère, Nyoiseau, Saint-Martin-du-Bois, Saint-Sauveur-de-Flée, Sainte-Gemmes-d'Andigné, Segré).

La ville d'Angers selon les limites suivantes :

Limite Angers/Sainte-Gemmes-sur-Loire, limite Angers/Bouchemaine, limite Angers/Beaucouzé, rue du Nid de la Pie (exclue), Bld Victor Beaussier (inclus), Avenue du Général Patton (exclue), Rue Montesquieu (incluse), Rue des Basses Fouassières (incluse), avenue de l'Atlantique (exclue), Bld Charles Barangé (exclu), Promenade de la Baumette (incluse), Rue Jacques Bordier (incluse), Rue Auguste Gautier (incluse), Place Pierre Semard (exclue), Rue René Brémont (exclue), Rue Marceau (exclue), Place de l'Académie (exclue), Bld du Roi René (exclu), Rue du Haras (exclue), Avenue Turpin de Crissé (incluse), Pont de Contades (exclu), Rue de Bel-Air (exclue), Rue de Létanduère (exclue), Bld Eugène Chaumin (inclus), Bld Jacques Portet

(inclus), Bld de l'Abbé Edouard Chauvat (inclus), Route de Bouchemaine (incluse), Avenue Jean XXIII (incluse), Bld Robert d'Arbrissel (inclus), Limite Angers/Sainte-Gemmes-sur-Loire.

SECTION 5

Section d'inspection ayant en charge le contrôle de toutes les entreprises, à l'exception des entreprises relevant de l'article L.717-1 du code rural et de la pêche maritime, sur les territoires suivants :

Les communes de :

Erdre-en-Anjou (communes associées de Brain-sur-Longuenée, Gené, la Pouëze et Vern- d'Anjou), Le Lion-d'Angers (communes associées d'Andigné et du Lion-d'Angers), Chenillé-Champteussé (communes associées de Champteussé-sur-Baconne et Chenillé-Change), Chambellay, Grez-Neuville, la Jaille-Yvon, Montreuil-sur-Maine, Sceaux-d'Anjou, Thorigné-d'Anjou, Beaucouzé.

La ville d'Angers selon les limites suivantes :

Bld du Roi René (inclus), Bld du Général De Gaulle (inclus), Quai de Ligny (inclus), Rue Baudrière (incluse), Rue de l'Oisellerie (incluse), Rue de l'Aiguillerie (incluse), Rue Louis de Romain (incluse), Rue Saint-Julien (incluse), Bld du Maréchal Foch (exclu), Bld du Roi René (inclus).

SECTION 6

Section d'inspection ayant en charge le contrôle de toutes les entreprises, à l'exception des entreprises relevant de l'article L.717-1 du code rural et de la pêche maritime, sur les territoires suivants :

Les communes de :

Jarzé-Villages (communes associées de Beauvau, Chaumont d'Anjou, Jarzé et Lué en Baugeois), la Chapelle-Saint-Laud, Cornillé-les-Caves, Corzé, Lézigné, Marcé, Montreuil-sur-Loir, Seiches-sur-le-Loir, Sermaise, Châteauneuf-sur-Sarthe, Juvardeil, Les Hauts-d'Anjou (communes associées de Champigné, Brissarthe, Cherré, Contigné, Marigné, Querré, Soeurdres), Miré, Baracé, Cheffes, Étriché, Huillé, Tiercé, Villevêque, Soucelles.

La ville d'Angers selon les limites suivantes :

Rue Jean Guignard (exclue), Rue André Gardot (incluse), Rue Joseph Cussonneau (incluse), Bld des Deux Croix (incluse), Avenue Pasteur (incluse), Rue de Flandre (incluse), Bld du Vaugareau (inclus), Rue de la Chalouère (exclue), Route de Briollay (exclue), Bld de Monplaisir (inclus), Avenue Victor Châtenay (exclue), Bld Gaston Birgé (inclus), Rue de la Croix Blanche (incluse), Limite Angers/Saint-Barthélémy d'Anjou, Rue Gabriel Lecombe (inclus), Rue Jean Jaurès (incluse), Place des Justices (incluse), Rue Saumuroise (exclue), Bld Pierre de Coubertin (inclus), Rue Saint-Léonard (incluse), Rue de la Devansaye (incluse), Rue Célestin Port (incluse), Place du Lycée (exclue), Rue Joachim du Bellay (exclue), Rue du Quinconce (exclue), Rue Jean Guignard (exclue).

SECTION 7

Section d'inspection ayant en charge le contrôle de toutes les entreprises, à l'exception des entreprises relevant de l'article L.717-1 du code rural et de la pêche maritime, sur les territoires suivants :

Les communes de :

Baugé-en-Anjou (communes associées de Baugé, le Vieil Baugé, St Martin d'Arcé, Pontigné et Montpollin), Daumeray, Durtal, Montigné-lès-Rairies, Morannes-sur-Sarthe (communes associées de Morannes et Chemiré-sur-Sarthe), les Rairies.

La ville d'Angers selon les limites suivantes :

Quai Félix Faure (exclu), Bld Gaston Ramon (inclus), Rue de la Chalouère (incluse), Bld du Vaugareau (exclu), Rue de Flandre (exclu), Avenue Pasteur (exclue), Bld des Deux Croix (exclue), Rue Joseph Cussonneau (exclue), Rue André Gardot (exclue), Avenue Jeanne d'Arc (incluse), Rue Louis Gain (incluse), Place du Général Leclerc (exclue), Rue Waldeck Rousseau (exclue), Avenue Pasteur (incluse), Rue Pierre Lise (incluse), Bld Saint-Michel (exclu), Bld Carnot (inclus), Bld Ayrault (inclus), Quai Félix Faure (exclu).

SECTION 8

Section d'inspection ayant en charge le contrôle de toutes les entreprises, à l'exception des entreprises relevant de l'article L.717-1 du code rural et de la pêche maritime, sur les territoires suivants :

Les communes de :

Baugé-en-Anjou (communes associées de Bocé, Chartrené, Cheviré-le-Rouge, Clefs-Val d'Anjou, Cuon, Échemiré, Fougeré, le Guédeniau et Saint-Quentin-lès-Beaurepaire,) Vaulandry, Briollay, Feneu, Cantenay-Épinard, Soulaire-et-Bourg, Écuillé.

La ville d'Angers selon les limites suivantes :

Avenue Jean XXIII (exclue), Route de Bouchemaine (exclue), Bld de l'Abbé Edouard Chauvat (exclu), Bld Jacques Portet (exclu), Bld Eugène Chaumin (exclu), Bld Joseph Bédier (inclus), Avenue Maréchal de Lattre de Tassigny (inclus), Rue Rabelais (incluse), Place André Leroy (exclue), Rue Desjardins (exclue) , Rue Hanneloup (exclue), Place du Lycée (exclue), Rue Célestin Port (exclue), Rue de la Devansaye (exclue), Rue Saint-Léonard (exclue), Bld Pierre de Coubertin (exclu), Rue Saumuroise (incluse), Place des Justices (exclue), Rue Jean Jaurès (exclue), Rue Gabriel Lecombe (exclue), Limite Angers/Saint-Barthélémy d'Anjou, Limite Angers/Trélazé, Limite Angers/Les Ponts-de-Cé, Limite Angers/Sainte-Gemmes-sur-Loire.

UNITE DE CONTROLE 2

SECTION 9

Section d'inspection ayant en charge le contrôle de toutes les entreprises, à l'exception des entreprises relevant de l'article L.717-1 du code rural et de la pêche maritime, sur les territoires suivants :

Les communes de :

Gennes-Val-de-Loire (communes associées de Chênehutte-Trèves-Cunault, Gennes, Grézillé, Le Thoureil, Saint Georges des Sept Voix) , Blaison Saint Sulpice (Blaison Gohier, St Sulpice), Tuffalun (Ambillou-Château,

Louerré, Noyant la Plaine), Artannes-sur-Thouet, Chacé, Distré, Rou-Marson, Varrains, Verrie, les Alleuds, Brissac Loire Aubance (communes associées de Les Alleuds, Brissac-Quincé, Charcé-Saint-Ellier-sur-Aubance, Chemellier, Coutures, Luigné, Saint-Rémy-la-Varenne, Saint-Saturnin-sur-Loire, Saulgé-l'Hôpital, Vauchrétien), Les Garennes-sur-Loire (communes associées de Juigné-sur-Loire, Saint-Jean-des-Mauvrets) Saint Jean-de-la-Croix, Saint-Melaine-sur-Aubance, Epieds.

La ville de Saint-Barthélemy-d'Anjou selon les limites suivantes :

Bld des Bretonnières (inclus), Carrefour Molières (exclu), Rue de la Chanterie (incluse), Rue du Bois Rinier (incluse), RN 147 vers Angers (exclue), Rocade est : de l'intersection avec la RN 147 à l'intersection avec la Route d'Angers (exclue), Route d'Angers (incluse), Route de Beaufort (incluse), RN 147 vers Beaufort en vallée (exclue), Limite Saint-Barthélémy d'Anjou/Brain-sur-l'Authion, Limite Saint-Barthélémy d'Anjou/Trélazé, Limite Saint-Barthélémy d'Anjou/Angers, Bld des Bretonnières (inclus).

SECTION 10

Section d'inspection ayant en charge le contrôle de toutes les entreprises, à l'exception des entreprises relevant de l'article L.717-1 du code rural et de la pêche maritime, sur les territoires suivants :

Les communes de :

Bagneux, Bouchemaine, Mûrs-Erigné, les Ponts-de-Cé, Sainte-Gemmes-sur-Loire, Saint Hilaire St Florent, Soulaines-sur-Aubance.

La ville de Saumur selon les limites suivantes :

Limite Saumur/Dampierre, Limite Saumur/Varrain, Limite Saumur/Bagneux, Limite Saumur/Saint-Hilaire-Saint-Florent jusqu'à la rive gauche de la Loire, la rive gauche de la Loire (exclue), Rue franklin Roosevelt (incluse), Rue d'Orléans (incluse), Rue Bodin (incluse), Place de l'Arche Dorée (incluse), Rue du petit Mail (incluse), Avenue du Docteur Peuton (incluse), Rue des Moulins (incluse), Rue Champigny (incluse), Chemin du Tyreau (exclu), les communes associées de Bagneux et Saint-Hilaire-Saint-Florent.

SECTION 11

Section d'inspection ayant en charge le contrôle de toutes les entreprises, à l'exception des entreprises relevant de l'article L.717-1 du code rural et de la pêche maritime, sur les territoires suivants :

Les communes de :

Mazé Milon (communes associées de Mazé et Fontaine Milon), Beaufort- en- Anjou (communes associées de Beaufort en Vallée et Gée), les Bois d'Anjou (communes associées de Brion, Fontaine Guérin, St Georges du Bois), Verrières-en-Anjou (communes associées de St Sylvain d'Anjou, Pellouailles-les-Vignes), Noyant-Villages (communes associées de Chigné, Auverse, Breil, Broc, Chalonnès-sous-le-Lude, Chavaignes, Dénezé-sous-le-Lude, Genneteil, Lasse, Linières-Bouton, Meigné-le-Vicomte, Méon, Noyant, Parçay-les-Pins), Courléon, Blou, La Lande-Chasles, Longué-Jumelles, Mouliherne, les Rosiers-sur-Loire, Saint-Clément-des-Levées, Saint-Martin-de-la-Place, Saint-Philbert-du-Peuple, Vernantes, Vernueil-le-Fourrier, la Pellerine.

SECTION 12

Section d'inspection ayant en charge le contrôle de toutes les entreprises, à l'exception des entreprises relevant de l'article L.717-1 du code rural et de la pêche maritime, sur les territoires suivants :

Les communes de :

Le Plessis-Grammoire, Allonnes, Brain-sur-Allonnes, la Breille-les-Pins, Neuillé, Varennes-sur-Loire, Villebernier, Vivy, Parnay, Saint Lambert des Levées, Souzay-Champigny.

La ville de Saumur selon les limites suivantes :

Limite Saumur/Villebernier, Limite Saumur/Saint-Lambert-des-Levées, Limite Saumur/Saint-Hilaire-Saint-Florent jusqu'à la rive gauche de la Loire, la rive gauche de la Loire (incluse), Rue Franklin Roosevelt (exclue), Rue d'Orléans (exclue), Rue Bodin (exclue), Place de l'Arche Dorée (exclue), Rue du petit Mail (exclue), Avenue du Docteur Peuton (exclue), Rue des Moulins (exclue), Rue Champigny (exclue), Chemin du Tyreau (inclus), les communes associées de Dampierre et Saint-Lambert-des Levées.

La ville de saint-Barthélémy-d'Anjou selon les limites suivantes :

Bld des Bretonnières (exclu), Carrefour Molières (inclus), Rue de la Chanterie (exclue), Rue du Bois Rinier (exclue), RN 147 vers Angers (incluse), Rode est : de l'intersection avec la RN 147 à l'intersection avec la Route d'Angers (incluse), Route d'Angers (exclue), Route de Beaufort (exclue), RN 147 vers Beaufort en vallée (incluse), Limite Saint-Barthélémy d'Anjou/Brain-sur-l'Authion, Limite Saint-Barthélémy d'Anjou/Trélazé, Limite Saint-Barthélémy d'Anjou/Angers, Bld des Bretonnières (exclu).

SECTION 13

Section d'inspection ayant en charge le contrôle de toutes les entreprises, à l'exception des entreprises relevant de l'article L.717-1 du code rural et de la pêche maritime, sur les territoires suivants :

Les communes de :

Loire-Authion (communes associées d'Andard, Bauné, Brain-sur- l'Authion, Corné, la Bohalle, la Daguinière, Saint Mathurin sur Loire), Trélazé, Saint-Cyr-en-Bourg, Antoigné, Brézé, Brossay, Cizay-la-Madeleine, le Coudray-Macouard, Courchamps, Fontevraud-l'Abbaye, Montreuil-Bellay, Montsoreau, (Le)Puy-Notre-Dame, Saint-Just-sur-Dive, Saint-Macaire-du-Bois, Turquant, Vaudelnay, la Ménitrie, Sarrigné.

SECTION 14

Section d'inspection ayant en charge le contrôle des entreprises relevant de l'article L.717-1 du code rural et de la pêche maritime ainsi que de toutes les entreprises extérieures intervenant en leur sein, sur les territoires suivants :

Brissac Loire Aubance (communes associées de Les Alleuds, Brissac-Quincé, Charcé-Saint-Ellier-sur-Aubance, Chemellier, Coutures, Luigné, Saint-Rémy-la-Varenne, Saint-Saturnin-sur-Loire, Saulgé-l'Hôpital, Vauchrétyen),

Les communes de :

Commune déléguée Les Alleuds (commune nouvelle Brissac Loire Aubance), commune déléguée Ambillou-Château (commune nouvelle Tuffalun), commune déléguée Andigné (commune nouvelle Le Lion-d'Angers), Angers, Angrie, Antoigné, Armaillé, Artannes-sur-Thouet, commune déléguée Aviré (commune nouvelle Segré-en-Anjou Bleu), Avrillé, Beaucouzé, Bécon-les-Granits, Béhuard, commune déléguée Blaison-Gohier (commune nouvelle Blaison Saint-Sulpice), Bouchemaine, Bouillé-Ménard, commune déléguée Bourg-d'Iré (le) (commune nouvelle Segré-en-Anjou Bleu), Bourg-l'Evêque, commune déléguée Brain-sur-Longuenée (commune nouvelle Erdre-en-Anjou), Brézé, commune déléguée Brigné (commune nouvelle Doué-en-Anjou), Brossay, Candé, Carbay, commune déléguée Cerqueux-sous-Passavant (les) (commune nouvelle Lys-Haut-Layon), Challain-la-Potherie, Chambellay, Champtocé-sur-Loire, commune déléguée Chapelle-sur-Oudon (la) (commune nouvelle Segré-en-Anjou Bleu), commune déléguée Chapelle-Hullin (la) (commune nouvelle Ombrée-d'Anjou), commune déléguée Charcé-Saint-Ellier-sur-Aubance (commune nouvelle Brissac Loire Aubance), commune déléguée Châtelais (commune nouvelle Segré-en-Anjou Bleu), commune déléguée Chavagnes (commune nouvelle Terranjou), commune déléguée Chazé-Henry (commune nouvelle Ombrée-d'Anjou), Chazé-sur-Argos, commune déléguée Chemellier (commune nouvelle Brissac Loire Aubance), commune déléguée Chênehutte-Trèves-Cunault (commune nouvelle Gennes-Val de Loire), Cizay-la-Madeleine, Cléré-sur-Layon, commune déléguée Combrée (commune nouvelle Ombrée d'Anjou), commune déléguée Concourson-sur-Layon (commune nouvelle Doué-en-Anjou), commune déléguée Cornuaille (la) (commune nouvelle Val d'Erdre-Auxence), Coudray-Macouard (le), Courchamps, commune déléguée Coutures (commune nouvelle Brissac Loire Aubance), Denezé-sous-Doué, Distré, commune déléguée Doué-la-Fontaine (commune nouvelle Doué-en-Anjou), Ecoufant, Epieds, commune déléguée Ferrière-de-Flée (la) (commune nouvelle Segré-en-Anjou Bleu), commune déléguée Forges (commune nouvelle Doué-en-Anjou), commune déléguée Fosse-de-Tigné (la) (commune nouvelle Lys-Haut Layon), Fresne-sur-Loire (le), commune déléguée Gené (commune nouvelle Erdre-en-Anjou), commune déléguée Gennes (commune nouvelle Gennes-Val de Loire), Grez-Neuville, commune déléguée Grézillé (commune nouvelle Gennes-Val de Loire), commune déléguée Grugé-l'Hôpital (commune nouvelle Ombrée d'Anjou), commune déléguée Hôtellerie-de-Flée (l') (commune nouvelle Segré-en-Anjou Bleu), commune déléguée Ingrandes (commune nouvelle (Ingrandes-Le Fresne-sur-Loire), Jaille-Yvon (la), commune déléguée Juigné-sur-Loire (commune nouvelle Garennes sur Loire), commune déléguée Lion-d'Angers (le) (commune nouvelle Le Lion-d'Angers), Loiré, commune déléguée Louerre (commune nouvelle Tuffalun), Louresse-Rochemenier, commune déléguée Louroux-Béconnais (le) (commune nouvelle Val d'Erdre-Auxence), commune déléguée Louvaines (commune nouvelle Segré-en-Anjou Bleu), commune déléguée Luigné (commune nouvelle Brissac Loire Aubance), commune déléguée Marans (commune nouvelle Segré-en-Anjou), commune déléguée Martigné-Briand (commune nouvelle Terranjou), commune déléguée Meignan (la) (commune nouvelle Longuenée-en-Anjou), commune déléguée Meigné (commune nouvelle Doué-en-Anjou), commune déléguée Membrolle-sur-Longuenée (la) (commune nouvelle Longuenée-en-Anjou), commune déléguée Montfort (commune nouvelle Doué-en-Anjou), commune déléguée Montguillon (commune nouvelle Segré-en-Anjou Bleu), Montreuil-sur-Maine, Montreuil-Bellay, Montreuil-Juigné, commune déléguée Noëlet (commune nouvelle Ombrée d'Anjou), commune déléguée Noyant-la-Gravoyère (commune nouvelle Segré-en-Anjou Bleu), commune déléguée Noyant-la-Plaine (commune nouvelle Tuffalun), commune déléguée Nueil-sur-Layon (commune nouvelle Lys-Haut-Layon), commune déléguée Nyoiseau (commune nouvelle Segré-en-Anjou Bleu), Passavant-sur-Layon, commune déléguée Plessis-Macé (le) (commune nouvelle Longuenée-en-Anjou), Possonnière (la), commune déléguée Pouancé (commune nouvelle Ombrée d'Anjou), commune déléguée Pouèze (la) (commune nouvelle Erdre-en-Anjou), commune déléguée Prévrière (la) (commune nouvelle Ombrée d'Anjou), commune déléguée Pruillé (commune nouvelle Longuenée-en-Anjou), Puy-Notre Dame (le), Rou-Marson, Saint-Augustin-des-Bois, Saint-Clément-de-la-Place, Saint-Clément-des-Levées, commune déléguée Saint-Georges-des-Sept-Voies (commune nouvelle Gennes-Val de Loire), commune déléguée Saint-Georges-sur-Layon (commune nouvelle Doué-en-Anjou), Saint-Georges-sur-Loire, Saint-Germain-des-Prés, Saint-Jean-de-Linières, commune déléguée Saint-Jean-des-Mauvrets (commune nouvelle Les Garennes-sur-Loire), Saint-Just-sur-Dive, Saint-Lambert-la-Potherie, Saint-Léger-des-Bois, Saint-Macaire-du-Bois, Saint-Martin-de-la-Place, commune déléguée Saint-Martin-du-Bois (commune nouvelle Segré-en-Anjou Bleu), Saint-Martin-du-Fouilloux, commune déléguée Saint-Michel-et-Chanveaux (Ombrée d'Anjou), commune déléguée Saint-Rémy-la-Varenne (commune nouvelle Brissac Loire Aubance), commune déléguée Saint-Saturnin-sur-Loire (commune nouvelle Brissac sur Aubance), commune déléguée Saint-Sauveur-de-Flée (commune nouvelle

Segré-en-Anjou Bleu), Saint-Sigismond, commune déléguée Saint-Sylvain d'Anjou (Verrières-en-Anjou), commune déléguée Saint-Sulpice (commune nouvelle Blaison-Saint-Sulpice), commune déléguée Sainte-Gemmes-d'Andigné (commune nouvelle Segré-en-Anjou Bleu), commune déléguée Saulgé-l'Hôpital (commune nouvelle Brissac Loire Aubance), Savennières, commune déléguée Segré (commune nouvelle Segré-en-Anjou Bleu), commune déléguée Tancoigné (commune nouvelle Lys-Haut-Layon), commune déléguée Thoureil (le) (commune nouvelle Gennes-Val de Loire), commune déléguée Tigné (commune nouvelle Lys-Haut-Layon), commune déléguée Tremblay (le) (commune nouvelle Ombrée d'Anjou), commune déléguée Trémont (commune nouvelle Lys-Haut-Layon), Ulmes (les), Vaudelnay, commune déléguée Verchers-sur-Layon (les) (commune nouvelle Doué-en-Anjou), commune déléguée Vergonnes (commune nouvelle Ombrée d'Anjou), commune déléguée Vern-d'Anjou (commune nouvelle Erdre-en-Anjou), Verrie, commune déléguée Villemoisan (commune nouvelle Val d'Erdre-Auxence).

SECTION 15

Section d'inspection ayant en charge le contrôle des entreprises relevant de l'article L.717-1 du code rural et de la pêche maritime ainsi que de toutes les entreprises extérieures intervenant en leur sein, sur les territoires suivants :

Les communes de :

Allonnes, Aubigné-sur-Layon, commune déléguée Auverse (commune nouvelle Noyant-Villages), Bagneux, commune déléguée Beaufort-en-Vallée (commune nouvelle Beaufort-en-Anjou), Beaulieu-sur-Layon, Blou, commune déléguée Bocé (commune nouvelle Baugé-en-Anjou), Brain-sur-Allonnes, commune déléguée Breil (commune nouvelle Noyant-Villages), Breille-les-Pins (la), commune déléguée Brion (commune nouvelle Bois-d'Anjou), commune commune déléguée Brissac-Quincé (commune nouvelle Brissac Loire Aubance), commune déléguée Broc (commune nouvelle Noyant-Villages), Cernusson, Cerqueux (les), Chacé, commune déléguée Chalonnnes-sous-le-Lude (commune nouvelle Noyant-Villages), commune déléguée Champ-sur-Layon (le) (Bellevigne-en-Layon), Chanteloup-les-Bois, commune déléguée Chapelle-Rousselin (la) (commune nouvelle Chemillé-en-Anjou), commune déléguée Chartrené (commune nouvelle Baugé-en-Anjou), commune déléguée Chavaignes (commune nouvelle Noyant-Villages), commune déléguée Chemillé-Melay (commune nouvelle Chemillé-en-Anjou), commune déléguée Chigné (commune nouvelle Noyant-Villages), commune déléguée Clefs-Val-d'Anjou (commune nouvelle Baugé-en-Anjou), Coron, commune déléguée Cossé-d'Anjou (commune nouvelle Chemillé-en-Anjou), Courléon, commune déléguée Cuon (commune nouvelle baugé-en-Anjou), Denée, commune déléguée Denezé-sous-le-Lude (commune nouvelle Noyant-Villages), commune déléguée Faveraye-Machelles (commune nouvelle Bellevigne-en-Layon), commune déléguée Faye-d'Anjou (commune nouvelle Bellevigne-en-Layon), commune déléguée Fontaine-Guérin (commune nouvelle Les bois-d'Anjou), Fontevraud-l'Abbaye, commune déléguée Genneteil (commune nouvelle Noyant-Villages), commune déléguée Guédeniau (le) (commune nouvelle Baugé-en-Anjou), commune déléguée Jallais (commune nouvelle Beaupréau-en-Mauges), commune déléguée Jubaudière (la) (commune nouvelle Beaupréau-en-Mauges), Lande-Chasles (la), commune déléguée Lassé (commune nouvelle Noyant-Villages), commune déléguée Linières-Bouton (commune nouvelle Noyant-Villages), Longué-Jumelles, Maulévrier, May-sur-Evre (le), Mazières-en-Mauges, commune déléguée Meigné-le-Vicomte (commune nouvelle Noyant-Villages), commune déléguée Méon (commune nouvelle Noyant-Villages), Montilliers, Montsoreau, Mouliherne, Mozé-sur-Louet, Mûrs-Erigné, Neuillé, commune déléguée Notre-Dame d'Allençon (commune nouvelle Terranjou), commune déléguée Noyant (commune nouvelle Noyant-Villages), Nuailly, commune déléguée Parçay-les-Pins (commune nouvelle Noyant-Villages), Parnay, Pellerine (la), commune déléguée Pin-en-Mauges (le) (commune nouvelle Beaupréau-en-Mauges), Plaine (la), commune déléguée Poitevinière (la) (commune nouvelle Beaupréau-en-Mauges), commune déléguée Pontigné (commune nouvelle Baugé-en-Anjou), Ponts-de-Cé (les), commune déléguée Rablay-sur-Layon (commune nouvelle Bellevigne-en-Layon), Rosiers-sur-Loire (les), Saint-Cyr-en-Bourg, commune déléguée Saint-Georges-des-Gardes (commune nouvelle Chemillé-en-Anjou), Saint Hilaire Saint Florent, Saint-Jean-de-la-Croix, Saint Lambert des Levées, Saint-Léger-sous-Cholet, Saint-Melaine-sur-Aubance, Saint-Paul-du-Bois, Saint-Philbert-du-Peuple, Sainte-Gemmes-sur-Loire, commune déléguée Salle-de-Vihiers (la) (commune nouvelle Chemillé-en-Anjou), Saumur, Somloire, Soulainnes-sur-Aubance, Souzay-Champigny, commune déléguée Thouarcé (commune

nouvelle Bellevigne-en-Layon), commune déléguée Tourlandry (la) (commune nouvelle Chemillé-en-Anjou), Toutlemonde, Trémentines, Turquant, commune déléguée Valanjou (commune nouvelle Chemillé-en-Anjou), Varennes-sur-Loire, Varrains, commune déléguée Vauchrézien (commune nouvelle Brissac Loire Aubance), commune déléguée Vaulandry (commune nouvelle Baugé-en-Anjou), Vernantes, Vernueil-le-Fourrier, Vezins, commune déléguée Vihiers (commune nouvelle Lys-Haut-Layon), Villebernier, Vivy, Yzernay.

SECTION 16

Section d'inspection ayant en charge le contrôle des entreprises relevant de l'article L.717-1 du code rural et de la pêche maritime ainsi que de toutes les entreprises extérieures intervenant en leur sein, sur les territoires suivants :

Les communes de :

Commune déléguée Andard (commune nouvelle Loire-Authion), commune déléguée Andrezé (commune nouvelle Beaupréau-en-Mauges), Baracé, Baugé-en-Anjou, commune déléguée Bauné (commune nouvelle Loire-Authion), commune déléguée Beaupréau (commune nouvelle Beaupréau-en-Mauges), commune déléguée Beaussé (commune nouvelle Mauges-sur-Loire), commune déléguée Beauvau (commune nouvelle Jarzé-Villages), Bégrolles-en-Mauges, commune déléguée Bohalle (la) (commune nouvelle Loire-Authion), commune déléguée Boissière-sur-Evre (la) (commune nouvelle Montrevault-sur-Èvre), commune déléguée Botz-en-Mauges (commune nouvelle Mauges-sur-Loire), commune déléguée Bourgneuf-en-Mauges (commune nouvelle Mauges-sur-Loire), commune déléguée Bouzillé (commune nouvelle Orée-d'Anjou), commune déléguée Brain-sur-l'Authion (commune nouvelle Loire-Authion), Briollay, commune déléguée Brissarthe (commune nouvelle les Hauts d'Anjou), Cantenay-Epinard, Chalonnès-sur-Loire, commune déléguée Champigné (commune nouvelle les Hauts d'Anjou), commune déléguée Champteussé-sur-Baconne (commune nouvelle Chenillé-Champteussé), commune déléguée Champtoceaux (commune nouvelle Orée-d'Anjou), commune déléguée Chanzeaux (commune nouvelle Chemillé-en-Anjou), commune déléguée Chapelle-du-Genêt (la) (commune nouvelle Beaupréau-en-Mauges), commune déléguée Chapelle-Saint-Florent (la) (commune nouvelle Mauges-sur-Loire), Chapelle-Saint-Laud (la), Châteauneuf-sur-Sarthe, Chaudfonds-sur-Layon, commune déléguée Chaudron-en-Mauges (commune nouvelle Montrevault-sur-Èvre), commune déléguée Chaumont-d'Anjou (commune nouvelle Jarzé-Villages), commune déléguée Chaussaire (la) (commune nouvelle Montrevault-sur-Èvre), Cheffes, commune déléguée Chemiré-sur-Sarthe (commune nouvelle Morannes sur Sarthe-Daumeray), commune déléguée Chenillé-Changé (commune nouvelle Chenillé-Champteussé), commune déléguée Cherré (commune nouvelle Les hauts d'Anjou), commune déléguée Cheviré-le-Rouge (commune nouvelle Baugé-en-Anjou), Cholet, commune déléguée Contigné (commune nouvelle Les hauts d'Anjou), commune déléguée Corné (commune nouvelle Loire-Authion), Cornillé-les-Caves, Corzé, commune déléguée Daguinière (la) (commune nouvelle Loire-Authion), commune déléguée Daumeray (commune nouvelle Morannes sur Sarthe-Daumeray), commune déléguée Drain (commune nouvelle Orée-d'Anjou), Durtal, commune déléguée Echemiré (commune nouvelle baugé-en-Anjou), Ecouflant, Ecuillé, Etriché, Feneu, commune déléguée Fief-Sauvin (le) (commune nouvelle Montrevault-sur-Èvre), commune déléguée Fontaine-Milon (commune nouvelle Mazé-Milon), commune déléguée Fougeré (commune nouvelle Baugé-en-Anjou), commune déléguée Fuiet (le) (commune nouvelle Montrevault-sur-Èvre), commune déléguée Gée (commune nouvelle beaufort-en-Anjou), commune déléguée Gesté (commune nouvelle Beaupréau-en-Mauges), Huillé, commune déléguée Jarzé (commune nouvelle Jarzé-Villages), commune déléguée Jumellière (la) (commune nouvelle Chemillé-en-Anjou), Juvardeil, commune déléguée Landemont (commune nouvelle Orée-d'Anjou), Lézigné, commune déléguée (commune nouvelle Orée-d'Anjou), commune déléguée Longeron (le) (commune nouvelle Sèvremoine), commune déléguée Lué-en-Baugeois (commune nouvelle Jarzé-Villages), Marcé, commune déléguée Marnigné (commune nouvelle Les hauts d'Anjou), commune déléguée Marillais (le) (commune nouvelle Mauges-sur-Loire), commune déléguée Mazé (commune nouvelle Mazé-Milon), Ménitré (la), commune déléguée Mesnil-en-Vallée (le) (commune nouvelle Mauges-sur-Loire), Miré, commune déléguée Montfaucon-Montigné (commune nouvelle Sèvremoine), Montigné-les-Rairies, commune déléguée Montjean-sur-Loire (commune nouvelle Mauges-sur-Loire), Montreuil-sur-Loir, commune déléguée Montrevault (commune nouvelle Montrevault-sur-Èvre),

commune déléguée Morannes (commune nouvelle Morannes sur Sarthe-Daumeray) commune déléguée Neuvy-en-Mauges (commune nouvelle Chemillé-en-Anjou), commune déléguée Pellouailles-les-Vignes (commune nouvelle Verrières-en-Anjou), Plessis-Grammoire (le), commune déléguée Pommeraye (la) (commune nouvelle Mauges-sur-Loire), commune déléguée Puiset-Doré (le) (commune nouvelle Montrevault-sur-Èvre), le Puy St Bonnet, commune déléguée Querré (commune nouvelle Les Hauts-d'Anjou), Rairies (les), commune déléguée Renaudière (la) (commune nouvelle Sèvremoine), Rochefort-sur-Loire, Romagne (la), commune déléguée Roussay (commune nouvelle Sèvremoine), commune déléguée Saint-André-de-la-Marche (commune nouvelle Sèvremoine), commune déléguée Saint-Aubin-de-Luigné (commune nouvelle Val-du-Layon), Saint-Barthélémy-d'Anjou, Saint-Christophe-du-Bois, commune déléguée Saint-Christophe-la-Couperie, (commune nouvelle Orée d'Anjou), commune déléguée Saint-Crespin-sur-Moine (commune nouvelle Sèvremoine), commune déléguée Saint-Florent-le-Vieil (commune nouvelle Mauges-sur-Loire), commune déléguée Saint-Georges-du-Bois (commune nouvelle Les Bois d'Anjou), commune déléguée Saint-Germain-sur-Moine (commune nouvelle Sèvremoine), commune déléguée Saint-Lambert-du-Lattay (commune nouvelle Val-du-Layon), commune déléguée Saint-Laurent-de-la-Plaine (commune nouvelle Mauges-sur-Loire), commune déléguée Saint-Laurent-des-Autels (commune nouvelle Orée d'Anjou), commune déléguée Saint-Laurent-du-Mottay (commune nouvelle Mauges-sur-Loire), commune déléguée Saint-Lézin (commune nouvelle Chemillé-en-Anjou), commune déléguée Saint-Macaire-en-Mauges (commune nouvelle Sèvremoine), commune déléguée Saint-Martin-d'Arcé (commune nouvelle Baugé-en-Anjou), commune déléguée Saint-Mathurin-sur-Loire (commune nouvelle Loire-Authion), commune déléguée Saint-Philbert-en-Mauges (commune nouvelle Beaupréau-en-Mauges), Saint-Pierre-Montlimart (commune nouvelle Montrevault-sur-Èvre), commune déléguée Saint-Quentin-en-Mauges (commune nouvelle Montrevault-sur-Èvre), commune déléguée Saint-Quentin-lès-Beaurepaire (commune nouvelle Baugé-en-Anjou), commune déléguée Saint-Rémy-en-Mauges (commune nouvelle Montrevault-sur-Èvre), commune déléguée Saint-Sauveur-de-Landemont (commune nouvelle Orée d'Anjou), commune déléguée Sainte-Christine (commune nouvelle Chemillé-en-Anjou), commune déléguée Salle-et-Chapelle-Aubry (la) (commune nouvelle Montrevault-sur-Èvre), Sarrigné, Sceaux-d'Anjou, Séguinière (la), Seiches-sur-le-Loir, Sermaise, commune déléguée Soeurdres (commune nouvelle Les hauts d'Anjou), Soucelles, Soulaire-et-Bourg, Tessoualle (la), Thorigné-d'Anjou, Tiercé, Tillières, commune déléguée Torfou (commune nouvelle Sèvremoine), Trélazé, commune déléguée Varenne (la) (commune nouvelle Orée-d'Anjou), commune déléguée Vieil-Baugé (le) (commune nouvelle Baugé-en-Anjou), commune déléguée Villedieu-la-Blouère (commune nouvelle Beaupréau-en-Mauges), Villevêque.

UNITE DE CONTROLE 3

SECTION 17

Section d'inspection ayant en charge le contrôle de toutes les entreprises, à l'exception des entreprises relevant de l'article L.717-1 du code rural et de la pêche maritime, sur les territoires suivants :

Les communes de : Chemillé-en-Anjou (communes associées de Chemillé-Melay, Chanzeaux, la Chapelle Rousselin, Cossé-d'Anjou, la Jumellière, Neuvy-en-Mauges, Sainte Christine, Saint Georges des Gardes, Saint Lezin, la Salle de Vihiers, la Tourlandry, Valanjou).

La ville de CHOLET selon les limites suivantes : RD 20 incluse ; ligne de chemin de fer (du croisement de la rue de Maulévrier jusqu'à celui de la rue Sadi Carnot/avenue du Maréchal Leclerc) ; avenue du Maréchal Leclerc (côté pair) ; avenue Edmond Michelet (côté pair) ; avenue d'Angers (côté pair) ; RN 160 ; RD 960.

SECTION 18

Section d'inspection ayant en charge le contrôle de toutes les entreprises, à l'exception des entreprises relevant de l'article L.717-1 du code rural et de la pêche maritime, sur les territoires suivants :

Les communes de : Montrevault-sur-Evre (communes associées de la Boissière-sur-Èvre ; Chaudron-en-Mauges ; la Chaussaire ; Le Fief-Sauvin ; le Fuilet ; Montrevault ; le Puiset-Doré Saint-Pierre-Montlimart ; Saint-Quentin-en-Mauges ; Saint-Rémy-en-Mauges ; la Salle-et-Chapelle-Aubry ;) Orée-d'Anjou (communes associées de Bouzillé ; Champtoceaux ; Drain ; Landemont ; Liré ; Saint-Christophe-la-Couperie ; Saint-Laurent-des-Autels ; Saint-Sauveur-de-Landemont ; la Varenne).

La ville de CHOLET selon les limites suivantes : rivière la Moine exclue ; avenue Francis Bouet (côté pair) ; place de la Demi-Lune(incluse) ; rue Louis Pasteur (côté pair) ; rue du Dr Roux (côté pair) ; place des Mauges (incluse) ; avenue de Beaupréau (exclue) ; avenue du Maréchal Leclerc (côté impair) ; avenue Edmond Michelet (côté impair) ; avenue d'Angers (côté impair) ; RD 960 ; RN 160 ; ligne de chemin de fer (exclue) jusqu'au croisement du boulevard Hérault ; boulevard Hérault (côté impair) ; place de la République (côté impair) ; boulevard Gustave Richard (côté impair) ; place Travot (exclue) ; rue Travot (côté impair) ; place François Mauriac (incluse) ; rue Nationale pour la partie comprise entre la place Créac'h Ferrari et la place Travot ; rue des Vieux Greniers pour la partie comprise entre la rue Jean-Paul II et la rue Travot ; rue Saint Melaine pour la partie comprise entre l'avenue Francis Bouet et la rue Maindron ; rue Marceau pour la partie comprise entre la rue Louis Pasteur et la rue Jean Jaurès ; rue du Verger pour la partie comprise entre la rue Nationale et la rue Gustave Richard.

SECTION 19

Section d'inspection ayant en charge le contrôle de toutes les entreprises, à l'exception des entreprises relevant de l'article L.717-1 du code rural et de la pêche maritime, sur les territoires suivants :

Les communes de : Val-du-Layon (communes associées de St Lambert du Lattay et St Aubin de Luigné), Lys-Haut-Layon (communes associées les Cerqueux sous Passavant, la Fosse de Tigné,Nueil sur Layon, Tigné, Trémont, Vihiers et Tancoigné), Bellevigne en Layon (communes associées de Champ sur Layon, Faveraye-Mâchelles, Faye d'Anjou, Rablay sur Layon et Thouarcé), Aubigné-sur-Layon ; Beaulieu-sur-Layon ; Doué-en-Anjou (communes associées de Brigné, Concourson-sur-Layon, Doué-la-Fontaine, Forges (Les), Meigné, Montfort, Verchers-sur-Layon (Les), Saint-Georges-sur-Layon), Cernusson ; Chanteloup-les-Bois ; Terranjou (communes associées de Chavagnes, Notre-Dame-d'Allençon, Martigné-Briand) ; Cléré-sur-Layon ; Denezé-sous-Doué ; Louresse-Rochemenier ; Mazières-en-Mauges ; Montilliers ; Mozé-sur-Louet ; Nuaillé ; Passavant-sur-Layon ; Saint-Paul-du-Bois ; Toutlemonde ; Ulmes (Les) ; Vezins.

SECTION 20

Section d'inspection ayant en charge le contrôle de toutes les entreprises, à l'exception des entreprises relevant de l'article L.717-1 du code rural et de la pêche maritime, sur les territoires suivants :

Les communes de : Mauges sur Loire (communes associées de Beausse ; Botz-en-Mauges ; Bourgneuf-en-Mauges ; la Chapelle-Saint Florent ; le Marillais ; le Mesnil-en-Vallée ; Montjean-sur-Loire ; la Pommeraye ; Saint-Florent-le-Vieil ; Saint-Laurent-de-la-Plaine et Saint-Laurent-du-Mottay) , la Romagne.

La ville de CHOLET selon les limites suivantes : rivière La Moine ; pont de Lattre de Tassigny (exclu) ; avenue de la Libération (exclue) ; boulevard de la Victoire (côté pair) ; avenue des Câlins incluse ; rue Sadi Carnot (côté pair) jusqu'au croisement avec la ligne de chemin de fer ; ligne de chemin de fer (exclue) jusqu'au croisement de la rue de Maulévrier/RD 20 ; RD 20 (exclue) ; Boulevard Delhumeau Plessis pour la partie comprise entre le pont De Lattre de Tassigny et la place de Dorchoï.

SECTION 21

Section d'inspection ayant en charge le contrôle de toutes les entreprises, à l'exception des entreprises relevant de l'article L.717-1 du code rural et de la pêche maritime, sur les territoires suivants :

Les communes de : les Cerqueux ; Coron ; Maulévrier ; la Plaine ; Somloire ; la Tessoualle ; Yzernay.

La ville de CHOLET selon les limites suivantes : Quartier du Puy-Saint-Bonnet (inclus) ; RN 249 (incluse) ; Place de Déna ; avenue des Sables (incluse) ; avenue Napoléon Bonaparte (côté pair) ; rue de la Vendée (côté pair) ; place François Mauriac (exclue) ; avenue Francis Bouet (côté impair) ; place de la Demi-Lune (exclue) ; rue Louis Pasteur (côté impair) ; rue du Docteur Roux (côté impair) ; place des Mauges (exclue) ; avenue de Beaupréau (incluse) ; rue Marceau pour la partie comprise entre la rue Paul Bouyx et la rue Louis Pasteur ; rue de Saint Méline pour la partie comprise entre la place de la Liberté et l'avenue Francis Bouet.

SECTION 22

Section d'inspection ayant en charge le contrôle de toutes les entreprises, à l'exception des entreprises relevant de l'article L.717-1 du code rural et de la pêche maritime, sur les territoires suivants :

Les communes de : Sèvremoine (communes associées de Montfaucon-Montigné ; le Longeron, la Renaudière ; Roussay ; Saint-André-de-la-Marche ; Saint-Crespin-sur-Moine ; Saint-Germain-sur-Moine ; Saint-Macaire-en-Mauges ; Tillières ; Torfou) et de la Séguinière.

La ville de CHOLET selon les limites suivantes : boulevard de la Victoire (côté impair) ; avenue des Câlins (exclue) ; rue Sadi Carnot (côté impair) ; boulevard Delhumeau Plessis (de l'avenue de l'Abreuvoir jusqu'au pont de Lattre Tassigny inclus) ; avenue Maudet (jusqu'à la place du Général de Gaulle incluse) ; de l'avenue de la Libération (de la place du Général de Gaulle jusqu'au pont de Lattre de Tassigny inclus) ; rue Travot (côté pair) ; place Travot (en totalité) ; boulevard Gustave Richard (côté pair) ; place de la République (côté pair) ; boulevard Hérault (côté pair) ; ligne de chemin de fer (incluse) ; rue du Verger pour la partie comprise entre le boulevard Gustave Richard et la rue de Pineau ; rue Nationale pour la partie comprise entre la place Travot et la rue du Paradis ; rue des Vieux Greniers pour la partie comprise entre la rue Travot et la rue Salberie ; boulevard Delhumeau Plessis pour la partie comprise entre l'avenue Maudet et le pont De Lattre de Tassigny.

SECTION 23

Section d'inspection ayant en charge le contrôle de toutes les entreprises, à l'exception des entreprises relevant de l'article L.717-1 du code rural et de la pêche maritime, sur les territoires suivants :

Les communes de : Beaupréau-en-Mauges (communes associées d'Andrezé ; Beaupréau ; la Chapelle-du-Genêt (La) ; Gesté ; Jallais ; la Jubaudière, le Pin-en-Mauges ; la Poitevine ; Saint-Philbert-en-Mauges ; Villedieu-la-Blouère), Bégrolles-en-Mauges, le May-sur-Èvre, Saint-Léger-sous-Cholet ; Saint Christophe du Bois ; Trémentines.

La ville de CHOLET selon les limites suivantes : rivière La Moine (incluse) ; place du Général de Gaulle (incluse) ; rue de la Vendée (côté impair) ; avenue Napoléon Bonaparte (côté impair) ; avenue des Sables (exclue) ; RN 249 à partir de la place de Déna (exclue) jusqu'au Puy Saint-Bonnet (exclu).

Direction Interrégionale de la Mer

Nord Atlantique-Manche Ouest



PRÉFÈTE DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE

Direction interrégionale de la mer
Nord Atlantique-Manche Ouest

ARRÊTÉ n°01/2018

arrêtant les listes de candidats aux élections professionnelles dans le cadre du renouvellement du conseil du comité régional de la conchyliculture des Pays de la Loire en 2018

LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE
Officier de la légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du mérite

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment son article R. 912-139 ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 octobre 2012 modifié relatif au nombre, aux limites du ressort territorial, au siège et aux circonscriptions électorales des comités régionaux de la conchyliculture ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 octobre 2017 modifié fixant la date des élections des membres des conseils des comités régionaux de la conchyliculture ;

Vu l'arrêté du préfet de la région Pays de la Loire n° 60/2013 du 21 novembre 2013 fixant la répartition des sièges du conseil du comité régional de la conchyliculture des Pays de la Loire ;

Vu l'arrêté du directeur interrégional de la mer Nord Atlantique – Manche Ouest n° 45/2017 du 2 octobre 2017 portant subdélégation de signature administrative pour les attributions relevant du préfet de la région Pays de la Loire ;

Vu l'arrêté de la préfète de la région Pays de la Loire n° 59/2017 du 23 novembre 2017 modifié relatif à l'organisation des élections dans le cadre du renouvellement du conseil du comité régional de la conchyliculture des Pays de la Loire en 2018 ;

Vu l'arrêté de la préfète de la région Pays de la Loire n° 62/2017 du 29 novembre 2017 modifié relatif à l'établissement de la liste électorale dans le cadre du renouvellement du conseil du comité régional de la conchyliculture des Pays de la Loire en 2018 ;

Sur proposition du directeur interrégional de la mer Nord Atlantique – Manche Ouest,

ARRÊTE

Article 1er :

Les listes de candidats aux élections professionnelles dans le cadre du renouvellement du conseil du comité régional de la conchyliculture des Pays de la Loire en 2018 sont arrêtées, par circonscriptions et par catégories, selon l'annexe au présent arrêté.

Article 2 :

Le présent arrêté, ainsi que les listes des candidats qui y sont annexées, sont affichés jusqu'au jour du scrutin le 8 février 2018 :

- à la direction départementale des territoires et de la mer/délégation à la mer et au littoral de Loire-Atlantique : 9 bd de Verdun – 44616 SAINT-NAZAIRE ;
- à la direction départementale des territoires et de la mer/délégation à la mer et au littoral de Vendée : 1 quai Dingler - 85108 LES SABLES D'OLONNE ;

- au comité régional de la conchyliculture des Pays de la Loire (1, place des trois Alexandre – 85230 BEAUVOIR-SUR-MER) ;
- dans les mairies des centres conchylicoles intéressés.

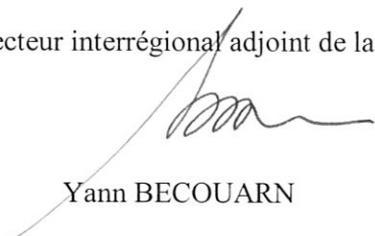
Article 3 :

Le secrétaire général pour les affaires régionales des Pays de la Loire, le directeur interrégional de la mer Nord Atlantique – Manche Ouest et les directeurs départementaux des territoires et de la mer (délégués à la mer et au littoral) de Loire-Atlantique et de Vendée sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Pays de la Loire.

Fait à Nantes, le 5 janvier 2018

Pour la préfète, et par délégation,

le directeur interrégional adjoint de la mer



Yann BECOUARN

Ampliation : DPMA/BCEL – SGAR Pays de la Loire - DDTM/DML Loire-Atlantique et Vendée – CRC des Pays de la Loire – Organisations syndicales de la conchyliculture du ressort du CRC des Pays de la Loire - Collection – Dossier.



PRÉFÈTE DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 01/2018 du 5 janvier 2018 arrêtant les listes de candidats aux élections professionnelles dans le cadre du renouvellement du conseil du comité régional de la conchyliculture des Pays de la Loire en 2018

Listes de candidats pour le scrutin du 8 février 2018

CIRCONSCRIPTION "SUD LOIRE-ATLANTIQUE"

Catégorie "Mytiliculture" :

| TITULAIRE | | SUPPLEANT | |
|-------------|--------|-----------|--------|
| NOM | Prénom | NOM | Prénom |
| CHARPENTIER | Romain | BAUDET | Hugo |

Catégorie "Ostréiculture" :

| TITULAIRES | | SUPPLEANTS | |
|------------|----------|------------|--------|
| NOM | Prénom | NOM | Prénom |
| GAREL | Jacques | / | / |
| MOULIN | Frédéric | LEGRAND | René |

CIRCONSCRIPTION "BAIE DE BOURGNEUF (PARTIE CONTINENTALE)"

| TITULAIRES | | SUPPLEANTS | |
|------------|-----------|------------|----------|
| NOM | Prénom | NOM | Prénom |
| CORCAUD | Joël | CORCAUD | Hervé |
| DUPONT | Philippe | GAGNEUX | Hervé |
| RAIMBAUD | Pierre | / | / |
| RAIMBERT | Guillaume | RABALLAND | Damien |
| THIBAUT | Guillaume | BESSAU | Stéphane |
| MERIAU | Bertin | BLUTEAU | Frédéric |
| VAIRE | Sébastien | PEAUD | Anthony |
| FRITEL | Antoine | / | / |

Direction Régionale de l'Alimentation,
de l'Agriculture et de la Forêt



PRÉFÈTE DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE
PRÉFÈTE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

ARRÊTÉ n° 670/2017/DRAAF-DREAL
établissant le référentiel régional de mise en œuvre
de l'équilibre de la fertilisation azotée
pour la région Pays de la Loire

La préfète de la région Pays de la Loire
Officier de la légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles R.211-80 et suivants ;

VU l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole, modifié du 11 octobre 2016 ;

VU l'arrêté du 24 juin 2014 établissant le programme d'actions régional (PAR) en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région des Pays de la Loire (PAR Pays de la Loire) ;

VU l'arrêté n°545 du 14 décembre 2016 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Pays de la Loire ;

VU l'arrêté du préfet de la région Centre du 02 février 2017 portant délimitation des zones vulnérables aux nitrates agricoles dans le bassin Loire-Bretagne ;

VU les propositions du groupe régional d'expertise nitrates (GREN) en date du 6 avril 2017 ;

SUR proposition de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt par intérim ;

A R R Ê T E

Article 1^{er} : Objet et champ d'application

Le présent arrêté fixe le référentiel régional mentionné au b du 1^o du III de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole.

Ce référentiel permet de calculer, pour chaque îlot cultural situé dans la zone vulnérable de la région des Pays de la Loire, la dose prévisionnelle d'azote à apporter à la culture. Selon la culture, le présent référentiel peut préconiser l'utilisation de la méthode du bilan prévisionnel, le recours à une dose plafond ou le recours à une dose pivot.

L'annexe 1 liste les types de cultures présents dans les zones vulnérables de la région des Pays de la Loire et indique pour chacun d'entre eux la méthode de calcul de la dose prévisionnelle d'azote à utiliser.

Conformément à l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié susvisé, le calcul, pour chaque flot cultural localisé en zone vulnérable, de la dose prévisionnelle selon les règles du présent arrêté et de ses annexes, est obligatoire pour tout apport de fertilisant azoté.

Le détail du calcul n'est pas exigé pour les cultures recevant une quantité d'azote total inférieure à 50 kg par hectare.

Le détail du calcul n'est pas exigé pour les cultures intermédiaires pièges à nitrates (CIPAN) et pour les cultures dérobées ne recevant pas d'apport de fertilisant azoté de type III. Toutefois, les doses apportées sont renseignées à la parcelle sur le cahier d'épandage et doivent rester dans les limites prévues par l'arrêté régional susvisé du 24 juin 2014, établissant le programme d'actions régional (PAR) en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.

Article 2 : Cultures avec bilan prévisionnel

1° - L'annexe 2 fixe l'écriture opérationnelle de la méthode de calcul de la dose prévisionnelle d'azote à apporter selon la méthode du bilan prévisionnel :

a) au point 1, aux grandes cultures : céréales à paille, maïs, sorgho, pomme de terre de consommation, mélange de cultures¹, oléagineux et protéagineux (colza, tournesol, lin, chanvre) ;

b) au point 2, aux prairies.

2° - L'annexe 3, page 5, fixe, pour les cultures listées au 1°a et aux 1°b ci-dessus, les valeurs par défaut nécessaires au paramétrage de la méthode de calcul de la dose prévisionnelle d'azote commune à plusieurs cultures pour le 1°a et aux prairies pour le 1°b.

3° - Le rendement prévisionnel, pour les cultures listées au 1°a, ci-dessus, est égal à la moyenne des rendements réalisés sur l'exploitation pour la culture considérée, pour des conditions comparables de sol au cours des cinq dernières années, en excluant la valeur maximale et la valeur minimale et ce, conformément au c) du 1° du III de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié susvisé.

Les cinq dernières années s'entendent comme les cinq dernières campagnes culturales successives. S'il manque une ou plusieurs références pour une ou plusieurs des cinq dernières années, il est possible de remonter aux années précédentes ou de prendre la valeur du référentiel en remplacement de l'année ou des années manquantes et de procéder à la moyenne selon la même méthode.

Afin de conforter les objectifs de rendement retenus par parcelle, un tableau de potentiel de rendement par parcelle peut être établi par les exploitants (voir en annexe 10-1).

Lorsque les références disponibles sur l'exploitation sont insuffisantes pour les dissocier par type de sol, le rendement moyen sur l'exploitation au cours des cinq dernières années est utilisé en lieu et place de ces références.

4° - Lorsque les références de rendement disponibles sont insuffisantes pour effectuer le calcul selon la méthode présentée au 3° ci-dessus, les valeurs par défaut définies dans l'annexe 3 – tableau 5 sont utilisées. L'annexe 6 présente les références de rendements de productions par petites régions agricoles.

¹ la catégorie « mélange de cultures » concerne les cultures où une plante fixatrice d'azote (protéagineux) est mélangée avec une ou plusieurs plantes non fixatrices d'azote (céréales).

L'utilisation de ces références fait appel à deux conditions :

- Éligibilité : être jeune agriculteur ou nouvel exploitant depuis moins de trois ans sans avoir connaissance des rendements de son prédécesseur, ou être en réorientation de son assolement pour un exploitant en place,
- Condition à remplir pour le choix d'un objectif de rendement de sol à potentiel fort : une analyse de sol aura été réalisée sauf disponibilité pour l'îlot considéré d'une cartographie au 1/25000^{ème} indiquant les qualités pédologiques des sols.

Article 3 : Cultures avec doses plafond ou dose pivot

Ces doses s'expriment sous forme d'azote efficace, sauf cas particulier.

1° Cultures avec dose plafond : pour les cultures mentionnées à l'annexe 4 (maraîchage, arboriculture, horticulture, vigne, plantes à parfum, aromatiques et médicinales, cultures porte-graines, tabac, soja et légumineuses diverses), la dose totale d'azote prévisionnelle est plafonnée par hectare. L'annexe 4 fixe cette valeur plafond pour chaque culture et par cycle de culture dans le cas du maraîchage.

Les cultures hors-sol ne sont pas concernées par le présent arrêté régional de fertilisation ; est entendue comme culture hors-sol, toute culture dont l'ensemble des apports et des rejets est maîtrisé sans fuite dans le milieu.

2° Cultures avec dose pivot : pour les cultures porte-graines « petites graines », la dose d'azote est exprimée soit sous forme de besoin soit sous forme de dose pivot².

3° Cultures non mentionnées dans les annexes 3 et 4, la dose maximum de 210 Unités d'azote efficace ne doit pas être dépassée (« dose balai »).

Article 4 : Coefficient d'équivalence engrais

Les coefficients d'équivalence engrais minéral pour les principaux fertilisants azotés organiques figurent en annexe 3 – tableaux 14, 14-bis pour les cultures et 22 pour les prairies.

Ce coefficient d'équivalence représente le rapport entre la quantité d'azote apporté par un engrais minéral et la quantité d'azote apporté par le fertilisant organique permettant la même absorption d'azote que l'engrais minéral. Il est différent selon qu'il est calculé pour l'ensemble du cycle cultural ou uniquement pour une partie du cycle. Il est utilisé pour calculer la quantité d'azote efficace apportée.

Article 5 : Fourniture d'azote par le sol, par les fertilisants organiques et l'eau d'irrigation

1° -Azote fourni par le sol :

Les valeurs de fourniture d'azote par les sols figurant dans l'annexe 3 – tableau 8 du présent arrêté peuvent être adaptées au niveau de chaque exploitation à condition que la valeur utilisée soit justifiée par une analyse correspondant à l'îlot cultural considéré ou à un îlot présentant des caractéristiques comparables de sol et d'histoire culturale.

2° -Azote fourni par les fertilisants organiques :

Les valeurs de fourniture d'azote par les fertilisants organiques figurant dans l'annexe 3-tableaux 13 et 13-1 du présent arrêté peuvent être adaptées au niveau de chaque exploitation à condition que

² Voir glossaire Annexe 9 : dose déterminée par situation culturale type et par espèce cultivée, par analyse de courbes de réponse à l'azote

la valeur utilisée soit justifiée par une ou des analyses représentatives et récentes (moins de 4 ans et conditions équivalentes de production du fertilisant) du fertilisant organique épandu.

Pour les systèmes de production dans lesquels la composition du fertilisant organique produit est variable au cours du temps, plusieurs analyses sont indispensables pour caractériser le fertilisant organique épandu.

3° -Azote fourni par l'eau d'irrigation :

Les valeurs de fourniture d'azote par l'eau d'irrigation doivent être justifiées au niveau de chaque exploitation soit :

- par une analyse effectuée sur la ressource : il est possible d'utiliser une bandelette avec un lecteur automatique de la teneur en azote.
- ou par des résultats d'analyse sur la masse d'eau utilisée mise à disposition par un prestataire ou publiée par les organismes publics.

En cas d'absence de référence locale sur la masse d'eau et d'analyse spécifique de l'eau d'irrigation, la teneur en azote est fixée par défaut à 40 mg/L, voir annexe 3-tableau 12 bis.

Les teneurs retenues ainsi que la méthode utilisée sont reportées sur le cahier d'épandage avec le volume d'eau utilisé pour chaque tour d'eau.

Article 6 : Obligation de l'analyse de sol

L'analyse de sol annuelle mentionnée au c) du 1° du III de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé, obligatoire pour toute personne exploitant plus de 3 ha en zone vulnérable, fait appel à une méthode adéquate, choisie parmi celles citées ci-dessous (*voir annexe 5*) :

- reliquat azoté en sortie hiver,
- azote total présent dans les horizons de sols cultivés,
- taux de matière organique.

Les exploitants agricoles ayant la totalité de leur surface en prairie et utilisant moins de 50 unités d'azote total par ha, sont exemptés d'analyse.

Article 7 : Recours à des outils de calcul de dose prévisionnelle

Les méthodes de calcul utilisées ne peuvent différer de celles figurant en annexe 2 qu'à condition que l'exploitant utilise un outil de calcul de la dose prévisionnelle. Pour les cultures relevant de l'article 3 du présent arrêté, la dose prévisionnelle ne peut être supérieure à la dose plafond fixée par l'arrêté qu'à condition que l'exploitant utilise un outil de calcul de la dose prévisionnelle.

L'outil utilisé est conforme à la méthode du bilan prévisionnel telle que développée par le Comité français d'études et de développement de la fertilisation raisonnée (COMIFER).

Lorsque le paramétrage de l'outil requiert la réalisation de mesures ou d'analyses propres à l'exploitation, ces mesures et/ou analyses sont tenues à disposition de l'administration.

Article 8 : Outils de pilotage

Conformément au 2° du III de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé, il est recommandé d'ajuster la dose prévisionnelle précédemment calculée, au cours du cycle de la culture, en fonction de l'état de nutrition azotée mesurée par un outil de pilotage.

Article 9 : Dépassement de la dose totale prévisionnelle

Conformément au 3° du III de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé, tout apport d'azote réalisé supérieur à la dose totale prévisionnelle calculée selon les règles énoncées dans le

présent arrêté doit être dûment justifié par l'utilisation d'un outil de raisonnement dynamique ou de pilotage de la fertilisation, ou par une quantité d'azote exportée par la culture supérieure au prévisionnel ou, dans le cas d'un accident cultural intervenu postérieurement au calcul de la dose prévisionnelle, par la description détaillée, dans le cahier d'enregistrement, des événements survenus, comprenant notamment leur nature et leur date.

Article 10 : Plan de fumure

Le plan de fumure (voir annexe 10) est établi pour chaque îlot cultural exploité en zone vulnérable, qu'il reçoive ou non des fertilisants. Il est exigible au plus tard au 1^{er} mars.

Article 11 : Actualisation des références techniques

Le GREN de la région Pays de la Loire se réunit à la demande de la préfète de région et au moins une fois par an pour :

- actualiser le référentiel compte tenu de l'évolution des références mentionnées en annexe,
- émettre un avis sur tout autre sujet entrant dans son champ de compétences.

Toute demande de modification des références émanant d'un ou plusieurs membres du GREN, ou extérieure à ce groupe, est adressée au préfet de région qui peut saisir l'ensemble des membres du GREN pour expertise.

Article 12 : Abrogation

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 545/2016/DRAAF-DREAL établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Pays de la Loire du 14 décembre 2016.

Article 13 : Entrée en vigueur

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Article 14 : Exécution

Le secrétaire général pour les affaires régionales, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt par intérim et les préfets de département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Nantes, le

22 DEC. 2017

Nicole KLEIN



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

DÉCISION n° 2018/DRAAF/n° 5

portant délégation de signature du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire au titre de l'autorité académique

- Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire,
- VU le code rural et de la pêche maritime, et notamment son livre VIII,
- VU le code de l'éducation,
- VU le code du travail, et notamment sa 6^{ème} partie (formation professionnelle tout au long de la vie),
- VU le code de l'action sociale et des familles,
- VU le décret n° 2010-429 du 29 avril 2010 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,
- VU l'arrêté ministériel du 05 décembre 2017 nommant M. Yvan LOBJOIT directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire,
- VU l'arrêté préfectoral n° 290 du 31 mai 2017 portant organisation de la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire,

DÉCIDE

Article 1

Délégation de signature est donnée à M. Hervé BRIAND et M. Arnaud MILLEMANN, directeurs adjoints, et M. Philippe NENON, chef de mission. chef du service régional de la formation et du développement de la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire, à l'effet de signer tous actes et correspondances relatifs à l'exercice de l'autorité académique, à l'exception :

- des correspondances administratives présentant un caractère particulier d'importance, et adressées notamment à la Préfète de la région des Pays de la Loire, Préfète de Loire-Atlantique, à la Présidente du Conseil régional des Pays de la Loire, au Recteur de l'académie de Nantes, au Président de la Chambre régionale d'agriculture,
- de tout acte ou décision pouvant avoir des effets en matière d'action éducative générale dans la région des Pays de la Loire.

Article 2

La délégation de signature conférée à M. Hervé BRIAND, M. Arnaud MILLEMANN et M. Philippe NENON à l'article 1 de la présente décision, peut être exercée par M. François CHAVENON-VERLHAC, attaché principal des services du Ministère de l'agriculture, adjoint du chef du service régional de la formation et du développement, à l'exception des correspondances et décisions présentant un caractère d'importance particulier.

Article 3

La délégation de signature conférée à M. Philippe NENON à l'article 1 de la présente décision est exercée, chacun en ce qui le concerne et dans les limites de leurs attributions, par :

- Mme Ellena CHAUVAT, ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement, cheffe du pôle « relations contractuelles avec l'enseignement privé ».
- Mme Bérengère KIRION, attachée principale des services du Ministère de l'agriculture, cheffe du pôle « gestion des moyens de l'enseignement public ».
- Mme Françoise MAROT, ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement, cheffe du pôle « scolarité »,
- M. Martial LOIRET, ingénieur de l'agriculture et de l'environnement, chef du pôle « appui et animation des établissements »,
- M. Jean-Michel LEFEVRE, conseiller principal d'éducation, chef du pôle « examens et certifications »,
- Mme Léna LEDUCQ, ingénieure de l'agriculture et de l'environnement,
- M. Fabien PAQUEREAU, professeur de lycée professionnel agricole classe normale, délégué régional aux technologies de l'information et de la communication.

La présente subdélégation ne porte pas sur les correspondances et décisions défavorables, ou présentant un caractère d'importance particulier (qualité des destinataires notamment).

Article 4

La présente décision abroge et remplace la décision du 31 août 2017 relative au même objet.

Le chef du service régional de la formation et du développement est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région des Pays de la Loire et sur le site Internet de la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire.

Fait à Nantes, le 02 janvier 2018

Le directeur régional



Yvan LOBJOIT



PRÉFÈTE DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE
PRÉFÈTE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

*Direction régionale de l'alimentation
de l'agriculture et de la forêt*

**Service régional de l'économie agricole
et des filières**

ARRÊTÉ 2018/DRAAF/n°6

relatif à l'attribution d'une licence d'inséminateur d'équidés

La préfète de la région Pays de la Loire
Officier de la légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du mérite

- VU le code rural, et notamment ses articles L. 241-1 à L. 241-3, L. 653-13, R. 653-96 ;
- VU l'arrêté du 24 janvier 2008 modifié relatif à l'insémination artificielle des équidés ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2017/SGAR/DRAAF/695 en date du 22 décembre 2017 donnant délégation de signature en faveur de Mr Yvan LOBJOIT, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire ;
- VU le certificat d'aptitude aux fonctions d'inséminateur dans les espèces équine et asine n°17850 en date du 15 novembre 2017 ;

Considérant la demande d'obtention d'une licence d'inséminateur des équidés de Mme Morgane BOULAIRE en date du 20 décembre 2017 ;

SUR proposition du secrétaire général pour les affaires régionales,

A R R Ê T E

Article 1 – Désignation du licencié

La licence d'inséminateur pour les espèces équine et asine, avec autorisation d'exercer, est délivrée à Mme Morgane BOULAIRE, née le 28 mai 1983 à Vannes dans le département du Morbihan.

Article 2 – Conditions d'application

Mme Morgane BOULAIRE s'engage à respecter les prescriptions techniques relatives à la mise en place de la semence prévues au chapitre 1^{er} de l'arrêté du 24 janvier 2008 modifié relatif à l'insémination artificielle pour les espèces équine et asine ou à tout autre texte qui viendrait compléter ou remplacer celui-ci.

Article 3 – Numéro de licence

Le numéro de licence **FR – IN - 18 - 052 – 01** est attribué à l'intéressée.

Article 5 - Exécution

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région des Pays de la Loire.

Fait à Nantes, le 3 janvier 2018

Pour la préfète et par délégation,
Le directeur régional de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,



Yvan LOBJOIT

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement



PRÉFÈTE DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE
PRÉFÈTE DE LA LOIRE ATLANTIQUE

Direction régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement
Service des transports routiers

ARRÊTÉ n° 2017/DREAL/STRV/083

portant agrément d'un établissement secondaire du centre de formation PROMOTRANS FPC
- SIREN 808634141 – Saint-Herblain (44800) pour dispenser les formations obligatoires des
conducteurs du transport routier de marchandises et de voyageurs

la préfète de la région Pays de la Loire
Officier de la légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du mérite

- VU la directive européenne 2003/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2003 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs ;
- VU le code des transports et notamment ses articles L3314-1 à L3314-3 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret n° 2009-235 du 27 février 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement, notamment son article 2-1° ;
- VU l'arrêté du 03 janvier 2008 modifié et ses annexes relatifs au programme et aux modalités de mise en œuvre de la formation professionnelle initiale et continue des conducteurs du transport routier de marchandises et de voyageurs ;
- VU l'arrêté du 03 janvier 2008 modifié et ses annexes, relatifs à l'agrément des centres de formation professionnelle habilités à dispenser la formation professionnelle initiale et continue des conducteurs du transport routier de marchandises et de voyageurs ;
- VU l'arrêté du 04 juillet 2008 modifié définissant le modèle des attestations relatives à la formation professionnelle initiale et continue des conducteurs de certains véhicules affectés aux transports routiers de marchandises ou de voyageurs ;
- VU l'arrêté du 31 décembre 2010 fixant les conditions de délivrance de la carte de qualification de conducteur ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2017/SGAR/DREAL/630 du 4 octobre 2017 portant délégation de signature à Madame Annick BONNEVILLE, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;

VU l'arrêté 2017/DREAL/n° SDR-17-04 du 11 octobre 2017 portant subdélégation de signature au sein de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral N° 2015/DREAL/STRV/244 en date du 07 juillet 2015 portant agrément du centre de formation PROMOTRANS FPC (SIREN 808634141) à Saint-Herblain (44800) pour dispenser les formations obligatoires des conducteurs du transport routier de marchandises ;

VU l'arrêté préfectoral N° 2015/DREAL/STRV/245 en date du 07 juillet 2015 portant agrément du centre de formation PROMOTRANS FPC (SIREN 808634141) à Saint-Herblain (44800) pour dispenser les formations obligatoires des conducteurs du transport routier de voyageurs ;

Considérant la demande d'agrément d'un établissement secondaire en date du 09 novembre 2017 présentée par le centre de formation PROMOTRANS FPC (SIREN 808634141) à Saint-Herblain (44800) ;

SUR proposition de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

ARRÊTE

Article 1^{er} – l'établissement secondaire du centre de formation PROMOTRANS FC implanté 6 rue Gutenberg – 44118 La Chevrolière est autorisé à dispenser la formation initiale minimale obligatoire (FIMO), la formation continue obligatoire (FCO) et la formation spécifique dite passerelle des conducteurs du transport routier de marchandises et de voyageurs prévues par le code des transports, en tant qu'établissement secondaire fonctionnant sous la responsabilité de l'établissement principal agréé par les arrêtés susvisés.

Article 2 - Les formations dispensées devront être conformes aux dispositions de l'arrêté du 03 janvier 2008 relatif au programme et aux modalités de mise en œuvre de la formation professionnelle initiale et continue des conducteurs du transport routier de marchandises et de voyageurs ainsi qu'à l'ensemble de ses annexes.

Article 3 - l'ensemble des dispositions prévues par les arrêtés n°2015/DREAL/STRV/244 et n° 2015/DREAL/STRV/245 susvisés portant agrément de l'établissement principal de Saint-Herblain (44800) sont applicables à l'établissement secondaire visé à l'article 1.

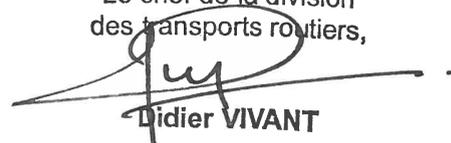
Article 4 - Sous réserve du respect des dispositions prévues à l'article 3, le présent arrêté est valable jusqu'à la date limite des agréments de l'établissement principal, soit le 22 août 2019.

Article 5 - La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Pays de la Loire.

NANTES le

22 DEC. 2017

Le chef de la division
des transports routiers,


Didier VIVANT

Rectorat

Région Académique Pays de la Loire

Académie de Nantes

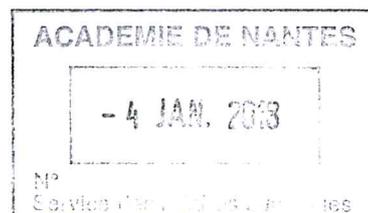
RÉGION ACADÉMIQUE
PAYS DE LA LOIRE

MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE
ET DE L'INNOVATION

LE RECTEUR DE LA REGION ACADEMIQUE PAYS DE LA LOIRE ET DE L'ACADEMIE
DE NANTES, CHANCELIER DES UNIVERSITES

- VU le code de l'éducation notamment ses articles R 442-9 et R 911-82 et suivants ;
- RECTORAT VU le code des marchés publics ;
- Secrétariat général VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;
- VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics et aux décisions prises par l'Etat en matière de prescription quadriennale ;
- Direction de l'organisation générale et de l'enseignement supérieur VU la loi 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi 84-16 du 11 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique d'Etat ;
- Arrêté N°2018/MODIF-rectorat-services/7.44 FI du 01 janvier deux mille dix-huit VU la loi de décentralisation n° 2004-809, modifiée, du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, notamment ses articles 105 à 109 ainsi que la circulaire n° 2005-109 prise en application ;
- VU le décret n°90-437 du 28 mai 1990 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les changements de résidence des personnels civils sur le territoire métropolitain de la France, lorsqu'ils sont à la charge des budgets de l'Etat, des établissements publics nationaux à caractère administratif et de certains organismes subventionnés ;
- Dossier suivi par
Christelle DURAND
Valérie CHAUBLET
Téléphone : 02.40.37.37.11
ce.sgadom@ac-nantes.fr VU le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 portant statut des fonctionnaires stagiaires ;
- VU le décret n° 2001-848 du 12 septembre 2001 relatif à la déconcentration de certaines opérations de recrutement et de gestion concernant les ingénieurs et les personnels techniques et administratifs de recherche et de formation de l'Education nationale ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;
- VU le décret n° 2012-16 du 5 janvier 2012 relatif à l'organisation académique ;
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU le décret du Président de la République en date du 3 janvier 2013 nommant Monsieur William MAROIS en qualité de recteur de l'académie de Nantes ;
- VU le décret n° 2015-1616 du 10 décembre 2015 relatif aux régions académiques ;
- VU le décret n°2016-1413 du 20 octobre 2016 relatif aux emplois fonctionnels des services déconcentrés de l'éducation nationale ;
- VU le décret du Président de la République en date du 16 février 2017 nommant Madame Nicole KLEIN en qualité de préfète de la région Pays de la Loire, préfète de la Loire-Atlantique ;

4, rue de la Houssinière
B.P. 72616
44326 NANTES Cedex 3



- VU l'arrêté du 3 juillet 2009 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;
- VU l'arrêté n° 2017/SGAR/RECTORAT/42 de la préfète de la région Pays de la Loire, en date du 7 mars 2017, portant délégation de signature à Monsieur William MAROIS, recteur de la région académique Pays de la Loire et de l'académie de Nantes, chancelier des universités, et autorisant la subdélégation ;
- VU l'arrêté rectoral n°2017/NOUVEAU-rectorat-services/2.44 FI du 1^{er} septembre 2017 ;
- VU l'arrêté rectoral n°2017MODIF-rectorat-services/4.44 FI du 16 octobre 2017 ;
- VU l'arrêté rectoral du 1er septembre 2017 portant organisation de l'administration du rectorat de l'académie de Nantes et attribution de fonctions pour l'année scolaire 2017-2018 ;
- VU l'arrêté ministériel du 4 septembre 2017 nommant Madame Christelle DURAND dans l'emploi de secrétaire générale adjointe, directrice de l'enseignement supérieur et de l'organisation générale de l'académie de Nantes pour une première période de quatre ans, du 16/10/2017 au 15/10/2021.

ARRETE

Article 1 : L'arrêté n°2017/NOUVEAU-rectorat-services/2.44 FI du 1^{er} septembre 2017 est modifié comme suit :

Au lieu de : Monsieur Christian DOUSSET,
Chef du service des constructions universitaires et scolaires

**Lire : Monsieur Gilles BLANCHARD,
Chef du service des constructions universitaires et scolaires**

Article 2 : Le fonctionnaire désigné à l'article 1 signera comme il est indiqué au tableau ci-dessous :

| NOM – PRENOM | FONCTION | SIGNATURE |
|-------------------------|--|---|
| Gilles BLANCHARD | Chef du service des constructions universitaires et scolaires |  |

Article 3 : La subdélégation, ainsi accordée, sera adressée à la préfète de la région Pays de la Loire et déposée à la direction régionale des finances publiques des Pays de la Loire.

- Article 4 :** Les autres dispositions de l'arrêté n°2017/NOUVEAU-rectorat-services/2.44 FI du 1^{er} septembre 2017 restent inchangées.
- Article 5 :** Le secrétaire général de l'académie de Nantes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Pays de la Loire.

Fait à Nantes, le 01 janvier 2018



William MAROIS

Préfecture de Zone de Défense
et de Sécurité Ouest



PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE OUEST

Arrêté n°17-2M du 20 DEC. 2017
portant nomination des conseillers techniques, des référents et du commandant des systèmes d'information et de communication de la zone de défense et de sécurité OUEST

Le préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Sur proposition du chef d'état-major interministériel de zone ;

Vu le code de la défense notamment les articles L. 1142-2, R. 1311-1 et R. 1311-3 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article R. 1424-52 ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment l'article L. 112-2 ;

Vu l'arrêté du 1^{er} février 1978 modifié approuvant le règlement d'instruction et de manœuvre des sapeurs-pompiers communaux ;

Vu l'arrêté du 18 août 1999 fixant le guide national de référence relatif au groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux ;

Vu l'arrêté du 18 janvier 2000 fixant le guide national de référence relatif à la cynotechnie ;

Vu l'arrêté du 6 mai 2000 modifié fixant les conditions d'aptitude médicale des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires et les conditions d'exercice de la médecine préventive au sein des services d'incendie et de secours ;

Vu l'arrêté du 6 septembre 2001 modifié fixant le guide national de référence relatif aux feux de forêt ;

Vu l'arrêté du 7 novembre 2002 fixant le guide national de référence relatif au sauvetage aquatique ;

Vu l'arrêté du 20 décembre 2002 modifié fixant le guide national de référence relatif aux risques radiologiques ;

Vu l'arrêté du 8 avril 2003 fixant le guide national de référence relatif au sauvetage déblaiement ;

Vu l'arrêté du 23 mars 2006 fixant le guide national de référence relatif aux risques chimiques et biologiques ;

Vu l'arrêté n°11-20 du 09 décembre 2011 relatif au centre opérationnel de zone renforcé ;

Vu l'arrêté du 16 septembre 2013 portant approbation des dispositions générales « systèmes d'information et de communication » du plan ORSEC de la zone de défense et de sécurité Ouest ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2013 relatif à l'encadrement des activités physiques chez les sapeurs-pompiers ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2014 relatif aux interventions secours et sécurité en milieu aquatique et hyperbare ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2017 relatif aux formations des sapeurs-pompiers aux interventions à bord des navires et des bateaux ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2017 relatif aux formations de spécialité dans le domaine d'activité de la formation et du développement des compétences chez les sapeurs-pompiers ;

Vu la note d'information n°99-581 du 10 août 1999 relative à la conduite ;

Considérant les qualifications détenues par les intéressés et l'accord des directeurs départementaux des services d'incendie et de secours concernés ;

Arrête :

Art. 1. – Il est institué auprès du préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest des conseillers techniques (CT), des référents ainsi qu'un commandant des systèmes d'information et de communication (COM SIC) de zone. Ils relèvent des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS).

La liste des personnels titulaires et suppléants est annexée au présent arrêté.

Art. 2. – Conformément ou en complément des dispositions prévues par les arrêtés relatifs aux référentiels des spécialités susvisées, le CT ou le référent ou le COM SIC de zone a notamment pour missions :

- d'assurer, dans ses domaines de compétences, les missions de CT ou référent ou COM SIC du préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest et du chef de l'état-major interministériel de zone (EMIZ) ;
- d'être l'interlocuteur privilégié de l'EMIZ pour la diffusion d'informations techniques aux services départementaux d'incendie et de secours ;
- D'animer le réseau des conseillers techniques ou référents ou COM SIC départementaux, en veillant particulièrement à :
 - piloter au moins une réunion annuelle, organisée par l'EMIZ ;
 - impulser et coordonner les actions interdépartementales dans une optique de mutualisation et de rationalisation des moyens ;
 - soutenir l'action des CT ou référents ou COM SIC départementaux par l'apport de conseils techniques ou pédagogiques ;
- de participer, le cas échéant, à l'encadrement de stages, de jurys d'examens, au suivi de la formation des personnels et à la préparation d'entraînements ou d'exercices ;
- de participer, en tant que de besoin, à la cellule « expertise » du centre opérationnel de zone renforcé institué par l'arrêté n°11-20 du 09 décembre 2011 susvisé.

Art. 3. – Les éventuels coûts induits par l'exercice des missions mentionnées à l'article 2 sont à la charge du SDIS de rattachement des intéressés.

Art. 4. – Le présent arrêté est communiqué à la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises, ainsi qu'aux directeurs départementaux des services d'incendie et de secours de la zone de défense et de sécurité Ouest. L'école nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers, l'école d'application de la sécurité civile ainsi que le centre national civil et militaire de formation et d'entraînement NRBCe en sont également destinataires.

Art. 5. – L'arrêté n°16-187 du 8 novembre 2016 portant nomination de conseillers techniques et de référents de zone Ouest est abrogé.

Art. 6. - Le préfet délégué pour la défense et la sécurité est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de région et de département de la zone de défense et de sécurité Ouest.

Fait à Rennes, le **20 DEC. 2017**

Le Préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest,
Préfet de la région Bretagne
Préfet d'Ille-et-Vilaine,


Christophe MIRMAND



PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE OUEST

ANNEXE à l'arrêté n° 241 du 20 DEC. 2017
portant nomination des conseillers techniques, des référents et du commandant des systèmes d'information et de communication de la zone de défense et de sécurité OUEST

LISTE DES CONSEILLERS TECHNIQUES DE ZONE

| SPECIALITE | TITULAIRE | SDIS | SUPPLEANTS | SDIS |
|---|---------------------------|------|---|----------------------|
| CONDUITE | Cne Stéphane BROCHARD | 56 | Vacant | / |
| CYNOTECHNIE | Cne Jean-Noël RICHARD | 41 | AdC Yannick CLOSIER | 28 |
| ENCADREMENT DES ACTIVITES PHYSIQUES | Ltn Jacky DEVIGNE | 14 | Cne Pascal PRAT | 28 |
| FEUX DE FORET | Cne Benoît GUERIN | 72 | Cne Sébastien LACROIX | 36 |
| INTERVENTIONS EN MILIEU PERILLEUX | Ltn Jean-Michel COULBAULT | 49 | Ltn Eric GUESNEL | 44 |
| PREVISION | Cdt Sébastien ROUX | 45 | Vacant | / |
| RISQUES CHIMIQUES ET BIOLOGIQUES REFERENT PEDAGOGIQUE EIZ | Cdt Erwan MAHE | 76 | Pharmacien-chef Christine ADAMY Lcl Gilles BOULIC Cdt François SARDAINE Cne Sébastien SICOT (Comité pédagogique EIZ) | 35 29 37 49 |
| RISQUES RADIOLOGIQUES | Cdt Jean-Yves FOUQUET | 50 | Lcl Michel WIETRICH Cdt Jean-François BOURDAIS Cdt Eric FOUSSARD | 45 35 37 |
| SAUVETAGE AQUATIQUE | Cne Gilbert GIRE | 29 | Ltn Olivier DAUSQUE | 85 |
| SAUVETAGE DEBLAIEMENT | Lcl Lionel AREN | 44 | Lcl Vincent NEZAN | 45 |
| SECOURS SUBAQUATIQUE | Cdt Dominique DOLLEANS | 45 | Ltn Luc BERNARD Ltn Jérôme RAGOT (comité pédagogique) Ltn Hervé BERTEL (comité pédagogique) | 29 50 35 |

LISTE DES REFERENTS DE ZONE ET DU COMMANDANT DES SYSTEMES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION DE ZONE

| DOMAINE | TITULAIRE | SDIS | SUPPLEANTS | SDIS |
|------------------|-------------------------------|------|---|----------------|
| FEUX DE NAVIRE | Cne Serge PICART | 56 | Vacant | / |
| MEDICAL | Médecin chef Jean-louis SALEL | 35 | Vacant | / |
| SECOURISME | En cours de recrutement | 53 | Médecin-chef Dominique PHAM (lien SSSM) Cdt Emmanuel BOUTILLER (Désincarcération et secours routier) Cne Jérôme LANGLOIS (Désincarcération et secours routier) | 29 49 44 |
| COM SIC | Cdt Freddy JAULIN | 44 | Cne Martin DEROIDDE Cne ERWAN CLOAREC Cdt François TERRACHER | 56 35 37 |
| PREVENTION -RCCI | En cours de recrutement | / | Vacant | / |



PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE OUEST

**ANNEXE à l'arrêté n° 17- 211 du 20 décembre 2017
portant nomination des conseillers techniques, des référents et du commandants des systèmes d'information et de communication
de la zone de défense et de sécurité OUEST**

LISTE DES CONSEILLERS TECHNIQUES DE ZONE

| SPECIALITE | TITULAIRE | SDIS | SUPPLEANTS | SDIS |
|---|---------------------------|------|---|----------------------|
| CONDUITE | Cne Stéphane BROCHARD | 56 | Vacant | / |
| CYNOTECHNIE | Cne Jean-Noël RICHARD | 41 | AdC Yannick CLOSIER | 28 |
| ENCADREMENT DES ACTIVITES PHYSIQUES | Ltn Jacky DEVIGNE | 14 | Cne Pascal PRAT | 28 |
| FEUX DE FORET | Cne Benoît GUERIN | 72 | Cne Sébastien LACROIX | 36 |
| INTERVENTIONS EN MILIEU PERILLEUX | Ltn Jean-Michel COULBAULT | 49 | Ltn Eric GUESNEL | 44 |
| PREVISION | Cdt Sébastien ROUX | 45 | Vacant | / |
| RISQUES CHIMIQUES ET BIOLOGIQUES REFERENT PEDAGOGIQUE EIZ | Cdt Erwan MAHE | 76 | Pharmacien-chef Christine ADAMY Lcl Gilles BOULIC Cdt François SARDAINE Cne Sébastien SICOT (Comité pédagogique EIZ) | 35 29 37 49 |
| RISQUES RADIOLOGIQUES | Cdt Jean-Yves FOUQUET | 50 | Lcl Michel WIETRICH Cdt Jean-François BOURDAIS Cdt Eric FOUSSARD | 45 35 37 |
| SAUVETAGE AQUATIQUE | Cne Gilbert GIRE | 29 | Ltn Olivier DAUSQUE | 85 |
| SAUVETAGE DEBLAIEMENT | Lcl Lionel AREN | 44 | Lcl Vincent NEZAN | 45 |
| SECOURS SUBAQUATIQUE | Cdt Dominique DOLLEANS | 45 | Ltn Luc BERNARD Ltn Jérôme RAGOT (comité pédagogique) Ltn Hervé BERTEL (comité pédagogique) | 29 50 35 |

**LISTE DES REFERENTS DE ZONE ET DU COMMANDANT DES SYSTEMES D'INFORMATION
ET DE COMMUNICATION DE ZONE**

| DOMAINE | TITULAIRE | SDIS | SUPPLEANTS | SDIS |
|----------------|-------------------------------|------|---|----------------|
| FEUX DE NAVIRE | Cne Serge PICART | 56 | Vacant | / |
| MEDICAL | Médecin chef Jean-louis SALEL | 35 | Vacant | / |
| SECOURISME | En cours de recrutement | 53 | Médecin-chef Dominique PHAM (lien SSSM) Cdt Emmanuel BOUTILLER (Désincarcération et secours routier) Cne Jérôme LANGLOIS (Désincarcération et secours routier) | 29 49 44 |
| COM SIC | Cdt Freddy JAULIN | 44 | Cne Martin DEROIDDE Cne ERWAN CLOAREC Cdt François TERRACHER | 56 35 37 |

| | | | | |
|-------------------------|-------------------------|---|--------|---|
| PREVENTION -RCCI | En cours de recrutement | / | Vacant | / |
|-------------------------|-------------------------|---|--------|---|

